

CONTRAIREMENT À TOUTES  
LES PRÉVISIONS DES SPÉCIALISTES

La croissance de l'économie  
aux États-Unis a été plus forte  
lors du premier semestre

LIRE PAGE 22  
L'ARTICLE DE FRANÇOIS RENARD

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

UN ENTRETIEN  
AVEC MILES DAVIS

Le son noir  
de la musique

LIRE PAGE 12

## Surprise en Israël

### Une Knesset émiettée

Rarement l'Etat hébreu aura paru aussi divisé politiquement qu'au lendemain de ces élections législatives qui s'annonçaient portées de changement mais se solderont sans doute, après de longs marchandages, par la remise en selle d'une équipe aux traits de service pourtant peu brillants. Incapable de maîtriser une forte inflation et de se débarrasser de l'ambroglio libanais, le gouvernement Shamir, en poursuivant tambour battant la colonisation de la Cisjordanie, rend de plus en plus difficile la recherche d'une solution au problème palestinien.

L'opposition travailliste pouvait légitimement espérer tirer profit de ce bilan en faisant trébucher le Likoud, auquel son ancien chef charismatique, M. Begin, n'avait même pas jugé utile de prêter main-forte dans sa campagne électorale. Le parti de M. Shimon Peres se voulait messager de l'espoir en promettant un retrait rapide du Liban, une ouverture diplomatique en direction de la Jordanie, une meilleure gestion quotidienne de l'Etat juif.

L'arithmétique du scrutin laisse penser que les travaillistes ont, une nouvelle fois, manqué le coche. Tout en devançant le Likoud, ils abandonnent plusieurs sièges à leurs petits alliés de gauche, plus combattifs, et surtout se révèlent impuissants à séduire la partie de l'opinion qui était inquiète du laxisme gouvernemental et lasse de l'aventure libanaise.

Dans ce demi-échec, on décèle aussi la persistance du « facteur ethnique », ce profond fossé entre juifs ashkénazes et séfarades, qui permit au Likoud, en canalisant l'amerisme et la colère d'une communauté orientale longtemps humiliée, de mettre au terme, en 1977, de trente ans de suprématie travailliste. En demeurant massivement fidèles au parti qui fut, à point nommé, fait-croix avec quelque démagogie, écouter leurs doléances, les aider à mieux vivre et surtout leur redonner honneur et fierté, les Israéliens séfarades ont montré lundi que leur identification avec le parti du « roi Begin » résistait aux plus rudes assauts.

Le verdict des urnes engendre un émiettement parlementaire sans précédent. Même si M. Shamir, comme c'est vraisemblable, réussit à mettre sur pied, dans les prochaines semaines, une nouvelle coalition gouvernementale, son sort dépendra plus que jamais des caprices et des exigences manifestées par les partis religieux, devenus maîtres du jeu politique. Seule une profonde réforme électorale pourra éviter une totale paralysie des institutions ou des élections en cascade.

Des mesures techniques ne suffiront pas à rendre à la société israélienne un consensus qui lui fait aujourd'hui cruellement défaut. La poussée de l'extrême droite et l'entrée au parlement d'un personnage publiquement favorable à l'expulsion des deux millions d'Arabes vivant dans le Grand-Israël devraient provoquer par là même une réflexion salutaire sans laquelle l'Etat juif court le risque de perdre un peu de son âme.

### Les progrès des travaillistes ne menacent pas sérieusement M. Shamir

De notre correspondant

Jérusalem. — Le pouvoir, selon toute vraisemblance, ne changera pas de main en Israël. Déjouant tous les pronostics, le Likoud, principale formation de la coalition sortante, fait figure, ce mardi matin, de véritable vainqueur des élections législatives. Tout en abandonnant au Mazkalah (Parti travailliste et Mapam) la première place sur l'échiquier parlementaire, il est, en bien meilleure posture que lui pour mettre sur pied le programme gouvernemental.

Selon des chiffres qui proviennent d'un dépouillement à 95 %, avec 45 sièges à la Knesset sur un total de 120, le Front travailliste redeviendra le principal groupe parlementaire, ce qu'il n'était plus depuis l'arrivée au pouvoir en 1977 de M. Begin. Le Likoud, quant à lui, remporte 40 mandats; les deux grands partis cèdent du terrain aux petites formations. Les travaillistes perdent 2 mandats, et le Likoud recule de 8 sièges. Mais le parti de M. Shamir réussit un score bien plus honorable qu'on ne le prédisait généralement, au-delà sans doute de ses prévisions les plus optimistes.

A l'inverse, la formation de M. Shimon Peres n'a pas du tout réussi la période que les sondages pronostiquaient depuis des mois avec une remarquable régularité. Les derniers en date accordaient à l'opposition une avance de 10 à 12 sièges sur le Likoud. Or elle n'obtient que 5 mandats. La défaite travailliste est donc indéniable.

Pour pouvoir prétendre déloger le Likoud, les travaillistes avaient besoin de recueillir au moins 52 sièges, soit cinq de plus qu'en 1981, ce qui correspondait à quelque 100 000 voix supplémentaires. Cette minorité de blocage aurait empêché le premier ministre sortant de constituer une nouvelle coalition. Or le parti de M. Peres, avec 45 sièges, arrive fort loin du compte. Plusieurs des mandats qui lui font défaut ont cependant été récupérés par les deux petites formations de gauche, Shinoui et le Mouvement des droits civiques, qui sont ses alliés naturels; chacune d'elles recueille trois sièges.

Les sondages avaient fort justement prévu une nette progression des petits partis. Ce phénomène est sensible à droite comme à gauche. Le Front travailliste et le Likoud avaient à eux deux enlevé 95 mandats en 1981. Il n'en recueillent cette fois que 85.

JEAN-PIERRE LANGEILLER

(Lire la suite page 4.)

## Le premier ministre devant l'Assemblée



### Point de vue

### Que M. Mitterrand laisse en paix la Constitution !

par MICHEL JOBERT (\*)

Ce n'est pas le moindre mérite des institutions de la V<sup>e</sup> République que de préserver la liberté d'initiative et d'action du président. Sous les régimes antérieurs, des déboires analogues à ceux déplorés par la gauche, depuis deux ans, à tous les stades électoraux, y compris le scrutin européen du 17 juin, une manifestation comme celle du 24 juin, auraient conduit à l'ouverture d'une ou de plusieurs crises. Aujourd'hui, M. Mitterrand démontre que, même dans une situation qui n'est guère confortable, le président de la République conserve toute latitude pour influer sur le cours des choses et recomposer le jeu politique.

Il vient de s'y appliquer, en ouvrant, dans l'ambiguïté, la perspective d'un référendum sur une modification constitutionnelle, en désignant le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale, en nommant un gouvernement d'où les communistes se sont retirés, la « mise au net » s'étant finalement faite à leur initiative. M. Mitterrand n'en espérait pas tant. Même s'il vient de tirer trois cartouches à la suite, ses réserves ne sont pas épuisées.

On les imagine : manœuvres autour du référendum, infatigablement des attitudes et de la ligne politique du nouveau gouvernement, échauffé d'une majorité présidentielle plus diverse, séductions d'une nouvelle loi électorale, sacrifices demandés aux intégristes d'un « socialisme à la française », qui sont les véritables victimes des votes-façades d'une semaine folle — à partir du 12 juillet dernier. Tous ceux qui sont arrivés aujourd'hui le président de la République de vérifier immédiatement, par des élections législatives, que son parti et lui-même ne disposent plus d'un crédit suffisant savent bien que la situation est infiniment

plus fluide et M. Mitterrand moins « coincé » qu'il ne le souhaitait. Est-ce à dire qu'il faille crier : « Bravo, bien joué », dès lors que le président de la République, après avoir beaucoup échoué, sort d'un immobilisme périlleux et peu convaincant ? Non, bien sûr. Car il faut mesurer le prix payé pour l'une et l'autre attitude.

L'immobilisme d'abord : à vouloir faire croire, au point de s'abuser lui-même, que le « peuple de gauche », en mai 1981, faisait succéder le jour à la nuit, M. Mitterrand a enfilé ses pantalons et ses vêtements dans une analyse fautive et une inmodestie devenue, pour beaucoup, horripilante. Les scrutins de mai et juin 1981 furent plus nuancés que cette image d'Épinal en rose. Cet accablement abusif aura provoqué le repli de tout un électeurat dans l'opposition ou l'abstention. Loin des réalités électorales, la politique économique de 1981 à 1983 mit le pays à deux doigts de la faillite. Depuis, il a bien fallu faire de nécessité vertu, et réagir d'autant plus douloureusement qu'il était bien tard. Or, 1986, qui sonnera le terme d'une majorité socialiste absolue à l'Assemblée nationale, se rapproche à une vitesse vertigineuse. Le temps n'est pas bon prince, contrairement à ce que l'a trop dit M. Mitterrand, et les résultats d'une action désormais courageuse mais aléatoire seront lents à venir.

L'improvisation est l'autre face de l'action présidentielle et comporte aussi des conséquences redoutables. Sa fureur à de grandes manœuvres tactiques en mettant la Constitution en cause ne peut être approuvée. C'est du gaspillage.

(\*) Ancien ministre.

(Lire la suite page 6.)

Gardez-vous à gauche, gardez-vous à droite : c'est la difficulté qu'affronte M. Laurent Fabius, mardi 24 juillet, en engageant la responsabilité de son gouvernement sur une déclaration de politique générale. Les socialistes disposent d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais M. Fabius est pris entre deux feux : l'opposition qui réclame la dissolution et présente son gouvernement comme représentant d'un François sur cinq, un sur quatre au mieux; le Parti communiste, qui a quitté le gouvernement tout en affirmant qu'il reste dans la majorité. Il n'y a aucune raison pour que la France échappe à l'effort que s'imposent tous les grands pays d'Europe pour rester dans la course, devant le premier ministre en insistant sur la nécessité de tenir un langage de « vérité » et d'« effort ». En parlant beaucoup de modernisation et de redéploiement de l'appareil de production, le chef du gouvernement ne pouvait manquer d'insister sur le devoir de continuer une politique de « traitement social » du sous-emploi qui risque, dans une première phase, d'en résulter. On s'attendait que le premier ministre cherche à renouveler la notion de contrat de solidarité, en insistant précisément sur le « caractère contractuel » des solutions à mettre en œuvre. Pour l'abaissement des prélèvements obligatoires, les grandes lignes de la politique esquisées au conseil des ministres du 18 juillet devraient être confirmées et précisées : suppression de la cotisation exceptionnelle de 1 % sur les revenus pour financer la Sécurité sociale, allègement de la taxe professionnelle et de l'impôt sur le revenu. M. Laurent Fabius devait confirmer l'intention qu'on lui prête, sur la foi des déclarations qu'il a faites lorsqu'il était ministre de l'Industrie, de libérer les prix industriels dans leur quasi-totalité, tout en se montrant partisan d'une politique de plus grande « vérité » des tarifs publics.

## Fabius sans Fabien

par ANDRÉ FONTAINE

Annnonce d'un référendum constitutionnel, remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius, retrait des ministres communistes : il est tentant, devant l'enchaînement de ces événements, de parler de fusée à trois étages. Encore faudrait-il être sûr qu'ils étaient dès le début destinés, dans l'œuvre de François Mitterrand, à former un tout. On affirme de tous côtés qu'il n'en est rien. Mais qui, avec un homme aussi secret, peut prétendre vraiment savoir ?

L'idée d'un référendum trotteait manifestement depuis quelques temps dans la tête présidentielle. Maurice Faure concevait de le faire porter sur la réduction, très largement souhaitée par l'opinion, de la durée du mandat élyséen. Des enthousiastes de l'Europe suggéraient, dans la foulée du discours prononcé à Strasbourg, le 24 mai, par le chef de l'Etat, que l'on soumette au peuple souverain un ambitieux traité d'union politique. Dans un cas comme dans l'autre, cependant, la consultation envisagée ne se serait déroulée que dans un an, histoire de prendre de court l'opposition au seuil des législatives.

Tout donne donc à penser que c'est en extrême que François Mitterrand, devant le piètre résultat des européennes et le succès de la manifestation du 24 juin, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Autrement dit, de remettre son projet de révision constitutionnelle. Commençant, cependant, aurait-il pu, ce faisant, ne pas mesurer les conséquences inévitables, au moins à terme, de son initiative ? Une personnalité de l'opposition rappelait récemment qu'il lui avait confié, il y a deux ans déjà, que le jour où il reprendrait, précisément, l'« initiative », il irait « jusqu'au bout ».

C'est été mal connaître Alain Savary, homme d'honneur et de caractère, que d'imaginer qu'ainsi

désavoué il conserverait son portefeuille. C'est été mal connaître Pierre Mauroy, qui, en acceptant les amendements Laignel, avait fait rebondir la querelle avec l'épiscopat et les parents d'élèves, que d'imaginer qu'il pourrait, en de telles circonstances, ne pas se solidariser avec le ministre de l'Éducation nationale. De toute façon, il se pouvait ignorer qu'à plus ou moins brève échéance il aurait sacrifié aux sondages; et il était résolu à tomber à gauche.

Aux yeux des communistes, le nom de Mauroy faisait figure de symbole : il les avait convaincus de sa volonté de préserver l'union de la gauche. Le nom de Laurent Fabius lui aussi était symbolique, mais en sens inverse : de cette politique de restructurations industrielles, généralisées de chômage, contre laquelle ils n'avaient cessé de guerroyer. En remplaçant l'un par l'autre, François Mitterrand ne pouvait ignorer que le PCF risquait de retirer ses ministres.

En tout état de cause, il n'avait jamais douté, depuis la signature du programme commun, que le mariage entre ce qu'il appelle lui-même le « parti de Léon Blum » et celui de Léon Blum — se terminerait quelque jour par un divorce. Mais n'y a-t-il pas déjà sept ans que ce divorce s'est produit ? Lorsque les amis de Georges Marchais ont découvert que, comme ils l'avaient espéré, et que la droite le croyait, loin de rouler pour eux, Mitterrand entendait se servir d'eux, selon leur propre formule, comme du « marchepied » dont il avait besoin pour « gérer la crise du capitalisme ». D'où la rupture en septembre 1977 des négociations sur l'« actualisation du programme commun » et le sein mis par le PCF, lors des législatives de 1978, comme de la présidentielle de 1981, à répartir équitablement ses coups entre la droite et le PS.

(Lire la suite page 2.)

## L'automobile, test du redéploiement industriel

par BRUNO DETHOMAS

Cinquième ministre en trois ans à être chargé du grand dessin industriel du septennat — ce qui est beaucoup — M<sup>me</sup> Edith Cresson sait depuis lundi qu'elle est sa principale priorité. Les communistes se sont chargés de le lui rappeler.

M. René Le Guen, membre du bureau politique, après avoir visité l'exposition du centenaire de l'automobile avec une délégation du parti, a fait une analyse des difficultés actuelles. « L'efficacité de cette industrie a été atteinte par (...) la politique de mondialisation et la priorité accordée aux aspects financiers (par les deux constructeurs Peugeot et Renault) au détriment des objectifs industriels (...). La note est douloureuse pour le pays, elle condamne la politique abusive d'investissements à l'étranger et la course à la rentabilité financière à outrance. Les mesures découlant de la politique de rigueur, en particulier la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation de l'essence

et des assurances, ont eu aussi des effets négatifs pour l'automobile. »

Un avertissement solennel alors que le pouvoir va devoir se prononcer rapidement sur la demande de licenciements de Citroën, et que les directions techniques de ministères discutent déjà avec Renault de la manière de réduire son sur-effectif (estimé, dit-on, à quelque 18 000 salariés par M. Dalle, PDG de L'Oréal, chargé d'un rapport sur l'automobile). Une mise en garde aussi le jour même où M<sup>me</sup> Cresson disait aux Echos « être résolument favorable aux investissements à l'étranger ». « Si nous refusons de le faire, ajoutait-elle, nous passerons à côté d'une chance historique. »

L'automobile est en effet un enjeu industriel majeur du fait de son poids dans l'économie française. Elle occupe 270 000 personnes chez les

constructeurs, 580 000 chez les équipementiers, les sous-traitants et les fabricants de pneumatiques et 480 000 personnes dans les activités liées à l'usage de l'automobile (réparateurs, distributeurs d'essence...). Malgré la forte réduction de son impact sur le commerce extérieur, elle a encore dégagé 6,25 milliards de francs d'excédents au premier semestre.

Enfin, sa fiscalité spécifique (TVA sur les ventes de véhicules et de carburant, vignette, taxe intérieure sur les produits pétroliers) représente plus de 20 % des recettes du budget de l'Etat. C'est dire qu'un déclin des constructeurs français serait une véritable catastrophe nationale. Or on connaît les chiffres (Le Monde du 12 juillet) : les ventes de voitures françaises ont baissé de 19,3 % au premier semestre (par rapport à la

même période de 1983) dans l'Hexagone.

L'automobile n'est pas la sidérurgie. C'est un produit dont toutes les études prévoient qu'il a un avenir, même si la croissance du marché mondial ne doit plus être que de l'ordre de 2 % par an. C'est aussi un produit de technologie trop évoluée pour que la concurrence des pays nouvellement industrialisés soit menaçante. Dans ce domaine, on reste entre grands pays producteurs : États-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France, Italie et Grande-Bretagne. Or les constructeurs français n'ont pas à rougir de leur technique : la réussite de la R 9, l'un des modèles les plus vendus dans le monde, celle indéniable de la 205, le succès de la R 25, dont la production va être portée à 700 véhicules par jour et dont la pénétration en France (5,1 % en juin) représente plus que Mercedes et BMW réunies, sont là pour en attester.

(Lire la suite page 19.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Diplomaties

Une valise diplomatique de 9 tonnes, motorisée et blindée de surcroît, c'est un peu gros, on estime successivement les Suisses et les Allemands.

Le fait est que la diplomatie soviétique est plutôt du genre lourd.

Nos communistes sont plus discrets. Le temps de quitter le gouvernement, et M. Marchais a refait sa valise pour la Roumanie. Sur la pointe des pieds.

JACQUES CELLARD.







Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LA NÉGOCIATION SUR LES ARMES SPATIALES

#### Des propos contradictoires sont tenus à Moscou et à Washington sur la mise au point d'une « déclaration commune »

Le chassé-croisé de déclarations contradictoires sur d'éventuelles négociations soviéto-américaines à propos des armes de l'espace se poursuit. Le dernier développement en est un projet de « déclaration commune » par lequel les deux superpuissances devraient s'engager à négocier, et qui a fait l'objet de diverses mises au point lundi 23 juillet dans les deux capitales.

Pour commencer, la question de savoir qui a pris l'initiative d'une telle déclaration est controversée. Pour la direction soviétique, qui a annoncé la première ce projet par la voie d'une conférence de presse d'un porte-parole du ministre des affaires étrangères, M. Lomako, c'est l'URSS qui a proposé aux États-Unis, samedi 23 juillet, de publier une déclaration conjointe afin de « manifester la volonté (des deux puissances) d'ouvrir des entretiens dans le but d'établir et finalement de conclure un accord sur la prévention de la militarisation de l'espace, y compris la renonciation complète et mutuelle aux systèmes anti-satellites ». Toujours, selon M. Lomako, Washington a « pris note » de cette proposition, mais n'y avait pas encore répondu lundi.

Le son de cloche est différent à Washington où, tout en déclarant que l'URSS ait décidé de traiter l'affaire par des communiqués donnés à la presse plutôt que par les échanges diplomatiques, on présente ce projet de déclaration commune comme une idée américaine. « Nous sommes satisfaits que les Soviétiques aient répondu à notre suggestion de travailler à une déclaration conjointe sur le contenu et les objectifs de la rencontre de septembre à Vienne », a dit le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes. Nous répondrons rapidement par les voies diplomatiques. Rappelant que Washington accepte « sans conditions préalables » la suggestion soviétique - initialement formulée le 29 juin - d'un dialogue en septembre à Vienne sur les armes spatiales, M. Spokes a ajouté qu'il attend également de Moscou un accord « sans conditions préalables ».

Cette querelle sur les conditions préalables illustre en fait les désaccords majeurs qui opposent à ce stade les deux partenaires quant au contenu de ces négociations. Washington, on le sait, entend soulever à Vienne non seulement le problème des défenses anti-missiles et des armes anti-satellites, mais aussi celui des armements offensifs soviétiques qui faisaient l'objet des deux négociations de Genève (START et FNI, sur les engins intercontinentaux et intermédiaires respectivement) interrompues en novembre par l'URSS à la suite du déploiement des missiles américains en Europe occidentale. Même si cette demande reste un vœu et non une condition préalable, le désaccord à ce sujet reste entier : M. Lomako a déclaré lundi, à Moscou, que

FURSS n'enverra une délégation à Vienne que pour « participer aux négociations qu'elles a proposées », et non à d'autres pourparlers par conséquent.

#### Un moratoire sur les essais ?

Un autre désaccord porte sur le moratoire que Moscou voudrait imposer, selon M. Lomako - sur les essais et le déploiement d'armements dans l'espace extratmosphérique à partir du jour du début des entretiens. Or si les États-Unis ne songent pas actuellement à déployer des armes spatiales (le programme de M. Reagan ne prévoit rien d'autre qu'un effort de recherche et de développement pour toute la décennie en cours), ils n'entendent pas renoncer aux essais. Selon notre correspondant Henri Pierre, le Pentagone compte procéder dès le mois d'août à l'essai d'une nouvelle arme antisatellite et en novembre à celui d'un engin capable d'intercepter les missiles ennemis.

Malgré les réserves du Congrès, dont les deux Chambres ont invité le gouvernement à suspendre ces tests tant que les Soviétiques n'en conduiraient pas de leur côté, malgré l'opposition de nombreux sénateurs américains, qui estiment qu'un accord de limitation sur ces armes serait vérifiable et que les États-Unis ont déjà rattrapé les Soviétiques dans ce domaine, les militaires américains font valoir que le projet russe de moratoire vise uniquement à arrêter leur effort en cours et à conserver l'avance dont l'Union soviétique, selon eux, dispose actuellement en matière d'armes antisatellites opérationnelles.

Le porte-parole soviétique a pris soin toutefois de ne pas s'exposer au reproche que Moscou adresse par ailleurs aux États-Unis. « Nous ne considérons pas notre proposition d'établir un moratoire comme une condition préalable », a dit lundi M. Lomako. Nous considérons qu'il fait partie intégrante du problème. Il est tout à fait normal d'espérer qu'un terme sera mis à l'expérimentation et au déploiement d'armes spatiales. Cependant, a-t-il ajouté, un refus américain d'un moratoire sera « éloquent » : il sera « la manifestation d'un manque de volonté de conclure des négociations ».

#### Le lent dégel des fronts

Pourrait-on se mettre d'accord pour voir dans ce moratoire, non pas une étape initiale de la négociation, comme le veulent les Soviétiques, mais son aboutissement ? C'est précisément ce qu'a recommandé la France, dans sa proposition du 12 juillet devant la conférence de désarmement de Genève. Et l'irritation dont ont fait preuve les États-Unis face à cette initiative a peut-être été à l'origine, en fin de compte, de leur meilleure disposition à consulter leurs alliés sur ce problème : des consultations se seraient ouvertes à Washington la semaine dernière avec les principaux pays de l'Alliance atlantique, la France notamment.

Cet échange de propos contradictoires sur la négociation spatiale entre Washington et Moscou démontre tout de même que les fronts se dégentent très progressivement, malgré le mauvais climat des relations entre les deux capitales. Le récent accord

● **Actualisation des consultations soviéto-pakistanaïses.** - Les consultations entre l'URSS et le Pakistan, qui devaient avoir lieu à partir de mardi 23 juillet, à Moscou, ont été reportées sine die « à la demande de l'URSS », a-t-on annoncé, lundi, à Islamabad. Ces conversations au niveau des secrétaires d'État aux affaires étrangères devaient porter, outre les relations bilatérales, sur des « sujets d'intérêt commun », dont le problème de l'Afghanistan.

● **À Pékin, où il se trouve en visite,** le ministre des affaires étrangères pakistanaï, M. Jakoub Khan, avait rappelé, la veille, que son pays ne reconnaît pas le régime de Kaboul aussi longtemps que les troupes soviétiques ne se seront pas retirées d'Afghanistan. Son homologue chinois, M. Wu Xueqian, avait déclaré que tout arrangement devait avoir pour préalable un « retrait inconditionnel et complet des troupes étrangères » d'Afghanistan. Il avait ajouté : « Les faits montrent que quiconque veut imposer sa politique hégémonique sur un État souverain par des moyens militaires est amené à se heurter à la résistance populaire (...) et à échouer tôt ou tard. » (AFP, UPI).

sur la modernisation du téléphone rouge (dont l'agence Tass a fait état avec plusieurs jours de retard). L'ouverture de conversations sur la délimitation des eaux territoriales dans le détroit de Behring, avaient déjà constitué de timides indices dans ce sens. Mais Moscou n'est toujours pas prêt à revenir sur le blocage qu'a entraîné dans ses positions l'affaire des Pershing, M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, vient de réaffirmer à Varsovie : « Ceux qui pensent que l'URSS va se rendre à des négociations (sur les armements nucléaires de portée intermédiaire) tant que les missiles américains sont stationnés en Europe se trompent lourdement. » Une manière de démentir le président roumain Ceausescu, qui, dans des déclarations à la chaîne de journaux Hearst, avait suggéré qu'un retour des Soviétiques à Genève était possible si l'OTAN voulait bien « geler » le déploiement au stade actuel, laissant sur place les quelques quarante engins installés depuis le début de cette année en RFA, en Grande-Bretagne et en Italie.

De toute manière, la Maison Blanche a formellement exclu tout arrêt du déploiement en Europe, une mesure qui ne constituerait, a dit un porte-parole du département d'État, qu'une « prime accordée aux Soviétiques pour avoir quitté les négociations de Genève ».

MICHEL TATU.

## PROCHE-ORIENT

### La guerre du Golfe

#### M. GENSCHER INVITE LES DIX A OBSERVER UNE STRICTE NEUTRALITÉ

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a encouragé lundi d'autres ministres des affaires étrangères occidentaux à se rendre en visite à Téhéran, à son retour d'une visite de trois jours dans la capitale iranienne.

« Je crois que Téhéran est prêt à un dialogue politique avec les États occidentaux et à une coopération économique », a-t-il déclaré, dans une interview. « Je me féliciterais vraiment si cette visite ne restait pas un cas isolé et si d'autres ministres des affaires étrangères se décidaient à se rendre à Téhéran », a-t-il ajouté.

M. Genscher a aussi estimé que « rien ne serait plus erroné que d'isoler ce grand et cet important pays » qu'est l'Irak. Ce dernier, a-t-il dit à Bruxelles, lors d'une discussion de coopération politique qu'il a eue lundi avec ses collègues de la CEE, « cherche à sortir de son isolement diplomatique et à renouer les relations avec les pays d'Europe occidentale ». Selon les milieux diplomatiques de Bruxelles, le chef de la diplomatie ouest-allemande a insisté sur le respect du principe de non-ingérence dans la guerre Iran-Irak et sur la nécessité d'une stricte neutralité des Dix dans ce conflit. — (AFP).

### LA LIBÉRATION D'OTAGES EUROPÉENS AU KURDISTAN

#### « Merci à l'Autriche, à Jean-Paul II et à M. Marchais »

Les trois techniciens français de la société Thomson enlevés en Irak en décembre 1983 par des peshmargas du Parti démocratique kurde d'Irak (PDKI) et libérés le 20 juillet sont arrivés le 23 juillet, en fin d'après-midi, à l'aéroport d'Orly (nos dernières éditions du 24 juillet).

Souriants, apparemment en bonne condition physique, MM. Jean-Christophe Lafas, Yves Moy et Robert Laurent avaient voyagé par avion spécial en compagnie d'un représentant du gouvernement autrichien, qui a joué un rôle d'intermédiaire dans les négociations avec les Kurdes. Ce fonctionnaire, M. Hermerbach, a notamment remercié pour leur aide le pape Jean-Paul II, l'ancien chancelier autrichien Bruno Kreisky, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, ainsi que les gouvernements turc et iranien et les autorités françaises.

De son côté, le Quai d'Orsay a publié lundi la déclaration suivante : « Nous nous réjouissons de ce qu'après de longs mois de négociations difficiles et incessantes, trois otages français du PDKI aient été libérés en compagnie de deux autres otages, l'un de nationalité allemande, l'autre de nationalité autrichienne. Pendant cette longue épreuve, il y a eu une collaboration parfaite en-

tre les autorités françaises, la société employeuse et les familles (...). Les autorités françaises expriment leur reconnaissance au gouvernement autrichien, qui a servi d'intermédiaire lors de la dernière phase des négociations. »

Les otages libérés ont fait le récit de leur capture et de leur détention : « Nous roulions sur une piste aux confins du Kurdistan et nous nous sommes arrêtés pour prendre des photos. Soudain, deux hommes armés de fusils et de grenades sont arrivés et nous ont fait signe de les accompagner dans notre voiture (...). Nous étions une cinquantaine de détenus environ : d'autres otages, des soldats irakiens et de « droit commun ». Nous avons été bien traités, mais le régime nous faisait travailler... »

« Les Kurdes nous ont expliqué que nous avions été enlevés parce que la France apporte son aide au gouvernement irakien. Nous savions par Radio-Monte-Carlo que des négociations pour obtenir notre libération étaient en cours, mais nous n'avions pas de détails. » « Certains de nos codétenus ont été victimes de sévères bastonnades, ont encore raconté les techniciens français, mais ce traitement n'était appliqué qu'à des « droit commun ». — (AFP.)

Une édition très attendue par les bibliophiles

Attention: tirage de tête limité. Les 200 premières réponses ont la garantie de recevoir une édition signée par l'éditeur et par l'artiste.

Le plus beau, peut-être, des textes en prose du grand poète maudit.

Cette exploration lucide de l'abîme des "paradis" artificiels composés de plusieurs textes sulfureux est une des plus magistrales explorations jamais osées de l'univers de la drogue. De l'alcool au hachisch et aux opiacés, Baudelaire nous guide dans le dédale des poisons célestes comme Virgile naguère guida Dante dans les cercles de son Enfer.



Une fascinante plongée aux confins de la folie et des voluptés interdites par l'auteur des Fleurs du Mal

## LES PARADIS ARTIFICIELS

de CHARLES BAUDELAIRE

avec 267 illustrations originales en pleine page dessinées spécialement pour cette édition par INGO AVOLTA, prix Aspra 1981 et tirées à l'encre d'argent.

Attention: le livre paraîtra dans 4 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.



Ces récits et ces vues qui frappent par leur modernité furent pourtant écrits en 1860. Œuvre de prémonition qui prend toute sa valeur aujourd'hui et qui justifie l'actualité de la présente édition hors commerce. Intelligence, lucidité, limpidité et élégance suprême du style, l'auteur donne toute la mesure de son génie dans cet ouvrage rare où il nous livre avec tact le fruit de ses expériences et de ses explorations. Il n'existe probablement pas de texte aussi troublant et aussi audacieux dans toute la littérature française.

Ce chef-d'œuvre étrange, dans la mesure même où il montre un univers en marge, sans le condamner mais sans pour autant en occulter les perversités, est sans doute une des lectures les plus dissuasives contre les enchantements trompeurs de la drogue. C'est aussi un texte essentiel à la compréhension de la littérature de ces marginaux du XIX<sup>e</sup> siècle dont Edgar Poe et de Quincey sont d'illustres représentants.

Un livre d'art dans la grande tradition d'antan.

Les 560 pages environ, in-quarto, à grandes marges, du chef-d'œuvre de Baudelaire sont réunies dans une pleine reliure de cuir de mouton, souple et vivante, que l'artiste a ornée d'un décor exclusif poussé sur or véritable

au dos et frappé à froid sur les plats. Le papier des cahiers cousus au fil robuste, selon la tradition, est un beau vergé chiffon au naturel fabriqué à la forme ronde et filigrané dans la masse. L'or du décor et de la tranche supérieure est tiré 22 carats. Tranchefiles et signet, tréssés, gardes décorées, dessins originaux imprimés à l'encre d'argent, coins remplis à l'os. Chaque détail témoigne des soins apportés à ce tirage de tête dont une estampille garantit l'authenticité.

#### Garantie à vie.

La qualité des matériaux nobles employés (cuir et or véritables, papier chiffon) lui permettront de vieillir avec bonheur, prenant au fil des ans la patine inimitable des volumes d'autrefois chers aux bibliophiles. C'est pourquoi nous acceptons de le reprendre au souscripteur à tout moment et au même prix.

Jean de Brunet

## BON DE RÉSERVATION prioritaire avec garantie à vie

à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, un exemplaire du tirage de tête des "Paradis artificiels" en un volume de Charles Baudelaire, avec les illustrations originales de Ingo Avolta, dès que l'ouvrage sera sorti de chez le relieur (dans 4 mois environ).

J'ai noté que ce livre grand in-quarto (21x27 cm) actuellement à l'impression sera terminé dans quelques mois.

S'il me convient je le garderai et j'en réglerai le montant au prix exceptionnel de 540,00F (+ 24,60F de frais d'envoi).

Dans le cas contraire je le renverrai et je n'aurai rien à payer.

OFFRE EXCEPTIONNELLE LIMITÉE aux seuls exemplaires du tirage de tête. Cette souscription peut donc être close à tout moment sans préavis.

Nom..... Prénom.....

N°..... Rue.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

## A TRAVERS LE MONDE

### Maroc

● **PROCÈS DE SYNDICALISTES.** Selon les comités français de lutte contre la répression au Maroc (CLCRM), la cour d'assises de Rabat devait juger, à compter du mardi 24 juillet, sept personnes incriminées à la prison de Lahlou à Rabat pour « atteinte à l'ordre public ». La plupart des accusés sont d'anciens cadres syndicalistes de l'enseignement, tels MM. Aïr Nonreddine, Kabbaj Abdelghani, Fahli Omar et Boukourion Abdelghani.

★ CLCRM, 14, rue Nauticall, 75015 Paris, Tél. (1) 533-01-89.

### Mauritanie

● **LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE A NOUAKCHOTT.** - M. Chadli Bendjedid, président algérien, a délégué, lundi 23 juillet, son ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb-Ibrahimi, en mission à Nouakchott, « à la suite des récents développements dans la région ». M. Taleb-Ibrahimi doit remettre au président Haidalla un message présidentiel concernant la récente mise en garde marocaine relative à l'exercice du droit de suite en territoire mauritanien contre les maquisards du Polisario (Le Monde daté 22-23 juillet). (Reuters.)



## Les progrès des travaillistes ne menacent pas sérieusement M. Shamir

comptes travaillants des territoires occupés. M. Pérès mait en roi Hussein le monarque autorité sur la Cisjordanie en rappelant qu'un grand-père, le roi Abdallah, l'était appropriée par la force en 1948. Il s'est souvent défendu par la suite être un « faucon ». Il change d'avis et tient aujourd'hui la Jordanie pour le « seul partenaire légitime » d'Israël. Mais désireux qu'il soit de sortir du pays de l'impasse diplomatique, M. Pérès s'engage à ce que ne tombent alors dans le camp jordanien et risque de ne jamais en venir.

J.-P. L.

(1) Shimon Pérès : *La Force vaincue. Entretiens avec Joelle Johnson*, Le Centurion, 1981.

"LES

مكاتب الأصل



## ASIE

### Philippines

#### Le président Marcos n'envisage pas de rétablir dans l'immédiat la loi martiale

Le président philippin, M. Ferdinand Marcos, a écarté lundi 23 juillet, dans son discours sur l'état de la nation, l'hypothèse de l'ouverture d'un rétablissement de la loi martiale. Le retour au régime de 1972 faisait l'objet de rumeurs persistantes à Manille. L'archevêque de la capitale philippine, le cardinal Jaime Sin, a multiplié ces derniers jours les appels au chef de l'Etat. Il a demandé que soit mis fin à « tous les actes et mesures autoritaires » et qu'une amnistie soit prononcée pour les prisonniers politiques. En outre, Mgr Sin a mis en garde le président Marcos contre tout retour à la loi martiale pour sauver un « régime à l'égoïste » (le Monde du 20 juillet), assurant que cela ne conduirait qu'à un « bain de sang ».

Le président philippin doit faire face à une situation particulièrement délicate. Toute faiblesse manifestée à l'approche du premier anniversaire de l'assassinat du dirigeant de l'opposition, le sénateur Benigno Aquino, tué d'une balle dans la tête le 21 août à son retour d'exil, à l'aéroport de Manille, ne peut qu'aggraver une situation déjà explosive. Depuis le début de juillet, les manifestations se succèdent à Manille sans prendre toutefois l'ampleur des rassemblements gigantesques au moment de la mort d'Aquino. Lundi encore, vingt mille personnes se sont rassemblées sur une place du centre de la capitale pour demander le départ de M. Marcos. Interdite, cette manifestation a été dispersée par les forces de l'ordre. Elles étaient en état d'alerte « rouge » depuis samedi à l'approche de l'ouverture de la session du nouveau Parlement, où l'opposition a fait son entrée en force à l'occasion des premières élections « libres » depuis la loi martiale de 1972.

Le président Marcos sait que cette consultation du 14 mai, marquée par de nombreuses irrégularités et par la longueur inaccoutumée du dépouillement du scrutin — près d'un mois —, a été un désaveu clair pour son régime. Cependant, le parti gouvernemental, le Mouvement pour une nouvelle société (KBL), conserve la majorité absolue des deux cents députés dont dix-sept sont désignés par le chef de

J. B.

### Inde

#### La Fédération des étudiants sikhs déclare une « guerre de libération » au Pendjab

New-Delhi. — (Reuter-UPI-AFP). — La Fédération indienne des étudiants sikhs (interdite), dont certains membres sont dans la clandestinité, a déclaré, samedi 21 juillet, une « guerre de libération » au Pendjab. Dans un communiqué, elle affirme qu'un « point de non-retour » a été atteint dans cet Etat, et qu'elle entend le libérer « d'un gouvernement (celui de M. Gandhi) dénué de dignité et de respectabilité ». Le président de la Fédération a été tué dans le Temple d'or d'Amritsar, lorsque celui-ci a été investi, le 6 juin, par l'armée indienne.

Dimanche, 187 manifestants sikhs ont été interpellés dans la ville sainte, alors qu'ils criaient des slogans hostiles à la présence de l'armée indienne dans le Temple, où plusieurs milliers de volontaires ont commencé à réparer les dégâts causés aux bâtiments par les combats de juin. Cinq hauts dignitaires religieux sikhs d'Amritsar ont « excommunié » Santa Singh, chef de la secte Nihang, pour avoir commencé ces travaux à la tête de volontaires sikhs et hindous, sans attendre le retrait des forces armées.

D'autre part, une importante brèche, sans doute consécutive à un sabotage, a été constatée dans l'un des grands canaux du Pendjab, utilisé pour l'irrigation et l'alimentation en eau, et desservant aussi les Etats voisins de l'Haryana et du Rajasthan.

A New-Delhi, le gouvernement a annoncé, lundi 23 juillet, que le Pendjab avait été déclaré « pour six mois » — « région touchée par le terrorisme » — et que trois tribunaux d'exception avaient été constitués pour traduire en justice les extrémistes (le Monde du 16 juillet). Plus de quatre mille militants sikhs ont été arrêtés au cours des derniers mois. En vertu de dispositions sur la sécurité nationale, ils peuvent être détenus pendant deux ans sans procès. Les autorités ont précisé que les jugements ne pourront être prononcés en séance publique.

Les élus de l'opposition ont quitté, lundi, les deux chambres du Parlement. A la Chambre des députés, ils ont voulu protester ainsi contre le projet d'une motion qu'ils voulaient déposer sur la situation dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire ; à la Chambre haute, ils ont reproché au gouvernement de ne pas avoir donné suffisamment de détails sur les « infractions étrangères » dans son Livre blanc sur la situation au Pendjab.

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

#### Le gouvernement ne fera pas davantage de concessions à l'opposition

Managua (AFP). — Le gouvernement sandiniste ne fera pas davantage de concessions à l'opposition pour les élections générales du 4 novembre, a déclaré le lundi 23 juillet M. Bayardo Arce, l'un des dirigeants du Front sandiniste. « Nous vivons une situation de guerre, et il est impossible de parler d'une ouverture plus grande », a-t-il ajouté.

Le candidat éventuel de la Commission nationale démocratique, qui regroupe quasi toutes les oppositions, M. Arturo Cruz, de retour à Managua lundi après deux ans d'exil aux Etats-Unis, a affirmé qu'il n'était « pas question de donner un chèque en blanc au gouvernement sandi-

niste en participant à des élections qui ne satisfieraient pas les aspirations démocratiques du peuple ». Le Front sandiniste organise des élections pour « calmer l'opinion publique internationale », a-t-il ajouté, mais « il appartient à l'opposition de faire en sorte que cette consultation apporte également quelque chose au peuple ».

L'opposition ayant menacé de boycotter le scrutin si elle n'obtenait pas certaines garanties (amnistie, ouverture d'un « dialogue national » et même changement du calendrier électoral), M. Bayardo Arce a déclaré que les partis qui participeraient à ce boycottage perdraient tous leurs droits.

## AFRIQUE

### BIBLIOGRAPHIE

#### « LAICITÉ ISLAMIQUE EN ALGÉRIE »

d'Henri Sanson

#### La religion régit mais ne gouverne pas

« Ceci n'est pas », prédisait Victor Hugo à propos de l'interminable confrontation de la fin du siècle dernier entre les « jeunes turcs » de la laïcité et les tenants de l'Eglise. C'est effectivement en France (qui englobait alors l'Algérie) que la laïcité allait trouver son expression la plus homogène.

En intitulant son livre *Laïcité islamique en Algérie*, Henri Sanson, Algérien d'origine française et catholique, résume l'équivoque et les interrogations qui caractérisent les rapports entre le religieux et le politique dans les pays d'Islam. Il apparaît également, en filigrane, l'ascendant ambivalent qu'exerce la doctrine française de la laïcité, laquelle a inspiré, au mieux, l'indépendance, le législateur algérien.

Inspiration mais non imitation. L'introduction du sacré et du pouvoir en Algérie s'est manifestée vigoureusement dès l'apparition du premier mouvement nationaliste avec l'émir Abdelkader, vers 1835-1845. Aussi, souligne l'auteur, « l'Algérie est un pays musulman, à la fois semblable et différent (des autres Etats islamiques). Son islamité est à la fois commune et originale ». En effet, lorsqu'on considère l'expérience des nations musulmanes modernes, on s'aperçoit que les conditions locales déterminent des formes spécifiques à chaque système politique.

Henri Sanson, qui présente son travail comme un essai de « sociologie religieuse », s'appuie essentiellement sur des textes officiels ou fondateurs de l'Algérie indépendante se rapportant au rôle et au statut que l'Etat confère à l'Islam. La Constitution de 1976, en vigueur, stipule que le président de la République doit être « de confession musulmane » et qu'il doit « respecter et glorifier la religion islamique ».

Le livre traite également des rapports islam-parité, islam-peuple et islam-nation. L'auteur expose avec une neutralité bienveillante la « doctrine » algérienne de ce qu'il considère comme une « laïcité islamique ». Les textes officiels sont accompagnés de citations de la presse, d'intellectuels, d'étudiants, etc. L'auteur remarque que « l'Islam algérien est objet d'institutions écrites ». On peut lui reprocher d'avoir omis de faire le départ entre les textes et les actes de leur mise en pratique.

La laïcité algérienne est, selon lui, « confessionnelle » et il ajoute : « L'Islam régit : c'est la religion de l'Etat. Mais l'Etat gouverne, et lui

seul, en matière d'affaires religieuses (l'Islam est religion d'Etat) et en matière d'affaires politiques (il n'y a pas d'immunité) ». Le résultat en est que « l'Islam régit, et le parti (FLN) détermine son statut politique ». L'Islam régit mais ne gouverne pas. L'auteur en déduit que, « entre l'Islam et le pouvoir, il n'y a ni fusion ni séparation, il y a une intégration ». On peut regretter qu'Henri Sanson n'ait pas étudié les incidences de cette « laïcité islamique » sur l'« instruction publique », d'autant plus que ces dernières années des matières religieuses ont été intégrées au cursus ordinaire.

A un prêt libanais qui s'enquerra du statut de la laïcité en Algérie, un responsable algérien répondit que la République n'est pas un pays quasi totalement musulman, la question ne se posait pas. Réponse instructive, car si, comme l'observe l'auteur, « l'inspiration d'un pluralisme religieux communautaire est un des signes de la laïcité effective », il n'est pas le seul ni le plus décisif.

« La liberté de conscience est garantie » par la Constitution. Il est intéressant d'appréhender les implications de cette garantie. Inclut-elle les cultes non abrahamiques et à plus forte raison l'athéisme ? Si la liberté religieuse est celle de vivre et de se mouvoir à l'intérieur de sa tradition, n'est-elle pas aussi celle de pouvoir y entrer et en sortir ? Sans constituer une version musulmane du gallicanisme, le statut de l'Islam en Algérie est néanmoins spécifique. Le mariage civil existe, le code pénal reste largement inspiré de la législation française, le code de la famille, voté récemment, est plus ouvert aux évolutions que ceux de la plupart des autres pays arabes. Les châtiments islamiques sont tout simplement inapplicables en Algérie. Il y a une sévère sécheresse illustrée par l'Algérie, saint Augustin, promoteur de la théorie des deux glaives, donnait la primauté à celui de l'Eglise sur celui de l'Etat. « L'Algérie vit en tension entre la confessionnalité et la laïcité », conclut à juste titre Henri Sanson. Ces oscillations de balancier attestent de la vitalité d'une société, mais bien fort qui pourra dire où et quand s'arrêtera le pendule.

SLIMANE ZEGHDOUR.

\* *Laïcité islamique en Algérie*, Henri Sanson ; Editions du CNRS, Paris, 80 F.

## EUROPE

### Danemark

#### M. Christophersen quitte le ministère des finances pour la Commission de Bruxelles

De notre correspondant

Copenhague. — Le premier ministre, M. Poul Schlüter, a procédé, lundi 23 juillet, à un remaniement de son cabinet après la décision de M. Christophersen, le ministre des finances (libéral), d'abandonner ses fonctions pour occuper, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985, le poste réservé au Danemark au sein de la Commission européenne. C'est le premier remaniement d'une équipe où les conservateurs et les libéraux disposent, depuis vingt-deux mois, de huit portefeuilles chacun, le Centre-démocrate de quatre et les chrétiens populaires d'un.

Après les élections anticipées de janvier 1984, à l'issue desquelles les conservateurs avaient quasiment doublé le nombre de leurs mandats à la Chambre, M. Schlüter avait préféré s'en tenir au statu quo pour sau-

garder la bonne entente entre les membres d'un cabinet fragile et quasi minoritaire. M. Schlüter a, une fois encore, choisi la voie de la modération. Après de longs entretiens avec M. Christophersen, qui a plaidé avec zèle la cause des libéraux, il s'en est tenu à un minimum de changements : les finances reviennent à un conservateur, M. Falck Simonsen, qui était jusqu'à ministre des affaires sociales ; celles-ci sont confiées à une libérale, M<sup>me</sup> Elsebeth Koch-Petersen, précédemment ministre des cultes.

M. Christophersen est un peu le Delors danois ; il était considéré lui aussi comme le garant le plus sérieux de la politique de redressement de son gouvernement, et les milieux d'affaires regrettent son départ.

C. O.

### Pologne

#### Premiers bénéficiaires de l'amnistie, quatre-vingt-deux détenus ont été libérés

Quatre-vingt-deux détenus polonais bénéficiant des mesures d'amnistie décrétées par le gouvernement sont sortis de prison lundi 23 juillet. L'agence PAP a précisé que dix détenus politiques figuraient parmi eux, sans toutefois indiquer leur identité. La remise en liberté des 92 est cinquante-deux prisonniers politiques et d'une partie des trente-cinq mille condamnés de droit commun concernés par l'amnistie devrait intervenir dans un délai maximum d'un mois.

Après Washington, où une levée partielle des sanctions contre la Pologne est envisagée, la Communauté européenne a accueilli lundi « favorablement » la décision des autorités de Varsovie. Dans un communiqué publié au cours de leur réunion à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Dix espèrent que l'amnistie « sera suivie de nouvelles mesures de nature à encourager la réconciliation nationale ». Ils espèrent également que cette décision « reflète le désir du gouvernement de répondre aux aspirations du peuple polonais à un dialogue et à une réforme ».

Il rappelle qu'ils ont à plusieurs reprises souhaité le retour « à des relations plus normales avec la Pologne », mais ne font aucune allusion aux sanctions économiques im-

posées à ce pays. La CEE, en tant que telle, n'a d'ailleurs jamais adopté de sanctions, hormis la décision de destiner ses aides, en particulier dans le domaine agricole, à des organisations proches de l'Eglise plutôt qu'au gouvernement. Mais la plupart des pays membres ont suivi les Etats-Unis en refusant le rééchelonnement de la dette polonaise et l'attribution de nouveaux crédits commerciaux à Varsovie.

A Bonn, où l'on fait état d'un projet de voyage en Pologne du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, peut-être en novembre, le porte-parole du gouvernement a estimé que la libération des prisonniers politiques devrait contribuer à l'amélioration des relations Est-Ouest et, en particulier, des relations entre la République fédérale et Varsovie.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont le siège est à Bruxelles, a estimé pour sa part que l'amnistie n'était qu'une demi-mesure et regrette que M. Bogdan Lis, ancien responsable de Solidarité, n'en bénéficie pas. « Si le prix de la liberté est le silence et la résignation, déclare l'organisation, l'amnistie annoncée à Varsovie n'est qu'une mesure superficielle destinée à un marchandage économique. » — (AFP, AP.)

### URSS

#### Le ministre préférerait les datchas aux musées

Il ne se passe guère de jour sans que la presse soviétique ne fasse mention d'une nouvelle victoire de la lutte contre la corruption. Cette tentative d'assainissement amorcée dès avant la mort de Brejnev, alors qu'Andropov devenait de plus en plus puissant au sein de la direction soviétique, n'a pas cessé avec la disparition de son inspirateur. M. Tchernomerkov poursuit-il de son plein gré la politique de son prédécesseur, ou est-il contraint à la sévérité par certains membres du bureau politique ? La question reste ouverte. Toujours est-il qu'on a annoncé au cours des derniers jours l'exécution du directeur du Gastronom n° 1 de Moscou, plus connu sous son nom pré-révolutionnaire de magasin Eliseiev, des livraisons en Kirghizie et en Géorgie, après une purge en Ouzbékistan.

La dernière personnalité en date à avoir été chassée par le bras juriste du parti est un certain M.S. Fadeev, ministre des logements et des services municipaux de la République autonome des Oudmourtes. Il s'agit d'un petit territoire situé à un millier de kilomètres à l'est de Moscou, sur la berge de la Kama, qui compte 1 400 000 habitants.)

Selon la Pravda du lundi 23 juillet, M. Fadeev avait utilisé les 100 000 roubles (1 100 000 francs) destinés à un musée « consacré à la mémoire d'un personnage célèbre des Oudmourtes » pour se faire construire une somptueuse datcha dans les environs de Moscou. Quand il ne l'occupait pas lui-même avec sa famille, il la mettait généralement à la disposition de ses subordonnés. Ceux-ci avaient d'autant plus de raison de faire les trafics de leur genre qu'ils avaient également l'habitude d'aller se détendre dans une autre villa que M. Fadeev s'était fait bâtir tout aussi illégalement en Oudmourtie.

Bien que saisi de l'affaire en 1980, le conseil des ministres des Oudmourtes s'était systématiquement refusé à sanctionner M. Fadeev « faute de preuves ». Seule l'intervention des organes de contrôle du comité central a mis un terme aux malversations. Le ministre a été démis de ses fonctions et exclu du parti.

La multiplication des articles de ce genre dans la presse soviétique est un avertissement à tous les responsables qui n'ont pas construit leur maison de campagne à la sueur de leur front...

LES MAÎTRES DU ROMAN POLICIER

24 volumes parus



Une nouvelle série

A découvrir sous Le Masque



Le Monde

# politique

## LA FORMATION DÉFINITIVE

### M. Fabius... et quarante-deux autres

On ne dilapide pas son bien le plus précieux, c'est-à-dire l'image de la « jeunesse et de la modernité » que M. Mitterrand a voulu imposer en nommant M. Fabius à Matignon. A la lecture de la liste complète du gouvernement, publiée lundi 23 juillet (nos dernières éditions), il apparaît que le premier ministre - « jeunesse et modernité » réunies - incarne à lui seul, ou presque, la nouveauté, l'ouverture et le changement dans la continuité.

L'arrivée de deux députés socialistes, MM. Martin Malry (mitterrandiste) et Jean-Marie Bockel (CERES), celle de deux vedettes extra politiques, le parlementaire Alain Calmat et le volcanologue Haroun Tazieff, l'entrée du président du MRG, M. Jean-Michel Baylet, ne dispersent pas l'attention. Elles ne réduisent en rien la performance attendue du premier ministre.

Pas plus que la nomination, la semaine dernière, d'un scientifique, M. Henri Curien, à la recherche, ou les retours de M. Pierre Joxe et surtout de M. Jean-Pierre Chevènement, lequel il vaut mieux avoir silencieux dedans que contestataire dehors. Le gouvernement, c'est M. Fabius... Et quarante-deux autres. Il est vrai que le président de la République et le premier ministre ont été aidés par le fait qu'il est

préférable, dans une période difficile pour les socialistes, d'éviter de provoquer, en remaniant trop profondément le gouvernement, des élections législatives partielles hasardeuses.

Outre les quatre ministres communistes du troisième gouvernement Mauroy, ne sont partis que M. Mauroy lui-même, M. Jacques Delors, qui n'était pas député, et M. Jean Benoit, doyen de l'ancienne équipe, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, ancien député de la Nièvre.

La constitution du premier gouvernement de M. Fabius ne traduit pas une recherche de l'ouverture politique. Trois personnalités non politiques (MM. Curien, ministre de la recherche et de la technologie; Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports; Tazieff, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs), un radical de gauche supplémentaire (M. Baylet) n'y suffisent pas. L'équipe, après le départ des communistes, se couvre à gauche, en direction de MM. Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement.

Le « vaste ministère de l'énergie » offert par M. Fabius aux communistes s'est transformé, le

gouvernement au complet, en un simple secrétaire d'Etat attribué à M. Martin Malry, mitterrandiste fidèle. Les transports, ancien domaine de M. Charles Fiterman, font partie du ministère attribué à M. Quilès, mais sont délégués à un secrétaire d'Etat, M. Jean Auroux.

Les amis de M. Mauroy sont bien traités. Outre M. Michel Delebarre, son ancien directeur de cabinet, devenu ministre de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle, M. Jean Le Garrec, tout en restant secrétaire d'Etat, prend en charge la fonction publique, tous secteurs inclus vacants par les communistes. Le CERES a deux représentants supplémentaires, MM. Chevènement et Jean-Marie Bockel, jeune député du Haut-Rhin. En revanche, les rattachés ne sont pas mieux lotis qu'auparavant.

Parmi les promotions, outre celles de M<sup>me</sup> Dufoix et Bouchard, devenues ministres (affaires sociales pour la première, environnement pour la seconde), ainsi que l'élargissement des compétences de M<sup>me</sup> Cresson (elle ajoute l'industrie au commerce extérieur), il faut remarquer celle de M. Roger-Gérard Schwartzberg (MRG), qui, secrétaire d'Etat sans attribution particulière auprès du ministre de l'édu-

cation nationale, prend aujourd'hui en charge l'Université.

En revanche, M. Joseph Fraissin, pour lequel avait été créé le secrétariat d'Etat à la sécurité publique, en août 1982, après l'attentat de la rue des Rosiers, retourne à ses premières occupations, les personnes âgées et les retraités. Cela permet à M. Pierre Joxe de récupérer toutes les attributions habituelles du ministre de l'Intérieur. La « réorganisation » de M<sup>me</sup> Edvige Arico, qui, de ministre déléguée à la jeunesse et aux sports, devient secrétaire d'Etat, n'est qu'apparente. Elle s'occupe de la défense, poste occupé pour la première fois par une femme.

Dans ce gouvernement socialiste quasi homogène, les mitterrandistes fidèles du président accroissent leur influence. Placés aux postes-clés, avec des attributions parfois renforcées, ils devraient assurer à l'équipe de M. Fabius une cohésion et une dynamique qui faisaient défaut au gouvernement de M. Mauroy. C'est du moins le reproche que certains d'entre eux, M. Joxe notamment, lui adressaient.

J.-Y. L.

#### LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT Ceux qui changent

Premier ministre	M. LAURENT FABIUS, PS
Ministre d'Etat	
Plan et aménagement du territoire	M. Gaston Deffere, PS (1) (2)
MINISTRES	
Economie, finances et budget	M. Pierre Bérégovoy, PS (2)
Justice des affaires, ministre de la justice	M. Robert Badier, PS
Relations extérieures	M. Claude Cheysson, PS
Défense	M. Charles Hémery, PS
Intérieur et décentralisation	M. Pierre Joxe, PS (4)
Agriculture	M. Michel Rocard, PS
Redéploiement industr. et commerce extér.	M <sup>me</sup> Edvige Arico, PS (3)
Education nationale	M. Jean-Pierre Chevènement, PS (4)
Affaires sociales et solidarité nationale	M <sup>me</sup> Georges Fillion, PS (1)
Urbanisme, logement et transports	M. Paul Quilès, PS (3)
Commerce, artisanat et tourisme	M. Michel Cripeau, MRG (3)
Affaires européennes et porte-parole	M. Roland Dumas, PS
Travail, emploi et formation professionnelle	M. Michel Delebarre, PS (4)
Environnement	M <sup>me</sup> Huguette Bouchard, PSU (1)
Recherche et technologie	M. Henri Curien (4)
MINISTRES DÉLÉGUÉS	
Culture	M. Jack Lang, PS
Auprès du premier ministre, chargé des droits de la femme	M <sup>me</sup> Yvette Roubey, PS
Jeunesse et sports	M. Alain Calmat (4)
Auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	M. André Lelièvre, PS
Auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	M. Christian Nucci, PS
Auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extér., chargé des PTT	M. Louis Mouchard, PS
SECRÉTAIRES D'ETAT AUPRÈS D'UN MINISTRE	
Auprès du ministre de la défense	M <sup>me</sup> Edvige Arico, PS (1) (2)
Auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives	M. Jean Le Garrec, PS (2)
Auprès du premier ministre chargé des techniques de la communication	M. Georges Fillion, PS
Auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget	M. Henri Emmanuelli, PS
Auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la communication	M <sup>me</sup> Catherine Lelièvre, PS
Auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées et des retraités	M. Joseph Fraissin, PS (2)
Auprès du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	M. Georges Lemaire, PS
Auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé des transports	M. Jean Auroux, PS (2)
Auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé des universités	M. R.-G. Schwartzberg, MRG
Auprès du premier ministre, chargé de l'économie sociale	M. Jean Gatel, PS (2)
Auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre	M. Jean Lemaire, PS
Auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extér., chargé de l'énergie	M. Martin Malry, PS (4)
Auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé	M. Edmond Hervé, PS
Auprès du ministre des relations extérieures, chargé des universités	M. J.-M. Baylet, MRG (4)
Auprès du ministre nationale, chargé des rapatriés	M. Raymond Corrèze, PS
Auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt	M. René Souchon, PS
Auprès du premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs	M. Haroun Tazieff (4)
Auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement technique et technologique	M. Roland Carraz, PS (2)
Auprès du ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, chargé de la mer	M. Guy Languereux, PS
Auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme	M. Jean-Marie Bockel, PS (4)

● M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS et sénateur de Seine-Saint-Denis, a commenté, le lundi 24 juillet, le retrait des ministres communistes du gouvernement : « Les communistes, a-t-il déclaré, n'ont pas pris la bonne voie pour peser sur l'avenir; peut-être pour des raisons de débat interne, peut-être par impuissance électorale, je crains que leur départ ne soit une fuite en avant. » Désormais, a-t-il indiqué, le PC sera jugé par les socialistes - de façon attentive, sur ses actes. M. Debarge a réaffirmé l'attachement de son parti à « l'union de la gauche dans le cadre du front de classe », comme elle a été définie, a-

il souligné, par les différents congrès du PS. Au sujet des attaques du RPR sur l'assise populaire du nouveau gouvernement, M. Debarge a estimé que « Chirac ne veut pas comprendre [...] que le premier ministre n'est pas le premier ministre d'un pourcentage, mais le premier ministre du gouvernement de la France ».

● M. Messmer (RPR) : « Renouveler l'Assemblée nationale, le plus tôt sera le mieux. » M. Pierre Messmer, député (RPR) de Moselle et ancien premier ministre, affirme dans son journal *Le Journal*, l'Assemblée nationale : « Il faut que la France ait un gouvernement représentatif la majorité des Français. Cela ne sera possible que si l'Assemblée nationale est renouvelée. Le plus tôt sera le mieux. [...] Les Français ont montré [le 24 juin] que leur détermination peut réussir, sans sortir de la légalité, à faire plier un pouvoir qui bafouait trop souvent et trop longtemps l'opinion du pays. »

● Lisez *Le Monde* des PHILATÉLISTES

#### M. Roger-Gérard Schwartzberg : dans les coulisses de l'éducation nationale

Pendant les seize mois qu'il a passés comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, M. Roger-Gérard Schwartzberg aura dû souvent méditer la cruauté de sa propre affirmation, formulée il y a sept ans : « Il faut abolir l'Etat-spectacle ». Seize mois que cet homme de quarante et un ans, nommé en mars 1983 auprès de M. Savary à la tête de la pénombre. Le brillant universitaire, président du Mouvement des radicaux de gauche, entré alors au gouvernement, où la présence d'un deuxième radical s'imposait en vertu de la règle du dosage. Placé auprès du ministre de l'éducation nationale, qui n'en demandait pas tant, l'autorité de la dénomination du « star system » en politique saurait, pensait-on néanmoins, mettre en valeur et en lumière les choix du ministre. M. Savary, par inclination et vertu démocratique, répugnait à l'inflation de paroles. A son secrétaire d'Etat de rétablir l'équilibre. Il en avait le talent.

#### M. Jean Gatel : le réorganisateur des réserves

Nommé en octobre 1983 au secrétariat d'Etat à la défense, M. Jean Gatel, trente-six ans, s'est particulièrement attaché à définir une politique de mobilisation des réserves dans le cadre d'une nouvelle organisation de la défense militaire du territoire qui confie à la gendarmerie la protection de « points sensibles » jusqu'à présent attribuée à l'armée de terre.

C'est avec l'aide du Conseil national des réserves que M. Gatel a pu jeter les bases de cette réforme, qui prévoit d'instituer une « première » réserve de six cent mille hommes entraînés à l'occasion de périodes obli-

gatoires de quatre à cinq jours par an, pendant cinq ans après la fin de leur service. Les autres réserves seraient mises à la disposition du ministre de l'Intérieur pour des missions de protection civile.

#### M. Roland Carraz : un nouvel élan au « tourisme vert »

M. Roland Carraz, membre du CERES, est proche de M. Jean-Pierre Chevènement, qui lui avait confié en 1982 une mission sur le « tourisme vert » et la « tourisme fluvial ». Il a donné un nouvel élan au « tourisme vert » et au « tourisme fluvial ». Il voulait également lancer le « tourisme industriel ». Secteur économique en expansion et créateur d'emplois, l'industrie des voyages et des loisirs fait vivre aujourd'hui en France près de cinq millions de personnes. L'objectif du gouvernement était de faire passer l'excédent de la balance touristique (22,5 milliards de francs en 1983) à un chiffre régulier de 50 milliards de francs au cours des années 90.

Enfin, les initiatives du secrétaire d'Etat, rattaché au commerce exté-

rieur, ont été entravées en mars 1983 par le rétablissement du carnet de change. La réduction à 2 000 francs par an des allocations de devises de chaque Français et la limitation de l'usage des cartes de crédit. Mesures décidées par M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et mesures impopulaires. Les agents de voyages ont manifesté bruyamment leur mécontentement dans la rue et les futurs vacanciers ressentiront ces décisions comme une entrave à la possibilité de circuler. Un premier accord entre le gouvernement et les Français à propos des libertés. Avec raison, Mme Cresson fit valoir que ces mesures ne représentaient « absolument pas une atteinte à la liberté ». Mais, psychologiquement, le mal était fait.

(Publicité)

Windscale (Ecosse)  
**TAUX DE CANCER MULTIPLIÉ PAR 50**  
par suite de fuites de quelques grammes de plutonium.  
Malville = 5 tonnes de plutonium.

MALVILLE 4 & 5 AOÛT 84

Programme du rassemblement dans l'édition du vendredi 20 juillet.

#### M. A. Calmat : à plus d'un titre

M. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, s'était retiré de la compétition sportive après avoir remporté en 1965 à Colorado Springs (Etats-Unis) le championnat du monde de patinage artistique pour se consacrer à des études de médecine qu'il avait menées de pair avec sa discipline sportive. Après avoir été fait, à titre exceptionnel, chevalier de la Légion d'honneur en 1966, l'année suivante, Alain Calmat réussit à passer le concours d'internat des hôpitaux de Paris. Il devint, quelques années plus tard, chirurgien des hôpitaux.

M. Calmat a été pendant une quinzaine d'années un champion populaire en France où il incarnait les mérites d'un jeune sportif ayant atteint le niveau international tout en poursuivant des études longues et difficiles. En effet, des adolescents, il s'entraînait chaque jour à la piscine de Boulogne-Billancourt et rentrait le soir « potasser » ses cours par correspondance afin de passer ses diplômes.

Alain Calmat, plusieurs fois champion de France, a obtenu une médaille d'argent en 1964 aux Jeux olympiques d'hiver à Innsbruck. Il avait alors manqué de peu une médaille d'or pour avoir tenté imprudemment une triple boucle, figure qu'il était alors le seul à réviser au monde. L'année suivante, il s'était abstenu de tenter à nouveau cet exploit à Colorado Springs, ce qui lui avait permis de devenir champion du monde. Il avait pensé à cause de cette prudence ne

pas s'être retiré en beauté, mais Alain Calmat, à qui le patinage artistique avait donné une ouverture sur le monde, pouvait alors dire : « Je dois au sport non pas une aide matérielle, mais bien plus que cela, des relations humaines, des voyages au bout du monde et surtout la joie qui fait pour l'homme de la victoire sur l'épave. »

Après son retrait de la compétition, le docteur Calmat exprima à plusieurs reprises les difficultés qu'il avait à s'imposer en tant que médecin alors qu'il était toujours resté pour sa clientèle « le champion du monde de patinage artistique ». Mais la pratique d'abandonner jamais totalement son ancienne discipline, il devint en 1974 dirigeant de la Fédération française des sports de glace, particulièrement chargé du patinage artistique. A ce poste, ses idées de gauche l'amènent à favoriser le sport de masse plutôt que le sport d'élite.

Il devint, en 1976, chirurgien chef du centre hospitalier de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et fut nommé, la même année, commandeur de l'Ordre national du mérite et membre du conseil de cet ordre. Mais en 1981, après la déclaration du général de Gaulle, grand chancelier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, qui annonçait qu'il démissionnerait de ses fonctions en cas d'élection de M. Mitterrand, le docteur Calmat avait répondu en démissionnant à son tour du conseil de l'Ordre national du mérite. — Ch. C.

#### TROIS NOUVEAUX DÉPUTÉS

M. Martin Malry, nommé secrétaire d'Etat chargé de l'énergie auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, devrait être remplacé, comme député du Lot, par son suppléant, M. Edmond Massaud.

[Né le 25 août 1908 à Luzzac (Lot), maire de cette commune, M. Massaud est conseiller général de Souillac depuis 1951. Agriculteur, syndicaliste agricole, il a été président de la Fédération nationale des planteurs de tabac.]

M. Jean-Marie Bockel, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce et de l'artisanat et du tourisme, devrait être remplacé, comme député du Haut-Rhin, par son suppléant, M. Jean Grizmond.

[Né le 13 juin 1930 à Belfort, M. Grizmond, ancien ouvrier et syndicaliste à la Société alsacienne de construction mécanique, est permanent de PS et président du groupe socialiste au conseil municipal de Mulhouse.]

M. Jean-Michel Baylet, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, devrait être remplacé, comme député de la deuxième circonscription de Tarn-et-Garonne par M. Pierre Larroque.

[Né le 7 avril 1915 à Mazamet (Tarn-et-Garonne), M. Pierre Larroque, agriculteur, est président de la caisse départementale du Crédit agricole. Maire de son commune natale, depuis vingt-trois ans, M. Larroque (MRG) est le suppléant de M. Baylet depuis la première élection de ce dernier à l'Assemblée nationale en 1978.]

J.-Y. L.

● Mises au point : M. Jean-Pierre Chevènement et M. Delors. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, nous prie de préciser, à la suite de l'article le concernant publié dans le *Monde* daté du samedi 21 juillet, qu'il est membre du comité directeur du Parti socialiste, sans discontinuer, depuis 1971, et qu'il a conservé ce mandat après le congrès de Bourg-en-Bresse. — M. Jean-Pierre Chevènement s'élève par ailleurs du « raccourci » utilisé pour qualifier les appréciations qu'il porte sur la personne de Jacques Delors.

M. Chevènement met en cause deux phrases du portrait que le *Monde* a publié après son retour au gouvernement. La première : « M. Chevènement a refusé de réintégrer ses instances (du PS) après le congrès de Bourg-en-Bresse » — faisait référence au bureau exécutif, qui comprend quarante-six membres et non pas au comité directeur, qui en compte cent quatre-vingt-sept. Cela manquait effectivement d'être précis.

La deuxième est la suivante : « dialogue impossible avec Jacques Delors, cet homme qu'il a un jour comparé à Salazar ». Au « Club de la presse » d'Europe 1, le 4 septembre 1983, M. Chevènement avait déclaré, à propos de la politique monétaire de M. Delors : « une monnaie forte n'est pas une panacée. Salazar avait une monnaie forte mais une économie faible ». Sans doute M. Chevènement aurait-il pu trouver d'autres exemples que la référence à la politique conduite par l'ancien dictateur portugais. — J.-Y. L.

● M. DIDIER BARLÉVY, ancien président du Parti radical, ancien député UDF : « Les socialistes, livrés à eux-mêmes, forment maintenant un monstre qui déambule dangereusement sur la voie publique. Quant aux supplétifs radicaux de gauche, ils font une singulière opération. Chantres de l'élargisse-

ment de la majorité présidentielle, ils participent à son rétrécissement et leur président, désormais au gouvernement, est condamné à devenir un muet du séral. On espère au moins que cette triste réalité ouvrira les yeux à ceux qui, au centre gauche, se sont laissés duper par l'opération Stirn-Douglas. »

#### DU GOUVERNEMENT

#### Changement et de s

Sous une apparente stabilité, le gouvernement de M. Laurent Fabius n'est pas sans avoir subi de profondes mutations. En outre, sept nouveaux ministres ont été nommés, sept autres ont disparu, sept ont changé.

Ceux qui s'en vont : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui arrivent

Ceux qui arrivent : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.

#### Ceux qui changent d'attributions

Ceux qui changent d'attributions : M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a été nommé ministre de l'Intérieur.



## DU GOUVERNEMENT DE M. FABIUS

### Changements d'hommes et de structures

Sous une apparente stabilité, la structure du gouvernement de M. Laurent Fabius est sensiblement différente de celle de l'équipe de M. Pierre Mauroy. Huit membres de cette dernière s'en vont; sept voient leurs attributions augmentées; huit en changent; neuf nouvelles personnalités entrent au gouvernement. En outre, sept nouveaux postes ministériels sont créés, six disparaissent, sept changent d'intitulé.

#### Ceux qui s'en vont

MM. Pierre Mauroy, Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget; Charles Fiterman, ministre des transports; Alain Savary, ministre de l'éducation nationale; Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle; Jack Ralite, ministre délégué à la formation professionnelle; André Le Pen, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux réformes administratives; Daniel Benoit, secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

#### Ceux dont les attributions sont élargies

M. Laurent Fabius, de ministre de l'industrie et de la recherche devient premier ministre; M<sup>me</sup> Edith Cresson, du commerce extérieur et tourisme passe au redéploiement industriel et au commerce extérieur; Georgina Dufouix, de secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés devient ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale; M. Paul Quilès ajoute les transports à l'urbanisme et au logement; M. Michel Crépeau prend le tourisme en plus du commerce et de l'artisanat; M<sup>me</sup> Huguette Bouchardieu garde l'environnement mais passe du rang de secrétaire d'Etat à celui de ministre; M. Roger-Gérard Schwartzberg reste secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, mais avec cette fois en charge les universités, alors que précédemment il ne s'occupait que des constructions scolaires, des relations internationales, et de l'action culturelle.

#### Ceux qui changent d'attribution

M. Gaston Defferre passe de l'intérieur et de la décentralisation, au Plan et à l'aménagement du territoire avec le titre de ministre d'Etat; M. Pierre Bérégovoy quitte les affaires sociales et la solidarité nationale pour gagner l'économie, les finances et le budget; M<sup>me</sup> Edwige Avice, de ministre délégué à la jeunesse et aux sports, devient secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense; M. Jean Le Garrec était secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, sans affectation officielle, mais ayant en charge fait le Plan et l'aménagement du territoire; il garde son titre mais avec la responsabilité de la fonction publique et des simplifications administratives; M. Joseph Franceschi ne s'occupe plus de la sécurité publique, mais des personnes âgées et des retraités; M. Jean Auroux, quitte l'énergie pour s'occuper des transports; M. Jean Gatel, ancien secrétaire d'Etat à la défense nationale, garde le même titre mais prend en charge l'économie sociale; M. Roland Carrat passe du tou-

risme à l'enseignement technique et technologique.

#### Ceux qui entrent

LES MINISTRES: MM. Pierre Joxe, intérieur et décentralisation; Jean-Pierre Chevènement, éducation nationale; Michel Delebarre, travail, emploi et formation professionnelle; Hubert Curien, recherche et technologie.

LES MINISTRES DÉLÉGUÉS: M. Alain Calmat, jeunesse et sports.

LES SECRÉTAIRES D'ETAT: MM. Martin Malvy, énergie; Jean-Michel Baylet, auprès du ministre des relations extérieures; Haroun Tazeff, prévention des risques naturels et technologiques majeurs; Jean-Marie Bockel, auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

#### Les modifications dans les départements ministériels

SONT CRÉÉS: un ministère du travail, qui avait disparu en mars 1983; il est associé à l'emploi et à la formation professionnelle, qui relevait d'un secrétaire d'Etat et d'un ministre dans le précédent gouvernement; un secrétaire d'Etat aux universités, qui est rattaché au ministère de l'éducation nationale; un secrétaire d'Etat à l'économie sociale; un secrétaire d'Etat aux risques naturels et technologiques majeurs; un secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères; un secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique; un secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme.

DISPARAISSENT: l'autonomie des ministères de la formation professionnelle et de l'emploi, des transports (rattachés au ministère de l'urbanisme et du logement mais dotés d'un secrétaire d'Etat), les secrétariats d'Etat à la sécurité publique, à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés, au tourisme. D'autre part, le « temps libre », dont d'un ministère plein en 1981 puis associé à la jeunesse et aux sports, disparaît cette fois complètement. De même la « qualité de la vie », qui était associée à l'environnement, disparaît.

CHANGENT: l'industrie qui devient redéploiement industriel lequel est associé au commerce extérieur; la recherche, qui quitte l'industrie pour bénéficier, associée à la technologie, d'un ministère plein; le tourisme, qui passe du commerce extérieur au commerce et à l'artisanat; le secrétariat d'Etat à la fonction publique n'est plus associé aux « réformes administratives », mais aux « simplifications administratives »; aux anciens combattants, on ajoute les victimes de guerre; aux personnes âgées, on associe les retraités.

### La « disparition » du secrétariat d'Etat aux immigrés et à la famille

Le nouveau découpage du secteur social au sein du gouvernement de M. Laurent Fabius provoque quelques surprises. A peine le ministère du travail, sensiblement étoffé, a-t-il fait sa réapparition que, à l'occasion de la nomination des ministres délégués et des secrétaires d'Etat, le secrétariat d'Etat chargé des immigrés, de la population et de la famille disparaît.

M. Michel Delebarre, qui a pourtant en charge le travail, l'emploi et la formation professionnelle, n'est « secouru » par aucun secrétaire d'Etat. Quant à M<sup>me</sup> Georgina Dufouix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, elle a auprès d'elle trois secrétaires d'Etat (M. Franceschi, qui retrouve les personnes âgées, M. Hervé, qui garde la santé, et M. Courrière, qui conserve les rapatriés), soit un de moins que M. Bérégovoy, en l'occurrence le secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés. M<sup>me</sup> Dufouix perd M<sup>me</sup> Dufouix.

La présence — ou l'absence — d'un secrétariat d'Etat aux immigrés est pourtant hautement symbolique. Le premier secrétariat d'Etat n'avait-il pas été confié en 1938 par Léon Blum à Philippe Serre? On devait le retrouver à la Libération. Plus tard, en 1974, après l'élection de M. Giscard d'Estaing, il fut occupé d'abord de manière très éphémère par M. Postel-Vinay puis successivement par MM. Dijoud et Stoléru.

Après l'élection de M. Mitterrand, M. François Autain fut, dans le deuxième gouvernement Mauroy jusqu'en mars 1983, secrétaire d'Etat chargé de l'immigration, et seulement de l'immigration. Puis M<sup>me</sup> Dufouix regroupa dans le même secrétariat d'Etat la famille, les immigrés et la population. Exit, les immigrés et la famille.

Le choix de M. Fabius surprend. Certes, la politique de l'immigration — comme celle de la famille — reste

placée (elle l'a confirmée elle-même) sous la responsabilité de M<sup>me</sup> Dufouix, mais n'avait-elle pas un secteur suffisamment étendu avec la Sécurité sociale et l'action sociale pour justifier l'« aide » d'un secrétaire d'Etat pour un domaine aussi souvent sensible? L'insertion des immigrés et la négociation de l'aide à la réinsertion avec les Etats concernés sont-elles moins prioritaires que les problèmes des rapatriés? Certes, les jalons essentiels de la politique de l'immigration sont posés: les frontières n'ont pas été ouvertes aux migrants, l'aide au retour a été définie, la carte unique de séjour valable dix ans va être créée, et la rigueur — la « fermeté » — est désormais la règle contre les « clandestins ». Mais il y a fort à faire avant qu'immigrés et Français « coexistent harmonieusement » comme le souhaite toujours le gouvernement.

On peut également s'étonner de la disparition, par la même occasion, du secrétariat d'Etat à la famille. N'est-elle pas contradictoire avec l'inscription, à la demande expresse du chef de l'Etat, de l'assurance d'un « environnement favorable à la famille et à la natalité » parmi les douze programmes prioritaires d'inscription pour le IX<sup>e</sup> Plan? N'est-ce pas une absence fâcheuse alors que le gouvernement devait présenter à l'automne son fameux projet de loi sur la famille, déjà retardé? M<sup>me</sup> Dufouix avait pu mesurer l'utilité d'un tel secrétariat d'Etat. M. Fabius lui marque sans doute une grande confiance en lui donnant la gestion directe d'un secteur aussi vaste. Mais c'est un pavé dans la mare des associations. Et un « vide » préoccupant... même si dès le 25 janvier, M<sup>me</sup> Dufouix entendait montrer qu'il n'y a eu ni « oubli » dans les priorités du gouvernement en présentant au Conseil des ministres une communication sur la politique familiale.

M. N.

### La séparation de la recherche et de l'industrie

Séparer la recherche de l'industrie au sein de deux ministères distincts? « C'est une bonne chose », commente le nouveau ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien. Le passé récent a, en effet, montré qu'un ministre, légitimement préoccupé par les difficultés des entreprises, ne pouvait placer la recherche qu'au second rang de ses priorités.

Avec l'organisation du gouvernement de M. Laurent Fabius, voici donc la recherche et la technologie reviennent à la case départ. Voici retrouvée pour elles cette époque du début des septante lorsque M. Jean-Pierre Chevènement pouvait leur consacrer tout son temps et toute son énergie. Avec les résultats que l'on sait. Un colloque national qui a rapproché, en janvier 1982, les milieux scientifiques et industriels les plus divers; des budgets et des créations de postes, en 1982 et 1983, comme on en avait rarement vu de mémoire de chercheur; une ambitieuse loi d'orientation et de programmation, enfin, votée en juillet 1982, qui fixait à 17,8 % la progression annuelle en volume des crédits affectés à la recherche civile.

Las, il fallut déchanter et retrouver en 1984 les dures réalités de la conjoncture économique. Mais l'impulsion était donnée, et la recherche restait une des priorités du gouvernement: alors que le budget global de l'Etat augmentait de 6,1 % (en valeur), elle voyait le sien croître de 15,5 %.

Entre-temps, chercheurs et techniciens ont connu une autre déception. En juin 1982, M. Chevènement, poussé sans doute par un certain goût du pouvoir, mais désireux aussi de lier plus étroitement la recherche et l'industrie, obtint d'être promu à la tête d'un « superministère » à la japonaise. De ministère de la recherche et de l'industrie, celui-ci devint, lorsque M. Fabius prit la tête en mars 1983, ministère de l'industrie et de la recherche. Simple inversion sans importance, dira le nouvel occupant de la rue de Grenelle, mais qui n'en fut pas moins jugée significative.

Aussi l'annonce de la composition du nouveau gouvernement éveille-t-elle l'attente par les chercheurs et les techniciens avec une certaine appréhension. Ne verraient-ils pas leur position de traditionnels « seconds » pleinement consacrée avec la nomination à leur tête d'un secrétaire d'Etat? Sans doute attendent-ils à M. Fabius qui, pendant plus d'un an, a appris à les connaître, d'avoir maintenant pour eux un ministre à part entière. Sans doute lui doivent-ils aussi d'être placés sous la tutelle d'un de leurs pairs. Mais les scientifiques ne peuvent encore attendre les projets du budget 1985 avant de se réjouir pleinement.

ELISABETH GORDON.

### L'économie sociale: un Français sur deux

L'économie sociale a désormais son secrétariat d'Etat. Les structures de gouvernement ne sont pas une garantie suffisante pour juger d'une intention politique. Elles ne sont qu'une indication nécessaire.

Dès le début du septennat, l'économie sociale fit son apparition dans les préoccupations gouvernementales, le ministre du Plan, M. Rocard d'abord, M. Le Garrec ensuite, en étant le tuteur. En novembre 1981, un délégué général à l'économie sociale était nommé, M. Pierre Roussel. Le 5 octobre 1983, M. André Henry, ancien ministre du temps libre, lui succédait.

On regroupe sous le vocable d'économie sociale des structures différentes, si différentes qu'elles ont bien du mal à se constituer en mouvement, mais qui, en gros, sont des entreprises non capitalistes et non étatiques. On distingue trois branches: la coopération, qui représente 235 000 salariés, les mutuelles, avec 138 500 salariés, et les associations gestionnaires, avec 684 500 salariés. Le total dépasse le million, soit 6 % environ de l'ensemble des salariés. Mais, par nature, ces formes d'entreprises collectives concernent un public bien plus large, celui des adhérents de ces associations, coopératives ou mutuelles, soit un Français sur deux, selon un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

En réalité, pendant trois ans, l'économie sociale a plus fait l'objet de colloques et d'un culte de gauche que de soutien réel, un soutien qui aurait emporté l'adhésion à l'action gouvernementale de l'ensemble du mouvement associatif, mutualiste ou coopératif.

En juillet 1983 était cependant adoptée une loi sur le développement de certaines activités d'économie sociale. Il s'agissait de moderniser le droit de la coopération maritime, de permettre aux unions de coopératives de s'associer avec des mutuelles, de donner un statut à la coopération artisanale, statut dont l'absence explique la faiblesse de l'artisanat dans le secteur coopératif, par comparaison avec l'agriculture ou le commerce. La loi autorisait les coopératives d'HLM à accroître leur champ d'activité. Elle permettait enfin aux banques coopératives et mutualistes d'émettre des titres participatifs, sans droit de vote et à rémunération variable. Auparavant avait été créé l'Institut de développement de l'économie sociale (en mars 1983) destiné à apporter des fonds propres aux entreprises. Son capital de 52,77 mil-

lions de francs est alimenté pour 70 % par un groupe de banques, d'assurances et de coopératives et pour 30 % par l'Etat.

L'économie sociale a été dans le discours officiel paré de toutes les vertus, celle de l'innovation et, surtout, celle de la souplesse qui permet de jouer sur l'emploi, en plus ou en moins... De fait, la formule collective de prise de risque correspond assez bien à l'air du temps: elle représente une exutoire pour de nombreux jeunes, dans une période de chômage, qui, s'ils sont dépourvus d'emploi, ne sont pas pour autant dépourvus d'imagination. Le secrétaire général de la CGT lui-même est devenu un fervent de l'économie sociale.

Dans un entretien avec le Monde (23 novembre 1982), M. Henri Krasucki déclarait: « Nous réclamons aussi un autre type d'industrialisation dans la mesure où ceux-là mêmes qui défendent la libre entreprise ne manifestent guère un esprit d'entrepreneur. Il faut donc, à côté du secteur nationalisé et du secteur privé, qui a sa place, développer l'économie sociale et notamment les coopératives de production. Ces dernières peuvent prendre une part active à la relance de l'industrie. Nous sommes très actifs dans ce domaine: l'esprit d'entreprise, c'est nous! »

Précisément, dans de nombreux cas, lors du départ en retraite d'un patron ou de son décès, l'entreprise, pour survivre, doit changer de statut. Au conseil des ministres du 9 décembre 1983, M. Le Garrec avait annoncé que des mesures seraient prises pour faciliter la transformation en coopérative ouvrière d'une entreprise classique. Il avait annoncé aussi la mise à l'étude d'un « titre associatif », à l'instar du « titre participatif ».

Innovantes, créatrices d'emplois ou plus simplement « mainteneuses » d'emplois, les entreprises du champ de l'économie sociale doivent se méfier de deux écueils. Elles doivent éviter de devenir le statut-refuge pour tous les candidats boiteux, car elles courent le risque de démontrer que l'initiative collective n'est pas viable. Elles doivent éviter aussi l'image d'entreprises « au rabais », solution marginale pour des marginaux en zone marginale, dans une France à deux vitesses. Ce n'est sans doute pas l'intention du gouvernement, mais il est encore trop tôt pour connaître celle du nouveau secrétaire d'Etat.

JACQUES GRALL.

### RATTACHÉE A M<sup>me</sup> CRESSON

### La construction navale quitte le secrétariat d'Etat à la mer

Le secteur de la construction navale, qui, avec la sidérurgie et les charbonnages (et demain l'automobile), fait partie des industries où une conversion déshonorante et une modernisation énergique sont nécessaires, quitte le secrétariat d'Etat à la mer pour passer sous la houlette du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Pris par M. Fabius lui-même, cette décision, si elle rompt avec une très ancienne organisation administrative, n'en est pas moins logique.

Les entreprises concernées — Alstom-Atlantique, les Chantiers du Nord et de la Méditerranée, pour ne parler que des plus importantes — sont toutes les deux filiales de groupes industriels vastes, la CGE (nationalisée) pour la première, Schneider pour la seconde, dans la stratégie générale desquels les chantiers navals ne sont qu'un élément.

Ce transfert de la mer à l'industrie va provoquer place de Fontenay des remises au net et des modifications structurelles. D'abord, parce

que la construction navale (une trentaine de fonctionnaires) relève d'une direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval, qui a à sa tête M. Gilbert Roubach. Pourrait-on maintenant une direction qui ne s'occuperait désormais que du trafic maritime et du soutien de l'Etat aux armateurs, notamment à la CGM, nationalisée et lourdement déficitaire? Ne faudrait-il pas maintenant rattacher à cette direction des services actuellement éparpillés soit à la direction des gens de mer, soit à la direction des ports maritimes?

Ensuite et surtout, le départ de la construction et de la réparation navale, s'il enlève une douloureuse épave du pied de M. Langagne, le dépossède d'une masse importante de crédits: 1,6 milliard de francs au budget de 1984, auxquels le gouvernement a rajouté 3,7 milliards en mars pour faire face aux difficultés énormes que rencontre Nord-Méditerranée à La Ciotat, à La

Seyne et à Dunkerque surtout (crédits qui, il est vrai, ont toujours été cogérés avec le ministère des Finances).

Les armateurs, qui se plaignent que le boulet de la construction navale absorbe et l'essentiel du temps de M. Langagne et la grosse masse des crédits disponibles, devraient se montrer plutôt bienveillants à ces modifications de structures.

M. Langagne sera le ministre des transports maritimes (dont les intérêts sont très différents de ceux des constructeurs de navires), de la pêche, des gens de mer, du littoral, des ports (outil essentiel du commerce extérieur et de l'industrialisation). Il faut aussi que, ce qu'il perd du côté d'une industrie en crise, il le regagne sur le front des secteurs en pointe: la recherche et l'exploitation des océans, la coopération internationale, le droit de la mer, l'aquaculture, les transferts de technologie vers le tiers-monde.

FRANÇOIS GROSCHARD.

S.A. STEEMAN

L'ASSASSIN HABITE AU 21

Collection Le Masque

"Les maîtres du roman policier"  
Le volume 15,50 F en vente partout.





# POLITIQUE

## LA FORMATION DÉFINITIVE DU GOUVERNEMENT DE M. FABIUS

### M<sup>me</sup> Edwige Avice : un sport difficile

C'est le jour où la loi sur l'organisation des activités physiques et sportives a été publiée au Journal officiel que M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre déléguée du sport libre, à la jeunesse et aux sports, a appris la démission du gouvernement. Elue du quatorzième arrondissement, membre du CERES, cette femme vive qui s'était spécialisée dans les questions sociales, était entrée dans le premier gouvernement de M. Mauroy en mai 1981 comme secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports auprès de M. André Henry, ministre du temps libre. Ce ministère était chargé de donner une « coloration de gauche » à la société de loisirs. Lorsque M. Henry a été écarté du gouvernement, M<sup>me</sup> Avice a repris l'ensemble des activités des précédents ministères et secrétaires d'Etat avec l'appellation de ministre délégué au temps libre.

Le financement du sport a été le point noir de l'activité de M<sup>me</sup> Avice. D'abord troublée par l'affectation de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale, les crédits budgétaires du sport ne cessent de décliner. Cette perte ne fut pas compensée par le gonflement des crédits du Fonds national de développement du sport (FNDS).

Après mai 1981, les pouvoirs publics poussèrent à une réorganisation du comité national olympique et sportif français (CNOSF), dont le président, M. Claude Collard, avait appelé à voter pour M. Giscard d'Estaing. Le président de la Fédération de handball, réputé homme de gauche, M. Nelson Pailhon, fut élu à sa place, en mai 1982, sur la base d'un programme ambitieux de développement des prérogatives des fédérations sportives. Un projet de loi destiné à remplacer le texte de 1975 baptisé « loi Mazaud » a été élaboré à cet effet en concertation avec l'administration. Toutefois, le gouvernement accepta, lors des débats parlementaires, de modifier

le texte pour renforcer son emprise sur les fédérations qui devront être « agréées » et sur le CNOSF. Un Conseil supérieur du sport nommé par décret devra, à l'avenir, donner son « avis » sur la politique sportive.

La « loi Avice » s'efforce également de régler ces problèmes soulevés par la gestion des clubs sportifs et le statut des cadres sportifs qui n'avaient pas de garanties professionnelles.

Confrontée au problème du déclin des résultats internationaux des athlètes depuis 1972, M<sup>me</sup> Avice, a dû opter pour la politique de rigueur lancée par M. Soisson, son prédécesseur. Elle passa des « conventions » avec des administrations, entreprises publiques ou privées facilitant l'entraînement des athlètes de haut niveau et prévoyant la réinsertion sociale de ces derniers.

M<sup>me</sup> Avice qui n'avait pas trouvé le ton juste dans un milieu fortement masculinisé, était en fait beaucoup plus passionnée par les problèmes de la jeunesse que par ceux du sport.

Pour les militaires qui forment une autre collectivité fortement masculinisée, M<sup>me</sup> Avice, nouveau secrétaire d'Etat à la défense, n'est pas totalement une inconnue. Membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale de 1978 à 1981, M<sup>me</sup> Avice est l'auteur de plusieurs rapports parlementaires ou propositions de loi sur le service national et l'obligation de conscience.

Après du ministère de la défense, M. Charles Heru, avec lequel elle a déjà beaucoup travaillé avant 1981, le secrétaire d'Etat aura principalement la responsabilité des écoles militaires et des enseignements militaires, du secteur social des armées, des réserves et de la mobilisation comme son prédécesseur à ce poste, M. Jean Gatel. De surcroît, M<sup>me</sup> Avice s'occupera de l'insertion des femmes dans les armées, qui en comptent environ 18 000.

A. G.

### M. Joseph Franceschi : les raisons d'un échec

M. Joseph Franceschi a échoué, et il entraîne dans son échec une structure qui, lors de sa création en août 1982, avait d'abord obtenu le soutien des policiers. Percu à l'origine comme une marque d'intérêt du pouvoir pour sa police, le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique est devenu, au fil des mois, un facteur de division supplémentaire dans une police déjà peu unie, un rouage à l'évidence inutile entre un ministère de l'intérieur à nouveau préoccupé des questions policières et un directeur général de la police nationale puissant et efficace.

Echec personnel dû à une mauvaise concertation avec les syndicats ? Echec politique dû à la méconnaissance de la police par le PS ? Echec structurel dû à la multiplicité des rivalités dans la police ? Chaque camp a sa réponse. La date qui le sanctionne est connue, et depuis, M. Franceschi semblait en surseus : le 3 juin 1983, fusillé « secrétaire d'Etat » avait sauté, n'ayant su ni apprécier ni prévenir les débordements des manifestations policières jusqu'aux fenêtres du ministère de la

justice, puis du ministère de l'intérieur et de l'Elysée.

Sans doute, M. Franceschi s'était lui-même trompé sur le contenu de sa mission. Il se croyait là pour séduire, alors qu'il devait transformer l'ennemi en allié. Il ne voulait avant tout l'« ami des policiers », qu'il a épousé leurs sentiments spontanés : les « atteintes aux personnes et aux biens » sont ainsi devenues, au fil d'un discours, le terrorisme du quotidien ; les délinquants étrangers, confondus avec une assemblée socialiste, relèvent d'« une invasion qui perturbe l'ordre social ». Un programme plutôt court.

Cependant, ce militant socialiste depuis 1938 — à l'âge de quatorze ans, — maire installé d'Alfortville, toujours disponible, garde la confiance du président. C'est un fidèle parmi les fidèles, membre du clan, invité régulier du pèlerinage de Suresse. Une constance qui compensera probablement son échec policier.

E. P.

### AUX AFFAIRES SOCIALES ET A LA SOLIDARITÉ NATIONALE

### M<sup>me</sup> Georgina Dufoix n'est pas ministre pour ses beaux yeux

Il est des tâches plus ingrates que de faire un portrait du nouveau ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. On l'a souvent dit : charmante, simple et directe, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, à quarante et un ans, est d'abord un sourire. Portrait trop limpide pour être tout à fait exact : M<sup>me</sup> Dufoix n'est pas seulement cette mère de quatre enfants à la démarche décidée, cette femme de centralien à l'allure sportive. Si M. Georges Dayan l'a distinguée parmi d'autres, il y a quinze ans, dans le Gard, et l'a encouragé à s'engager plus avant, ce n'est pas seulement pour ses beaux yeux.

Rien, il est vrai, ne la destine à ces fonctions ministérielles : « Je n'ai pas été reconnue, elle, nourrie dans le droit », ni énarque ni vraiment femme de parti : « Je me sens trop libre pour y être tout à fait ». On pense immédiatement à M<sup>me</sup> Simone Veil, qui, avant elle, a été, Avenue de Ségur, responsable de la santé et de la Sécurité sociale. La comparaison n'offusque pas M<sup>me</sup> Dufoix, bien au contraire : « J'ai, dit-elle, beaucoup d'admiration pour son action que j'ai prolongée par l'adoption et l'enfance en difficulté par exemple ». Et pourtant, elle s'empresse d'ajouter : « Mes analyses politiques et sociales diffèrent en revanche absolument des siennes ».

M<sup>me</sup> Dufoix n'a découvert le socialisme que par le terrain, au contact du terrain, cette petite entreprise familiale qu'elle a dirigée à la suite de son père, depuis 1967, à Nîmes. Rapide passage au PSU en mai 1969 et, dès l'année suivante, pour cette mitterrandiste de cœur plus que de clan, la Convention des institutions républicaines : « La réflexion de gauche, dit-elle, est capable de faire avancer le plus le pays aujourd'hui, et l'objectif premier est de faire de la France un pays industriellement moderne, capable d'exister dans le concert des nations ».

Gauche pragmatique à l'évidence chez ce nouveau ministre qui confesse, pour les trois premières années du septennat, « une pagaille d'erreurs » et d'abord les siennes. Gauche à risques aussi chez l'ancien secrétaire d'Etat qui, des premières opérations anti-été chaudi à la marche antiraciste des Beurs — autant d'initiatives qu'elle a soutenues, — a appris à ne plus être timide. A gauche, enfin, volontairement décentralisatrice chez cette des-

cendante des camarades qui vit la semaine à Paris et le dimanche en pays d'oc : « Protestante, affirmait-elle, l'appartenance à une minorité. Les dragons du roi et les gabeliers ont hanté mon enfance. Ils incarnent le pouvoir central que je représente paradoxalement aujourd'hui, et il y a là une dialectique assez forte qui me donne vie ». La gauche de M<sup>me</sup> Dufoix est née plus, à l'évidence, de l'exercice du pouvoir que de sa conviction. Elle est moins un programme qu'un ancrage. « Sur l'immigration, dit-elle, on a eu, dans une conjoncture difficile, garder le cap ».

Cette gauche gouvernementale, qui connaît des médias l'indécision, n'est pas choquée par des questions plus personnelles. Ainsi, M<sup>me</sup> Dufoix parle d'elle volontiers, de ses deux grandes mères, « géolaises, calmes, tranquilles, paisibles », et de ses enfants pour qui le père joue le rôle de la mère de famille. Ou encore, explique-t-elle sans fausse pudeur, son protestantisme, « cette recherche spirituelle » qui l'a conduite à croire « en la force des valeurs d'amour sur toutes les autres valeurs du monde ».

Ce qui ne lui ôte ni la fermeté ni le goût du combat. « Comment, demande-t-elle, se battre en silence ses adversaires ? Voilà une démarche qui m'intéresse passionnément, et la politique, avec la somme de haine reçue chaque jour, est, à cet égard, un bon terrain d'entraînement ». Abel et Kader se seraient battus, d'après M<sup>me</sup> Dufoix, de façon remarquable et méconnue, et les parlementaires français d'aujourd'hui devraient en prendre exemple tant le débat politique lui paraît médiocre : « A quoi ça sert de s'investir entre gens de qualité ? », s'interroge-t-elle.

Et, avec cette même assurance tranquille, M<sup>me</sup> Dufoix évoque l'autorité qui devra être déconstruite, la sienne comme ministre des comptes : « L'autorité, dit-elle, c'est de savoir où on veut aller et de ne pas céder sur l'essentiel ». Or M<sup>me</sup> Dufoix est décidée à « faire en sorte » de ne compromettre en rien l'équilibre financier de la Sécurité sociale, afin de préserver l'existence même d'une réelle politique envers les plus démunis. Convincue de cela, à quoi lui servirait-il alors de « serrer les dents » ? On peut voir les boutons sans pour autant être sinistre », conclut-elle dans un sourire.

NICOLAS BEAU.

### M. Le Garrec à la fonction publique

#### Renouer le dialogue social

Nouveau secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, M. Jean Le Garrec est décidé à renouer rapidement le dialogue social. A peine était-il nommé le 23 juillet que le successeur de M. Amiot Le Pors annonçait qu'il « allait recevoir séparément les organisations syndicales de fonctionnaires dans les huit jours qui viennent ». M. Le Garrec va avoir fort à faire pour retrouver la confiance des fédérations de fonctionnaires, vivement heurtées par un blocage des négociations salariales dû davantage à la volonté de M. Mauroy qu'à celle de M. Le Pors.

M. Le Garrec a rendu hommage le 23 juillet, lors de la passation de pouvoirs, au « travail énorme et extraordinaire » de M. Le Pors. Un hommage justifié pour un ministre communiste qui, exactement, trois ans plus tôt, le 23 juillet 1981, déclarait à l'Humanité : « J'agris pour le maintien du pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires avec une amélioration significative pour les catégories les plus modestes ».

C'est justement sur le terrain salarial que la gestion de M. Le Pors aura été la plus délicate. S'il a étendu les libertés syndicales, doté la fonction publique d'un nouveau statut, « révisé à 35 % » l'objectif de M. Mitterrand de créer 210 000 emplois publics, il a eu plus de déconvenues avec les salaires, n'ayant pu empêcher la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat pour certaines catégories de fonctionnaires.

M. Le Pors a navigué en plein paradoxe. En butte par principe à l'hostilité de FO dès le départ, il a obtenu la signature de cette organisation syndicale pour les trois « relevés de conclusion » salariaux

qu'il a menés à bien. Pouvaient compter a priori sur la bienveillance de la CGT — son premier directeur de cabinet n'étant autre que l'ancien responsable des fonctionnaires cégétistes, — il n'a jamais réussi à lui faire parapher un accord salarial. Le 23 janvier 1984 que, pour les salaires, « il n'y a pas eu de rupture franche avec les pratiques d'avant le 10 mai ». M. Le Pors n'est jamais parvenu à mener de pair les négociations salariales avec les quatre organisations du budget, il a dû subir, trois mois après avoir conclu un accord avec cinq fédérations sur sept, le blocage des salaires. Tant pour la « classe de sauvegarde » de 1982-1983 que pour l'augmentation de 1 % accordée au 1<sup>er</sup> avril 1984, il s'en est sorti en jouant sur l'ambiguïté. Mais il n'a pu empêcher une grève générale des fonctionnaires le 8 mars dernier, CFDT et CFTC exceptés. Autre paradoxe.

M. Le Garrec hérite donc pour 1984 d'une situation salariale bloquée. Pour cette année, il n'y a eu qu'une augmentation de 1 % au 1<sup>er</sup> avril dernier. M. Mauroy avait refusé, malgré les demandes des syndicats et notamment de la FEN et de FO, une nouvelle majoration de 1 % au 1<sup>er</sup> juillet. Selon M. Bergeon, M. Delors était prêt à un tel geste pour l'automne, mais M. Mauroy y opposait. M. Fabius accordera-t-il à M. Le Garrec une marge de manœuvre suffisante pour faire redémarrer la politique contractuelle ? Le nouveau secrétaire d'Etat pourra également manifester sa bonne volonté en diffusant au moins auprès des syndicats, le rapport Blanchard sur les primes, resté depuis plusieurs semaines sous le coude de M. Mauroy.

M. N.

### Que M. Mitterrand laisse en paix la Constitution

(Suite de la première page.)

La Constitution ne peut servir d'enjeu, de moyen à des luttes électorales ou politiques. Résoudre des difficultés de circonstances, en modifiant un texte que l'on devrait mettre au point d'honneur à ne pas trahir, relève de l'expédition. En France, trop souvent, on affecte de croire qu'une révision ou un changement de Constitution apporte un soulagement immédiat. C'est vrai, mais quels ravages profonds ! Voilà qu'on a choisi, pour le combat tactique, le terrain du référendum — et accessoirement celui des libertés. Comme si les Français n'étaient pas comblés pour l'un et pour les autres. Le référendum des référendums, depuis 1962, est l'élection du président de la République au suffrage universel. Peut-on rêver mieux ?

L'article 11, en limitant l'usage du référendum à l'organisation des pouvoirs publics et aux traités internationaux, est d'une prudence appréciable. Au-delà, sous prétexte de donner la parole au peuple, on ne mettra que des commodités supplémentaires à la disposition du président de la République, lequel, dans le monde de la démocratie, dispose déjà, parmi tous ses collègues, des pouvoirs les plus vastes. La vraie question que pose ce projet de référendum, à l'horizon de septembre, est celle-ci : « Voulez-vous accroître les pouvoirs du président de la République ? », alors qu'on s'apprête à demander : « Voulez-vous décider de vos libertés ? ».

L'opposition comme le président de la République portent une égale responsabilité dans le dévoiement possible de la Constitution. La première, en déposant des projets de loi sur l'extension du domaine du référendum, cherchant davantage à embarrasser un président qui ne prend guère et redoutait cette procédure qu'à être fidèle à l'esprit du « gaullisme ». La seconde, ne désignant que « piéger » ses adversaires sur le terrain des « libertés », en viendrait à se faire attribuer des pouvoirs exorbitants, ce qui devrait horrifier tout socialiste, homme

de gauche, ou démocrate de quel que bon sens.

Car ce qui risque d'être enclenché, parmi les surenchères au nom des libertés et des droits du peuple à en décider souverainement, c'est une stratégie de rupture : rupture avec les équilibres que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel assurent respectivement vis-à-vis des initiatives de l'exécutif et du législatif. Les Français n'ont-ils pas fait le tour de toutes leurs libertés, sans attendre septembre 1984 ? Faut-il qu'ils restent en cause, selon une question et à un moment choisis sans innocence, soyons-en sûrs, tous les contrôles de sécurité par lesquels ils s'étaient prémunis contre l'arbitraire ou l'aveuglement ?

Je ne peux imaginer que le président de la République renonce à ce qu'il avait voulu représenter, pour ne privilégier que son aventure personnelle. « Bien sûr, dit-il, s'il n'était pas lui, un parfait démocrate, cette évolution serait dangereuse ». Mais notre devoir est de regarder au-delà de sa propre course et de regarder le danger en face, même au loin.

Avec le départ des communistes du gouvernement, M. Mitterrand bénéficiera désormais d'une situation suffisamment renouvelée pour jouer pleinement le jeu tactique d'une majorité présidentielle que sa gestion et sa sincérité permettront de dégarer. Qu'il laisse en paix la Constitution, ce qui est la règle pour les peuples forts et pour les chefs avertis du destin national !

MICHEL JOBERT.

Le projet de référendum pourrait être examiné par l'Assemblée nationale le 21 août. Selon M. André Labarre, ministre chargé des relations avec le Parlement, le projet de loi sur le référendum pourrait être examiné par l'Assemblée nationale le 21 août, après être passé devant le Sénat. M. Labarre, qui sortait de la conférence des présidents, chargée de fixer l'ordre du jour des travaux parlementaires, a précisé que le projet de loi sur la presse sera revu en septembre « avant la campagne sur le référendum, s'il a lieu ».

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris : « Derrière l'idée d'augmentation de la représentation nationale se profile l'idée dangereuse d'un coup de force contre les institutions. M. Mitterrand confond les désirs du RPR et la réalité du pays. Le caractère scandaleux de sa dernière proposition montre la vacuité de ses projets ».

Vous annoncez dans  
Emplois Cadres  
Le Monde  
5, rue des Filles, 75009 Paris  
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur,  
75002 Paris

### L'implantation géographique du gouvernement

Il est des règles qui pour n'être pas écrites n'en sont pas moins respectées lors de la constitution d'un gouvernement. Il en va ainsi de celle qui veut que l'origine des ministres et secrétaires d'Etat participe d'un

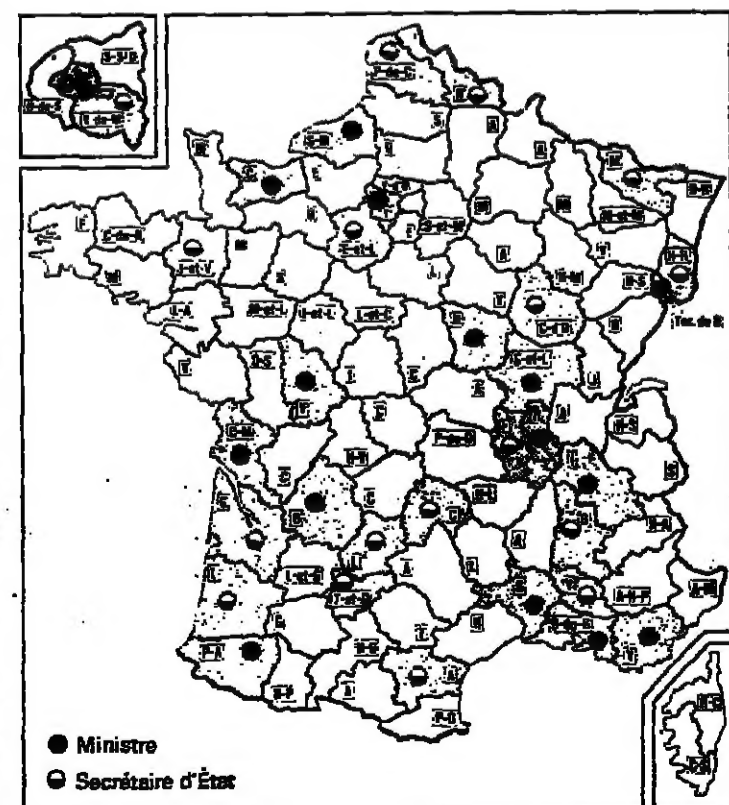
certain équilibre géographique. La composition de l'équipe de M. Laurent Fabius ne déroge pas à la tradition. Les Hauts-de-Seine (avec M. Jacques Delors et Alain Le

Pors), la Haute-Garonne (avec M. Alain Savary), la Haute-Vienne (avec M. Marcel Rigout) et la Seine-Saint-Denis (avec M. Jack Ralite) ne sont plus représentés au gouvernement.

En revanche, l'arrivée de cinq élus diversifie la carte de la France gouvernementale : M. Pierre Joxe pour la Saône-et-Loire, M. Jean-Pierre Chevènement pour le Territoire de Belfort, M. Martin Malvy pour le Lot, M. Jean-Michel Baylet pour le Tarn-et-Garonne et M. Jean-Marie Bockel pour le Haut-Rhin. L'entrée de ce dernier donne un membre de gouvernement à l'Alsace, qui n'en avait pas, et il en est de même avec M. Chevènement pour la Franche-Comté.

Outre les départements et territoires d'outre-mer, cinq régions ne sont pas représentées : la Corse, les Pays de Loire, Champagne-Ardenne, la Picardie et le Limousin. La Nièvre, après le retrait de M. Daniel Benoit, conserve un représentant avec M. Pierre Bérégovoy. Quant au Nord, outre M. Jean Le Garrec, il compte, après le départ de M. Pierre Mauroy, un autre porte-parole, M. Michel Delebarre, ancien collaborateur du premier ministre et du maire de Lille.

Dans notre carte, ne figurent pas les membres du gouvernement qui ne détiennent pas de mandats électifs nationaux ou locaux. C'est le cas de M. Robert Badinter, M. Hugues Bouchard, M. Hubert Curien, M. Yvette Roudy, M. Alain Calmat, Roger-Gérard Schwarzenberg et Haroun Tazieff.



Le Monde  
LE CINÉMA  
EN FRANCE  
NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET-AOÛT  
8 PAGES - 1.50 F

RÉUNION DU PARL  
M. Pflimlin bien  
Les quatre com  
du Parlement euro  
pean ont été élus ce  
samedi 24 juillet à  
Bruxelles. Les euro  
députés français ont  
été élus pour cinq  
ans. Les élections  
ont eu lieu dans une  
atmosphère de calme  
et de sérénité. Les  
français ont élu  
M. Pflimlin bien  
comme président du  
Parlement européen.  
Les élections ont  
été marquées par  
une victoire des  
centristes. Les  
français ont élu  
M. Pflimlin bien  
comme président du  
Parlement européen.  
Les élections ont  
été marquées par  
une victoire des  
centristes. Les  
français ont élu  
M. Pflimlin bien  
comme président du  
Parlement européen.

IONS DU CNRS  
Paris 75005  
Le Monde  
5, rue des Filles, 75009 Paris  
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur,  
75002 Paris



LA RÉUNION DU PARLEMENT EUROPÉEN A STRASBOURG

M. Pflimlin bien placé pour la présidence

Strasbourg. — Les quatre cent trente membres du Parlement européen sont rassemblés depuis ce mardi matin 24 juillet dans la capitale alsacienne et jusqu'à vendredi soir pour la toute première session de l'Assemblée élue en juin dernier (le Monde du 24 juillet). Ils devaient dès le premier jour désigner leur nouveau président.

Cette élection, qui aurait pu n'être qu'honorifique et de pure forme, a, en réalité, donné lieu, avant même qu'il soit procédé au vote, à une vive compétition. Cinq candidats briguaient au départ, en effet, les suffrages de leurs collègues : la baronne Elles, pour les conservateurs britanniques et danois, ainsi que MM. Pierre Pflimlin (chrétien-démocrate, France), Pieter Dankert (socialiste, Pays-Bas), Giancarlo Pajetta (communiste, Italie) et Altiero Spinielli (apparenté communiste italien, mais « candidat libre ») qui espérait réunir sur son nom et sur son fameux rapport en faveur de l'union européenne une majorité de suffrages par-dessus les clivages des partis.

Ce mardi matin, après le discours inaugural prononcé par M. Jacqueline Thome-Patenôtre, vice-doyenne d'âge, deux autres candidats se sont fait connaître : M. von Blotnitz, écologiste ouest-allemand, et M. Jean-Marie Le Pen.

● Un Groupe des droites européennes. — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a constitué, lundi 23 juillet, à Strasbourg, un « Groupe des droites européennes » à l'Assemblée des communautés. Ce groupe rassemble ses neuf collègues du Front national élus le 17 juin, cinq représentants du MSI italien, et un député de l'extrême droite grecque.

**Editions du CNRS**  
15, quai Antoine, France 75730 Paris  
Librairie, ventes, publicité  
295, rue St-Jacques, 75005 Paris  
Tél. 328.56.11

De notre envoyé spécial

Quoique M. Pflimlin parti favori (le centre droit dispose d'une avance d'environ quarante-cinq sièges sur la gauche, même si le groupe socialiste est le plus nombreux avec environ cent trente membres), l'élection restait ouverte en raison des divergences et surtout des concurrences à l'intérieur de la famille modérée. L'organisation des différents tours de scrutin a elle-même donné lieu à une âpre discussion entre les présidents de groupe. Mme Simone Veil, qui a été portée à la tête des libéraux, a pu faire prévaloir son point de vue selon lequel un délai raisonnable devait séparer les votes successifs. Le premier tour a donc eu lieu vers 11 heures, le second était prévu pour 15 heures, le troisième pour 18 heures, et le quatrième, éventuellement, en soirée, vers 20 h 30.

Les résultats du premier tour de scrutin, en fin de matinée, faisaient apparaître M. Pflimlin comme fort bien placé pour l'emporter. Sur 421 votants et 413 suffrages exprimés, l'ancien maire de Strasbourg en a obtenu 165, contre 123 au candidat socialiste néerlandais, M. Pieter Dankert, 44 à Lady Elles, 37 à M. Pajetta (PCI), 17 à la candidate écologiste ouest-allemande, M. von Blotnitz, 16 à M. Jean-Marie Le Pen et 11 seulement à M. Spinielli.

Le président du Front national a aussitôt indiqué qu'il se désistait pour M. Pflimlin, qui fut « son collègue parlementaire sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République », afin d'éviter que « cette Assemblée ne soit présidée par un marxiste ». Ce propos a soulevé un beau chahut dans un hémicycle européen habitué à des échanges plus académiques.

Une raison plus consistante d'espérer le succès pour M. Pflimlin, résidait dans le fait que Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, avait envoyé la veille au groupe des députés conservateurs de son pays un télégramme dans lequel le chef de la diplomatie britannique écrivait notamment : « Les électeurs ont donné, dans ce

nouveau Parlement, une majorité aux partis qui œuvrent en faveur de la liberté individuelle et économique. Je sais que votre groupe jouera pleinement son rôle dans cette majorité, et contre une Europe socialiste. Cinq années de dur labeur vous attendent. Soyez sûrs de prendre un bon départ. » C'était naturellement inciter les conservateurs britanniques à ne pas renouveler l'opération qui, en 1982, avait conduit à l'élection de M. Dankert du fait de la division des élus modérés.

Dans ces conditions, on affichait un certain optimisme au groupe démocrate-chrétien, en début d'après-midi, en attendant le second tour de scrutin.

BERNARD BRIGOLEUX.

POUR PERMETTRE A M. GISCARD D'ESTAING DE REVENIR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Wolff donne sa démission de député du Puy-de-Dôme

M. Claude Wolff a donné sa démission de député de la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Cette décision, qui était attendue depuis plusieurs semaines, devait permettre à M. Valéry Giscard d'Estaing de retrouver un siège à l'Assemblée nationale au terme d'une élection législative partielle qui pourrait avoir lieu en septembre.

M. Claude Wolff, qui avait été élu député du Puy-de-Dôme au premier tour des élections législatives de juin 1981, recueillant 51,91 % des suffrages exprimés, a annoncé mardi 24 juillet, dans une déclaration au quotidien la Montagne, que sa démission prendrait effet à compter du 1<sup>er</sup> août. M. Claude Wolff est conseiller général du canton de Rochefort-Montagne et maire de Chamalières. Il a été élu le 17 juin 1984 à l'Assemblée des Communautés européennes.

S'il est élu député — comme c'est vraisemblable, — M. Giscard d'Estaing retrouvera une circonscription qui lui est familière. A

LA REPRÉSENTATION DES COMMUNAUTÉS JUIVES EUROPÉENNES

Négociations entre le Congrès juif mondial et le CRIF

La recherche, par les représentants des communautés juives des Dix, d'une structure d'expression européenne s'achève sur le problème des rapports entre la communauté française et la principale organisation juive internationale, le Congrès juif mondial (CJM). La branche européenne du CJM s'estime, en effet, toute désignée pour assurer, au niveau des institutions de la CEE, la représentation des juifs des pays membres. Cependant, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), organe d'expression de la plus importante des communautés d'Europe de l'Ouest, n'est pas membre du CJM. Il existe, côte à côte, une section française du CJM, présidée par M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort, et le CRIF, lequel compte d'ailleurs dans

ses rangs des organisations et des personnalités adhérentes du CJM.

Le CRIF, après sa création en 1944, dans la clandestinité, s'était interrogé sur son adhésion éventuelle au CJM, fondé huit ans plus tôt par Nahum Goldman et Stephen Wise. Les représentants du judaïsme français, qui se dotait, pour la première fois de son histoire, d'un organisme associant l'ensemble de ses structures communautaires et les différents mouvements politiques et sociaux juifs, avaient refusé, finalement, d'associer à son tour cette structure commune à une organisation mondiale, dont le principe même leur paraissait contestable. La personnalité de Nahum Goldman, les positions originales qu'il devait prendre sur le conflit israélo-arabe, n'avaient rien fait, par la suite, pour atténuer ces réserves. Son successeur à la tête du CJM, M. Edgar Bronfman, ne soulève pas les mêmes controverses, mais le CJM souffre toujours, aux yeux de plusieurs dirigeants du judaïsme français, du poids en son sein, de la communauté américaine.

L'emprise du judaïsme américain

Il ne saurait être question, pour le CRIF, d'adhérer à une branche européenne du CJM qui ne serait qu'une extension à l'Europe de l'emprise du judaïsme américain sur cette organisation. Les responsables de la branche européenne du CJM affirment que leur intention est, au contraire, de rééquilibrer leur mouvement, en lui donnant un fort contrepoids européen. Pour preuve de leur bonne foi — et dans l'espoir de hâter la conclusion — ils avaient proposé, après le décès, en mai dernier, de Maurice Grynfolgel, la présidence de la branche européenne à M. Théo Klein, président du CRIF, si ce dernier, bien sûr, décidait d'adhérer au CJM.

Cette offre n'a pas suffi à vaincre les réticences du CRIF, et c'est M. Gréville Jenner, membre du Parlement britannique, président du Board of Deputies of British Jews, organe dirigeant de la communauté britannique, qui a été nommé, par le bureau

de la branche européenne, « président en exercice » de celle-ci jusqu'à son congrès annuel, en septembre prochain. Le CJM, par cette désignation, a pris acte du refus du CRIF d'entrer purement et simplement dans la branche européenne.

Des organisations importantes au sein du CRIF, telles que le Consistoire central (encore que son président, M. Jean-Paul Elkann, soit, à titre personnel, membre du CJM) et l'Alliance israélite, sont hostiles à un tel ralliement. S'agissant du Consistoire central, il est à remarquer que sa position n'est pas partagée par les consistoires locaux, dont plusieurs adhèrent à la section française du CJM. Ce n'est pas le cas, en revanche, du Fonds social juif unifié, qui regroupe les activités sociales et éducatives de la communauté. Cette situation, jointe aux objections qui soulèvent la formule de simple adhésion proposée par le CJM, a amené M. Klein à avancer, lors d'une rencontre entre les deux parties, le 11 juillet dernier, l'hypothèse de la création d'une conférence des communautés juives européennes, qui aurait des rapports contractuels avec le CJM. Cette conférence ou ce conseil consultatif prendrait la place de l'organe de représentation, déjà existant, du CJM auprès de la Communauté européenne. Cette solution, selon M. Klein, aurait, en outre, l'avantage de la logique, puisque la branche européenne du CJM comprend aussi les communautés affiliées des pays de l'Est (l'URSS exceptée) et qu'il s'agit, dans cette affaire, de la seule Europe des Dix.

Le CJM a souhaité consulter les autres communautés européennes, qui en sont toutes membres, avant de faire connaître, dans les prochains jours, sa réponse. Son principal atout est qu'aucune solution ne pourrait aboutir sans son accord, puisque sa branche européenne est effectivement représentative des communautés des principaux pays de la CEE, sauf la France. Il est vrai, en revanche, que l'absence de l'organe dirigeant de la communauté française, la plus nombreuse de toutes, réduit le poids politique et logistique du CJM en Europe.

PATRICK JARREAU.

CHAQUE WEEK-END

# QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Comment, sous l'écume des modes et des idées en vogue, repérer les questions vraies? Comment deviner

les contours de l'univers nouveau qui, discrètement, secrètement parfois, se façonne aujourd'hui?

Chaque samedi, Le Monde Aujourd'hui est le supplément qui pose ces questions et permet d'entrevoir comment l'avenir, dans tous les domaines, se préfigure. Sciences et Techniques, Médecine, Environnement, Cinéma, Art, Philosophie, Littérature, Communication, Théâtre...

Tout ce qui concerne notre présent et notre devenir est la matière du Monde Aujourd'hui.

LE MONDE AUJOURD'HUI  
UN TEMPS FORT  
POUR LE  
WEEK-END



Ce supplément illustré est vendu encarté dans l'édition quotidienne du "Monde" du samedi (daté dimanche/lundi).



DES PROCÈS ENTRE MÉDECINS A PAPEETE

Les fureurs de M<sup>re</sup> Gisèle Halimi

Rien ne l'arrêtera. Au cœur de l'été parisien, M<sup>re</sup> Gisèle Halimi vibre. Elle rêve qu'elle gagne des procès en cascade devant le tribunal correctionnel de Papeete. À Tahiti, alors qu'elle les perd, elle se rappelle qu'elle a choisi, voici trente-cinq ans, le barreau parce que l'injustice lui est « physiquement insupportable ». Elle s'enferme pour son dossier qui, par la grâce de son talent et de son entêtement, devient une affaire : l'affaire Schlouch.

Ce serait un bonheur professionnel, l'un de ces succès que l'on fait rejeter amoureusement comme un bon petit plat, s'il n'y avait en contrepoint le malheur d'un client, le docteur Claude Schlouch, soixante et un ans, et, au premier plan, une histoire dans laquelle, dit M<sup>re</sup> Halimi, « le néo-colonialisme se nourrit d'un imbroglio juridique ».

Imbroglio ? A coup sûr. Une note de dix-huit pages établie par l'avocate parvient tout juste à établir la chronologie du dossier. Tahiti, donc. Non point un simple décor dans cette affaire, mais peut-être l'une des clés du dossier. Car le docteur Schlouch, juif pied-noir né à Sidi-Bel-Abbès, ignore peut-être lorsqu'il s'installe à Papeete en 1976, mais la médecine de ce territoire d'outre-mer est aux mains des militaires en activité ou à la retraite. Il y a, certes, des exceptions ; elles sont rarissimes. Et, par ses méthodes, ce toubib qui fut durant vingt et un ans médecin de campagne, dans la Côte-d'Or, à la satisfaction de tous (l'un en croit les témoignages des élus), va attirer sur lui tous les maux.

Des faux

Dans cette île du Pacifique, le docteur Schlouch ouvre un cabinet de médecine générale. Il se constitue une clientèle importante, à majorité polynésienne, notamment parmi les femmes, rappelle M<sup>re</sup> Halimi. Il se bat aussi pour l'application de la loi Veil, qui ne sera pas tout de suite en vigueur. C'est un adepte des nouvelles méthodes « douces » d'accouchement. Tout va bien, en apparence. Sauf que le docteur Schlouch, à l'évidence, contrarie les médecins militaires, ses confrères. Une hostilité naît, qui grandira.

Et ce sera, précédant l'affaire Schlouch, l'affaire Mariteragi. Le 30 juillet 1979, Mme Mariteragi consulte le docteur Schlouch, son médecin traitant. Ce jour-là, cette mère de six enfants, enceinte, se plaint de saignement vaginal. Le docteur diagnostique la mort du fœtus in utero avec rétention, et pratique une perfusion pour l'expulser. Le lendemain, le col de l'utérus est plus ouvert, mais l'expulsion n'est pas pour autant obtenue. Dans son rapport d'expertise, le professeur de gynécologie-obstétrique Yves Malinas note : « Sagement, le docteur Schlouch remet au lendemain un nouvel essai ».

Or le nouvel essai n'aura pas lieu. Pressée, inquiète, Mme Mariteragi se rend à l'hôpital Mamao, dirigé par le médecin général Barrea. Alors commence le « règlement de comptes », selon M<sup>re</sup> Halimi : « On lui dit à M<sup>re</sup> Mariteragi que son fœtus de seize semaines n'est pas mort du tout, qu'il est vivant. On lui laisse entendre les prétendus battements de cœur du fœtus alors que ce sont les siens. Après l'expulsion, on lui raconte qu'on a mis son « bébé » en cuve, qu'il a vécu cinquante minutes... » Bref, Mme Mariteragi sort de l'hôpital Mamao persuadée que le docteur Schlouch, par incompétence, lui a tué son enfant. Fin de l'épisode.

Six mois passent. En janvier 1980, Mme Mariteragi reçoit une note d'honoraires du docteur Schlouch. La colère la saisit. Pour elle, pas de doute. Non seulement le docteur Schlouch lui a tué son bébé, mais il lui réclame de l'argent. Elle assigne alors le docteur devant le tribunal de Papeete en dommages-intérêts.

Et c'est là que l'affaire Mariteragi s'efface au profit d'une affaire Schlouch, car cette femme de bonne foi produit les certificats du docteur Cazenave, alors commandant chirurgien des hôpitaux des armées, et du docteur Beaumont, volcanologue et assistant technique (VAT) pour appuyer sa plainte. Des faux, selon le docteur Schlouch et M<sup>re</sup> Halimi. Le professeur Malinas écrit dans son rapport, en style plus modéré : « (...) Les médecins de l'hôpital ont affirmé que le fœtus était vivant sur une erreur d'inter-

prétation de l'enregistrement. » Le procureur de la République lui-même, indique notamment dans son réquisitoire, après que le docteur Schlouch ait porté plainte : « (...) Les documents établis par le docteur Cazenave (...) pour être produits en justice, contenaient d'une part une affirmation certifiée faussement l'existence d'une maladie (épisode septémique), d'autre part faussaient l'état de fait matériellement inexistant : le traitement en ville par antibiotique non spécifique et perfusions à visée abortives. »

Une « affaire Dreyfus » ?

De tout cela, sans compter d'autres détails, le tribunal correctionnel de Papeete n'a pas tenu compte. Le 17 juillet, il a relaxé les deux médecins militaires poursuivis. La fureur froide de M<sup>re</sup> Halimi en a grandi. Elle a aussitôt écrit au garde des sceaux pour qu'il relève appel de ce jugement. Elle avait précédemment demandé que la Cour de cassation soit saisie de sa « plainte en faux et fausse déclaration contre le procureur de la République Jean Sarcelle ».

L'affaire n'est pas mince pour M<sup>re</sup> Halimi, qui charge ses canons jusqu'à la gueule. Elle rappelle que son client, dans ce contexte, a été suspendu six mois par la section locale de l'Ordre des médecins, condamné et dispensé de peine pour avoir posé des stériles dans la première visite de ses patientes. Elle dénonce le « triquage » du dossier médical de M<sup>re</sup> Mariteragi saisi à l'hôpital Mamao. Elle s'indigne d'un « complot judiciaire et antidémocratique qui s'est joué en 1979 ». Elle lâche : « Nous sommes dans une affaire Dreyfus », et se déclare prête à abandonner son mandat de député (app. PS), si cela était nécessaire, pour se consacrer à la cause du docteur Schlouch.

Ce dernier, à tout prendre, ne s'identifie sans doute pas à ce capitaine qui fut, un moment, l'histoire de France bien malgré lui. Déjà les professeurs Minkowski et Malinas, les docteurs Pierre Simon et Bernard Kouchner, le soutiennent, ainsi que Nicole Avril, Yves Montand, Guy Bedos et bien d'autres. On repartira de l'affaire Schlouch.

LAURENT GRELSAMER.

EN BREF

Prénoté réservé après une troisième tentative de suicide de Gaëtan Zampa

Gaëtan Zampa, qui avait tenté de se suicider à deux reprises depuis l'ouverture du procès où il comparait, à Marseille, avec quarante co-accusés, a de nouveau cherché à se donner la mort lundi 23 juillet dans sa cellule de la prison des Baumettes. Cette troisième tentative a nécessité une intervention chirurgicale.

C'est vers 19 heures que le détenu a essayé de se pendre à l'aide d'une corde confectionnée avec des morceaux de draps. Celle-ci s'étant rompue, Gaëtan Zampa a fait une chute qui a provoqué un arrachement de la trachée artère. Une intervention chirurgicale a été effectuée aussitôt. Dans la matinée du 24 juillet l'état du blessé qui avait été placé en réanimation, était considéré comme sérieux et l'on devait procéder à de nouveaux examens.

Mandat d'arrêt contre le fondateur d'Action directe

Jean-Marc Rouillan, trente ans, fondateur du groupe extrémiste d'Action directe, vient de faire l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, qui le soupçonne d'avoir participé, le 30 juillet 1983, à un hold-up commis à la bijouterie Aldebert, place de la Madeleine, à Paris. Jean-Marc Rouillan vit dans la clandestinité depuis la dissolution d'Action directe par le conseil des ministres en août 1982. Il a échappé depuis lors à plusieurs reprises à la police, notamment dans la région parisienne, le 2 février 1984, lors de l'arrestation de Vincenzo Spano, militant extrémiste italien des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat) et, à Bruxelles, le 13 mars (le Monde du 24 juillet).

Des pèlerins se noient au Mont-Saint-Michel. — Deux adolescents, Vincent Bellia, quatorze ans, et David Tetrel, quinze ans, qui effectuaient, lundi 23 juillet, leur pèlerinage annuel au Mont-Saint-Michel (Manche) se sont noyés, victimes d'une hydrocution dans le Couesnon, à proximité du Mont-Saint-Michel.

Le statut de réfugié est reconnu à un militant basque espagnol

Bayonne. — La commission des requêtes des réfugiés du Conseil d'Etat a décidé d'annuler le refus de l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) d'accorder depuis 1979 le statut de réfugié politique à Agustín Irastabarrena. « La qualité de réfugié est reconnue à M. Irastabarrena », indique l'arrêt.

Puisieurs fois arrêté et torturé par la police espagnole, victime d'une tentative d'enlèvement et menacé de mort par l'extrême droite, le militant basque s'était réfugié en France en novembre 1982. La commission du Conseil d'Etat a estimé qu'« en raison de ces circonstances il doit être considéré comme craignant avec raison, malgré l'évolution démocratique de l'Espagne, d'être persécuté s'il se réclamait de la protection de son pays d'origine ». Cet arrêt ne manquera pas d'être exploré par la défense lors des huit procès d'extradition annoncés pour les premiers jours d'août. — (Corresp.)

Assassins d'un pompiste à Grenoble. — La sûreté urbaine de Grenoble a appréhendé, lundi 23 juillet, un jeune homme de vingt-cinq ans, qui aurait reconnu le meurtre de M. Jean Manin, pompiste, dont le corps avait été découvert le même jour vers 7 h 30, le crâne fracassé dans sa station-service. Le meurtrier présumé aurait frappé la victime à deux reprises à l'aide d'un outil, après une conversation orageuse.

Une jeune femme tuée dans un parking à Vincennes. — Le cadavre d'une jeune femme, Ghislaine Veyset, vingt-huit ans, a été retrouvé, lundi 23 juillet, dans un parking de la rue Diderot à Vincennes (Val-de-Marne). La jeune femme, qui habitait l'immeuble et vivait chez ses parents, a été tuée de trois coups de couteau. D'après les premiers éléments de l'enquête le vol ne semble pas avoir été le mobile du meurtre. L'arme du crime n'a pas été retrouvée.

512 plaintes pour fraude fiscale en 1983

Le Courrier de la Chancellerie fait le bilan, dans sa dernière parution, de la répression pénale des fraudes fiscales en 1983. L'administration ne recourt en juge pénal que pour des fraudes exceptionnelles. Le nombre de plaintes déposées a été de 512 en 1983 contre 408 en 1980. Le montant des fraudes qui ont fait l'objet d'une plainte est évalué à plus de quatre cent dix millions de francs. La nature des infractions visées essentiellement des défauts de déclaration (45 %), des dissimulations de recettes, revendus ou déduits (53 %). Ces plaintes concernent principalement les commerçants et les industriels, les dirigeants de société et les professions libérales. Les peines encourues par les fraudeurs sont dans les deux tiers des affaires d'emprisonnement avec sursis assorti d'une amende.

Trois prix médicaux. — Le professeur Maxime Schwartz, chef de l'unité de génétique moléculaire à l'Institut Pasteur, a reçu le prix Richard-Lounsbery, d'un montant de 50 000 dollars (plus de 400 000 F), pour ses travaux sur certains mécanismes de l'expression des gènes au niveau des membranes bactériennes. D'autre part, le professeur André Boué, directeur de l'unité de biologie préclinique de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), a reçu le premier prix de la Fondation GPA (Groupe des populations d'assurances), d'un montant de 300 000 F, pour récompenser l'ensemble de ses travaux sur le diagnostic des maladies du fœtus. Enfin, le prix de l'Institut de la vie (Fondation Electricité de France), d'un montant de 300 000 F, a été remis à Liège à trois chercheurs — dont deux Français — pour avoir permis l'élaboration de vaccins synthétiques et d'adjuvants de l'immunité. Il s'agit de MM. Louis Chedid, chef du laboratoire d'immunothérapie expérimentale à l'Institut Pasteur de Paris, Edgar Lederer, chef du laboratoire de biochimie du Centre national de la recherche scientifique à Gif-sur-Yvette, et Michael Seia, président de l'Institut Weizmann des sciences à Rehovot (Israël).

BATAILLE POUR LE CENTRE DE L'HEXAGONE

Bruère, le nombril de la France

Bourges. — Pouvoir contempler le nombril de la France... C'est en tout cas le souhait d'un architecte parisien, M. Claude Parent. L'auteur des plans de la Maison de l'Iran à la Cité universitaire à Paris et de l'église futuriste Sainte-Bernadette, à Nevers, vient de proposer le projet d'un « monument symboliste » destiné au petit village du Cher, se considérant comme le centre de l'Hexagone. Bruère-Aillichamps, sis cent cinquante-huit habitants. Ce monument, composé d'une structure en béton de 15 mètres sur 30, représenterait le ventre d'une femme couchée sur une colline surplombant le Cher... L'enceinte accessible par le nombril accueillait un centre cultu-

De notre correspondant

rel et d'hébergement pour touristes, le tout recouvert de mosaïque aux tons imitant la couleur de la peau. Le père de ce projet, pour le moins original, évalué à 20 millions de francs, a déjà reçu en dot de M. René Laruin, maire de la commune, un terrain de 8 000 mètres carrés. Une idée que l'on prend ici très au sérieux et dès l'instant où ça ne coûte rien au village, précise, toutefois, le premier magistrat. Les plans définitifs déposés au secrétariat de la mairie ont déjà été communiqués au ministre de la culture en attendant le feu vert de l'Elysée.

René Laruin voit dans ce nombril « une confirmation de Bruère comme centre de la France ». Il estime que les travaux devraient commencer assez rapidement. Dans cette partie du pays où la France cherche son centre, où les communes avoisinantes contestent à Bruère ses prétentions géographiques, le monument ferait taire la querelle. Pour le maire, « au point de vue touristique, ce serait tout à fait épatant... ».

Voilà qui éclipserait le borne millaire, vestige romain planté au beau milieu des villages, indiquant depuis deux mille ans le point sensible tant convoité.

PATRICK MARTINAT.

Le juste milieu

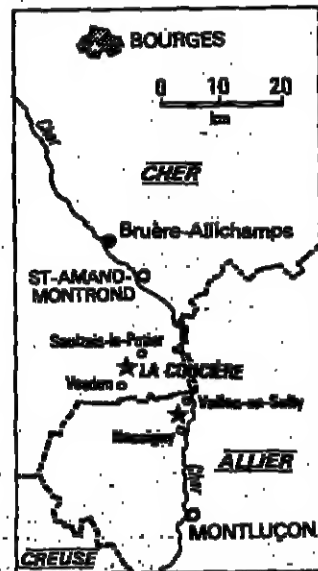
Bruère-Aillichamps, dans le Cher, se considère depuis longtemps comme étant le centre géographique de la France. Le Guide bleu Auvergne-Centre (édité en 1924) précisait en effet : « A l'embranchement des routes de Saint-Amand et de La Celle, une borne milliaire romaine, relevée en 1757, marque le centre supposé de la France d'alors. » Mais en 1757, la France ne comprenait ni la Corse (rattachée en 1789), ni la Savoie, ni le comté de Nice (français depuis 1860). En outre, la méthode de calcul, à l'époque, ne pouvait être que rudimentaire.

A notre demande, deux ingénieurs de l'Institut géographique national (IGN), MM. Jean Denegre et Claude Piliwicz ont calculé, avec les moyens informatiques actuels, le centre géographique de la France. Etant entendu que la localisation est déterminée, à quelques centimètres de mètres près, le « nombril » de la France, c'est la Corse, mais avec les îles côtières, est au sud-est de La Coudrière, sur la commune de Vesdun (Cher), soit à 21 km au sud de Bruère-Aillichamps. Si on inclut la Corse, il est situé soit à Nassigny, soit à Vallon-en-Sully (Allier), c'est-à-dire à 13 km environ au sud-est de La Coudrière.

MM. Denegre et Piliwicz expliquent et commentent ainsi leurs calculs qu'ils qualifient de « mêmes de province » : « Grâce à

l'information progressive de la cartographie, l'IGN vient de procéder à un premier calcul automatique du centre de gravité du territoire métropolitain d'après des critères purement géométriques, qui assument celui-ci à un plan horizontal. Ce qui n'est évidemment qu'une abstraction arbitraire. »

Dans l'état actuel des données cartographiques numériques



disponibles, le résultat a été obtenu en calculant le centre de gravité des 36 452 communes françaises, chaque commune étant considérée comme un point à sa superficie. Chaque commune est localisée d'après ses coordonnées géographiques, la superficie étant, quant à elle, issue de la banque de données communales de l'INSEE.

La superficie pose d'ailleurs un problème, car dans les données actuelles, les surfaces d'eau libre sont exclues, notamment les lacs de grande dimension. Devrait-on, dans un calcul ultérieur, lorsque l'information sera disponible, les prendre en compte ? Sans doute. Mais alors aussi, la partie du lac Léman attribuée à la France, ainsi que les grands étangs du Languedoc-Roussillon qui ressembleraient plutôt à des encloses marines.

« A l'inverse, doit exclure les îles ? Peut-être. Mais alors aussi celles du golfe du Morbihan par exemple qui font pourtant quasiment partie du continent, ou celle d'Oléron qui est rattachée au continent par un pont, etc. »

Les progrès de l'information de la cartographie de base et la disponibilité de nouvelles données permettront, à l'avenir, d'adopter la même méthode à partir de l'importation de nouvelles données de base. Mais la « vérité » n'en sera pas plus aisée à déterminer parce qu'elle n'existe pas vraiment. »

YVONNE REBEYROL.

Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

- Anglais : M<sup>re</sup> et MM. Jean-François Allafort (6<sup>e</sup> ex.), Philippe Allis (23<sup>e</sup>), Anne-Jo Anodia née Eisenhauer (71<sup>e</sup> ex.), Geneviève Artus (12<sup>e</sup> ex.), Henri Astier (36<sup>e</sup> ex.), Anne Baudry (35<sup>e</sup>), Pascal Baudry (14<sup>e</sup> ex.), Jean-Benoît Berthiaud (47<sup>e</sup>), Agnès Berthiaud (77<sup>e</sup> ex.), Angela Biazzy (21<sup>e</sup> ex.), Marie-Claire Bondeau (16<sup>e</sup>), Luc Borot (42<sup>e</sup> ex.), Gilles Bouet (71<sup>e</sup> ex.), Marie-Laure Boulanger (44<sup>e</sup>), Maryse Bray née Le Corre (14<sup>e</sup> ex.), Fabrice Briggas née Clark (17<sup>e</sup> ex.), Edward Bruggs (64<sup>e</sup> ex.), Béatrice Buffard (45<sup>e</sup>), Bernadette Busnel née Busnel (64<sup>e</sup> ex.), Barrie Cadwallader (64<sup>e</sup> ex.), Régine Camps (20<sup>e</sup>), Marc Champlain (71<sup>e</sup> ex.), Jean-Claude Chantier (10<sup>e</sup>), Brigitte Camp-La Fronde (77<sup>e</sup> ex.), Paul Cox (33<sup>e</sup> ex.), Jean-Pierre Darsaux (36<sup>e</sup> ex.), Christine De Cax (6<sup>e</sup> ex.), Françoise Debilières (82<sup>e</sup> ex.), Pierre Debrabant née O'Neill (46<sup>e</sup>), Catherine Delmas de Gasc (64<sup>e</sup> ex.), Evelyne Delroye (17<sup>e</sup> ex.), Patrick Di Massio (9<sup>e</sup>), Caroline Di Michel née Mann (48<sup>e</sup> ex.), Alain Diana (27<sup>e</sup> ex.), Fionn Donnson née Macnamara (23<sup>e</sup> ex.), Hélène Drien La Rochelle (11<sup>e</sup>), Clément Dupont née Barbier (36<sup>e</sup> ex.), Jeanne Elie (53<sup>e</sup> ex.), Robert Emersa (50<sup>e</sup> ex.), Elisabeth Fabron (24<sup>e</sup>), Anne-Marie Fenby née Colouarn (31<sup>e</sup>), Pierre Ferry (14<sup>e</sup> ex.), Corinne Fiquet née Seguin (42<sup>e</sup> ex.), Maryvonne Garin née Le Page (64<sup>e</sup> ex.), Gilles Graueau (55<sup>e</sup> ex.), Stéphane Grosse (33<sup>e</sup> ex.), Dominique Henriette Hellard (52<sup>e</sup> ex.), Yveline Marie-Claude Henne (26<sup>e</sup>), Florence Isard (31<sup>e</sup>), Patricia-Caroline Kruth (50<sup>e</sup> ex.), Alain Laban (59<sup>e</sup>), Christine Laffargue née Tebbit (87<sup>e</sup> ex.), Anne-Laurence (32<sup>e</sup>), Jean-Yves Le Bourdonné (60<sup>e</sup> ex.), Jean-Yves Le Dizez (2<sup>e</sup>), Gwennael Le Duc (87<sup>e</sup> ex.), Catherine Levy (77<sup>e</sup> ex.), Philippe Lissac (71<sup>e</sup> ex.), Isabelle Lucas (54<sup>e</sup>), Claire Majola (47<sup>e</sup>), Régis Mauray (87<sup>e</sup> ex.), Lila Maiknab (69<sup>e</sup>), Vincent Micholot (12<sup>e</sup> ex.), Yves Millot (82<sup>e</sup> ex.), Françoise Morcellet (83<sup>e</sup> ex.), Sylvie Nail (6<sup>e</sup> ex.), Sylvie Neven (29<sup>e</sup> ex.), Catherine Nevoile née Augustin (1<sup>e</sup>), Guy Obresier (48<sup>e</sup> ex.), Françoise Paillet (41<sup>e</sup>), Marie Pandolfi (63<sup>e</sup>), Marie-Lise Paret (14<sup>e</sup> ex.), Bruce Peller (85<sup>e</sup> ex.), Michel José Perez (25<sup>e</sup>), Jean-Louis Pico (77<sup>e</sup> ex.), Chantal Pilon (71<sup>e</sup> ex.), Patricia Prunier née Léon (55<sup>e</sup> ex.), Françoise Rigaud (60<sup>e</sup> ex.), Natalie Roulin (60<sup>e</sup> ex.), Pierre Roussin (27<sup>e</sup> ex.), Jean-Luc Switalski (21<sup>e</sup> ex.), Sylvie Tann (36<sup>e</sup> ex.), Sébastien Toche née Adam (59<sup>e</sup> ex.), Isabelle Vagnon (52<sup>e</sup> ex.), Michel Valmary (52<sup>e</sup> ex.), Guyvienne Villien (71<sup>e</sup> ex.), Gilda Vincent (82<sup>e</sup> ex.), John Wilde (87<sup>e</sup> ex.), Agnès Yeché née Mayssac (14<sup>e</sup> ex.).
- Mathématiques : M<sup>re</sup> et MM. René Abgrall (8<sup>e</sup>), Michel Abgrall (91<sup>e</sup>), Pascale Azouan (54<sup>e</sup>), Jacques Barbe (72<sup>e</sup>), Jacques Bauer (62<sup>e</sup>), Lionel Bayle (55<sup>e</sup>), Marie-Pierre Béal (84<sup>e</sup>), Gilles Benoit (111<sup>e</sup>), Joffé Benoit (79<sup>e</sup>), Christian Blanchet (63<sup>e</sup>), Alain Blomme (97<sup>e</sup>), Jean-Paul Bodevère (48<sup>e</sup>), Claude Botel (30<sup>e</sup>), Béatrice Bonnin (31<sup>e</sup>), Jean-Maurice Boudinck (116<sup>e</sup>), Daniel Boquin (31<sup>e</sup>), Jean-Michel Brochet (34<sup>e</sup>), Robert Broutet (72<sup>e</sup>), Jean-Pierre Cambou (124<sup>e</sup>), Pierre Capelle (47<sup>e</sup>), Michel Caré (103<sup>e</sup>), Christophe Champetier (26<sup>e</sup>), Pascal Chantreux (116<sup>e</sup>), Jean-Marie Chesneau (68<sup>e</sup>), Jean-Yves Chevrolat (45<sup>e</sup>), Annie Choquet (67<sup>e</sup>), Marie-Christine Concomel-Astre (12<sup>e</sup>), François Coquet (103<sup>e</sup>), Corinne Cornet-Devallet (113<sup>e</sup>), Françoise Cou lomb (48<sup>e</sup>), Gilles Craspey (55<sup>e</sup>), Jean-Pierre Croisille (13<sup>e</sup>), Claude Danthony (23<sup>e</sup>), Jean-François Dantzar (82<sup>e</sup>), Simon David (29<sup>e</sup>), Sylvie de Laquière (16<sup>e</sup>), Thierry de Peretti (68<sup>e</sup>), François Decrolier (91<sup>e</sup>), Dominique Delhay (124<sup>e</sup>), Renaud Delannay (84<sup>e</sup>), Claude Delautre (89<sup>e</sup>), Bernard Delyon (116<sup>e</sup>), Jean Denis (116<sup>e</sup>), Françoise Dupont (80<sup>e</sup>), Frédéric Dupré (18<sup>e</sup>), Christine Fricke (86<sup>e</sup>), Pierre Gachet (124<sup>e</sup>), Hélia Galarza (51<sup>e</sup>), Françoise Gallot (94<sup>e</sup>), Antonio Garcia (10<sup>e</sup>), Henri Gauthier (96<sup>e</sup>), Philippe Gauthier (116<sup>e</sup>), Jean-Luc Giraud (97<sup>e</sup>), Emmanuel Giroux (2<sup>e</sup>), Léo Glangas (64<sup>e</sup>), Jean-Claude Guen (13<sup>e</sup>), Serge Gruenberger (40<sup>e</sup>), Denis Guibourg (76<sup>e</sup>), Geneviève Guillaumin (116<sup>e</sup>), Jean-Luc Hans (77<sup>e</sup>), Jean-Louis Harlé (109<sup>e</sup>), Sylvain Hénaff (59<sup>e</sup>), Michel Henri (39<sup>e</sup>), Patricia Hivert (97<sup>e</sup>), Catherine Houard (61<sup>e</sup>), Claude Huet (55<sup>e</sup>), Alain Kerconuff (68<sup>e</sup>), Roger Kerjouan (6<sup>e</sup>), Satyanand Kichenassamy (4<sup>e</sup>), Anne-Marie Lagrange (113<sup>e</sup>), Bernard Landreau (77<sup>e</sup>), Pierre Lavours (1<sup>e</sup>), Philippe Le Floch (20<sup>e</sup>), Catherine Le Merdy (89<sup>e</sup>), Eric Le Nagard (13<sup>e</sup>), Eric Leborge (116<sup>e</sup>), Sophie Lefebvre (42<sup>e</sup>), Ghislaine Lefol-Barbet (51<sup>e</sup>), Claude Lemaire (17<sup>e</sup>), Paul Maheu (33<sup>e</sup>), Annick Mahieux (22<sup>e</sup>), Pascal Mano (113<sup>e</sup>), Jean-Pierre Marco (116<sup>e</sup>), Jean-Hugues Martouret (23<sup>e</sup>), Claude Mattia (64<sup>e</sup>), Gail Meigniez (111<sup>e</sup>), So-

phie Mercier (91<sup>e</sup>), Frank Merle (38<sup>e</sup>), Nadine Michon-Chabroux (72<sup>e</sup>), Christine Mohring (4<sup>e</sup>), Philippe Nebaumand (103<sup>e</sup>), Geoffrey O'Dowd (49<sup>e</sup>), Eric Obermeyer (60<sup>e</sup>), Jacques Ouyallon (124<sup>e</sup>), Frédéric Paulin (37<sup>e</sup>), Sylvie Prycia (97<sup>e</sup>), Laure Percier-Simeonberger (40<sup>e</sup>), Michel Perrin (71<sup>e</sup>), Michel Prestout (97<sup>e</sup>), Agnès Pterzel (10<sup>e</sup>), Evelyne Pierrot-Marschlin (55<sup>e</sup>), Marie-Laure Pointud (72<sup>e</sup>), Jean-Marie Poulanc (97<sup>e</sup>), Bernard Poulin (106<sup>e</sup>), Pierre-Marie Pruniaux (86<sup>e</sup>), Robert Quatrevalle (18<sup>e</sup>), Jean-Yves Ranjewa (80<sup>e</sup>), Leila Reille (94<sup>e</sup>), Bertrand Rivière (107<sup>e</sup>), Jean-Yves Rochedieu (43<sup>e</sup>), Erick Rouser (107<sup>e</sup>), Marc Rosso (6<sup>e</sup>), Bruno Rousselet (82<sup>e</sup>), Jean Ruhl (34<sup>e</sup>), Isabelle Salaun (66<sup>e</sup>), Pascal Schreck (26<sup>e</sup>), Marie-Noëlle Sénéjoux (103<sup>e</sup>), Bruno Sevensen (28<sup>e</sup>), Michel Tanguy (124<sup>e</sup>), Monique Teillaud (23<sup>e</sup>), Jean-Yves Thibon (45<sup>e</sup>), Philippe Thieullen (2<sup>e</sup>), Françoise Thoeven (21<sup>e</sup>), Chantal Tran-Oberst (90<sup>e</sup>), Joseph Ventura (49<sup>e</sup>), Alain Walborn (34<sup>e</sup>), Gilles Zamar (44<sup>e</sup>), Yveline Zerdoun (51<sup>e</sup>).

Une agrégation de langue et culture japonaises. — Un arrêté publié au Journal officiel du 21 juillet annonce la création d'une agrégation de langue et culture japonaises. Il prendra effet à compter de la session de 1985.

Les petits livres qui disent comment faire un exposé

29 autres titres

le centurion



La République à l'heure

De 27 à 31 juillet, le Parti communiste lance une campagne de recrutement. L'objectif est de recruter 100 000 nouveaux membres. La campagne s'adresse à tous les Français, mais particulièrement à la jeunesse.

Un noble projet

Un projet de loi est présenté au Parlement. Il vise à améliorer la situation des personnes handicapées. Le projet prévoit notamment des mesures pour faciliter l'accès à l'emploi et à l'éducation.

Le projet de loi est soutenu par de nombreux élus. Ils estiment que ces mesures sont essentielles pour garantir l'égalité des territoires et des citoyens.

La signification d'une

La signification d'une œuvre d'art est souvent complexe. Elle peut varier selon le contexte, le public et le temps. Les artistes cherchent souvent à exprimer une vision du monde ou une émotion.

La signification d'une œuvre peut aussi être influencée par les réactions du public. Une œuvre qui provoque une forte émotion ou une réflexion est souvent considérée comme ayant une grande signification.

La signification d'une œuvre est donc un sujet complexe et ouvert à la discussion. Elle invite chacun à se pencher sur l'œuvre et à chercher à comprendre ce qu'elle a à nous dire.





# LE CONGO

## La République populaire du Congo à l'heure du 3<sup>e</sup> congrès ordinaire du PCT

De 27 au 31 juillet, le Parti congolais du travail (PCT) tient son 3<sup>e</sup> congrès ordinaire. Préparé dans l'enthousiasme et appuyé par une vaste campagne de sensibilisation des masses, l'événement s'inscrit comme une étape décisive dans l'histoire de la République populaire du Congo, qui a opté depuis 1969 pour une société de type marxiste-léniniste.

Il n'y a pas de révolution populaire sans prise de pouvoir par le peuple. Aussi le Parti congolais du travail, qui gagne de plus en plus de terrain, tente-t-il de confier progressivement la gestion de l'Etat aux travailleurs.

### La vie démocratique

Cinq ans après l'accession au pouvoir du président Denis Sassou Nguesso, la démocratie populaire congolaise a surmonté les difficultés et les discussions internes qui ont, à plusieurs reprises, menacé sa jeune existence.

Aujourd'hui uni et solidement organisé, le Parti congolais du travail veut réaffirmer son rôle dirigeant afin de « garantir les conquêtes du peuple travailleur, poursuivre les objectifs établis le 5 février 1979 par le chef de l'Etat et approfondir le processus révolutionnaire ».

Le 3<sup>e</sup> congrès ordinaire du Parti, dit « congrès de la maturité », établit un premier bilan de la gestion éclairée de Denis Sassou Nguesso et trace les grandes lignes d'action des cinq années à venir. Mais les 768 députés du peuple qui se réuniront du 27 juillet au 31 juillet ne sont pas seuls concernés : fidèles à ses idéaux, le Parti a d'abord consulté l'ensemble du pays.

Cet appel au peuple s'inscrit directement dans la ligne politique du PCT dont le noble projet vise à rendre l'initiative historique aux masses en luttant contre l'ennemi impérialiste. Projet que le Congo tente de réaliser depuis plus de vingt ans, malgré de nombreux soubresauts et revirements.

Nés les 13, 14 et 15 août 1963 (jours qui sont restés célèbres sous le nom de « Trois glorieuses »), la révolution congolaise aurait sans doute sombré si Marien Ngouabi ne l'avait sauvée en 1968 en reprenant les rênes du gouvernement, en créant le Parti congolais du travail et en jetant les bases d'une société conforme aux principes marxistes-léninistes. Mais le héros immortel du peuple congolais ne heurta à plusieurs complots et fut assassiné en 1977 avant d'avoir pu mener à terme le mouvement de radicalisation qu'il avait entrepris.

Dés lors, le pays traversa une période trouble durant laquelle les affrontements se multiplièrent, jusqu'au jour du 5 février 1979 où Denis Sassou Nguesso repartit mandat de président aux destins du Parti et de l'Etat.

Lors du 3<sup>e</sup> congrès extraordinaire du Parti congolais du travail, le nouveau chef d'Etat choisit de consolider les structures révolutionnaires, de renforcer la cohésion idéologique du Parti unique et d'ouvrir pour le développement économique.

Son pragmatisme et son sens politique ont dynamisé la République congolaise, qui s'achemine désormais avec plus de sérénité vers une réelle libération nationale.

### La signification d'une révolution

Le grand mouvement populaire des 13, 14 et 15 août 1963 qui a aboli les assises de néo-colonialisme a brusquement réveillé les consciences congolaises et créé une situation nouvelle. Le peuple s'est mobilisé et s'est donné le cadre institutionnel de son combat. Certes, les organisations qui se sont alors créées n'ont pas échappé à des contradictions internes. Mais la mise en place d'un état-major (en l'occurrence le Parti congolais du travail) a permis d'intensifier la lutte. Fixant les tâches immédiates ou à long terme, cette avant-garde structurée a ébauché un plan plus précis, plus hardi, évitant ainsi la dispersion des forces et des efforts.

Très vite, les gouvernants ont insisté sur le fait qu'une révolution ne réside pas dans le seul renversement d'un régime, dans le remplacement d'une équipe par une autre : ils ont défini de nouveaux objectifs pour donner au pays la liberté, l'indépendance et la justice sociale dont il rêvait. Un tel idéal nécessite une remise en question permanente de l'ordre ancien, une critique sévère de l'action coloniale et une juste appréciation des forces en présence sur l'échiquier international. Or le Congo est une des républiques d'Afrique où le pouvoir (qui réunit des éléments issus de toutes les couches sociales) est en mesure de réfléchir sur l'état de dépendance dont souffre le pays et sur les moyens qu'il possède pour se dégarer du joug impérialiste.

S'il œuvre pour édifier une économie plus solide, le Parti cherche à créer des conditions permettant à l'homme de se développer pleinement, de devenir le sujet conscient et responsable de l'histoire. La révolution idéologique revêt par conséquent une importance toute particulière. Au mythe de la culture étrangère, elle doit opposer la valorisation des traditions locales non pour glorifier uniquement le passé mais pour y puiser des valeurs compatibles avec le progrès du pays. Le PCT lutte ainsi contre l'obscurantisme, contre la superstition et forme des cadres politiques conscients et techniquement compétents qui peuvent s'acquitter correctement des tâches de développement de la nation.

Pour permettre aux masses d'exercer effectivement leur droit de regard sur l'activité nationale, le gouvernement révolutionnaire a réorganisé l'intérieur du pays en régions économiquement viables et procédé à la décentralisation du pouvoir jusqu'à l'exercé par le centre. Au sein des conseils institués dans les districts et les communes, le peuple s'initie aux affaires de la collectivité, apprend à mieux comprendre les rouages de l'économie et à saisir quelques aspects fondamentaux du fonctionnement de l'Etat.

Le processus engagé par le Parti et l'Etat n'aboutira qu'au prix d'efforts constants et de patience. Denis Sassou Nguesso et ses compagnons, qui se dévouent sans compter afin de soutenir l'action créatrice des masses, se sont d'ailleurs donné des délais raisonnables pour réussir et se refusent à « récolter le lendemain ce qu'on aura semé la veille par simple impatience ».

Concrètement, la démocratie ne s'arrête ni aux portes des cellules du Parti, ni au sein des organisations locales, ni même lors du choix des représentants au pouvoir politique : elle s'étend jusqu'aux usines et aux administrations. La base a déjà été consultée sur tous les grands projets politiques, qu'il s'agisse du programme complémentaire du programme transitoire, de la conférence des entreprises d'Etat, du plan quinquennal 1982-1986. Cette forme d'organisation est encore renforcée par l'attitude du chef de l'Etat, qui n'a pas hésité à se rendre dans toutes les régions du Congo pour mobiliser les masses. Partout il a dialogué avec les cadres, les paysans, les ouvriers, les artisans, les combattants et les étudiants.

Les travaux préparatoires du 3<sup>e</sup> congrès ordinaire du PCT n'ont pas échappé à la règle du jeu démocratique et visent à donner l'occasion de faire participer les forces vives de la nation à la réflexion sur les grands problèmes actuels.

### La stratégie économique

Le mouvement populaire d'août 1963 a opté en faveur de la construction d'une société socialiste au Congo. Cette volonté de rupture avec l'ordre néo-colonial ne pouvait s'opérer que progressivement. Dans la période de transition qu'elle traverse, la République populaire se devait d'élaborer des actions de développement correspondant aux capacités nationales de l'heure : le plan en vigueur est donc moins une fin en soi qu'un moyen tendant à la réalisation de l'objectif poursuivi. Les structures peuplées, qui entravaient la construction du socialisme, et qui furent démontées par le 3<sup>e</sup> congrès extraordinaire, ont conduit à bâtir une économie indépendante, autonome, autodéveloppée, prenant l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur déterminant.

Pour faire aboutir un tel projet, les congressistes ont décidé de développer les communications internes, de réaménager le territoire national, de réunir les efforts économiques des pays de la sous-région et de participer à la mise en place d'un marché commun africain.

Le PCT a créé un secteur d'Etat qui devrait un jour devenir le secteur principal. Mais cela ne s'est pas fait de façon abrupte (avec le « privé ») : un secteur mixte conciliant les intérêts des uns et des autres et de laisser aux entreprises indépendantes, étrangères ou non, la possibilité d'intervenir dans plusieurs branches de l'économie. Malgré certains échecs, nombre de victoires ont été remportées : on retiendra notamment la réalisation du complexe agro-industriel de Matsoumba, la création d'une usine de commercialisation des produits vivriers, le complexe avicole de Pointe-Noire (qui doit produire près de deux millions de poulets par an), le barrage Moukoko-Koulou et une raffinerie de pétrole.

Le 12<sup>e</sup> plénum du comité central du Parti congolais du travail a fait récemment part de sa satisfaction devant les travaux accomplis depuis le mouvement du 5 février 1979. Les prix à la production agricole ont augmenté, des routes ont été construites, un vaste programme d'adduction d'eau potable et d'électricité a été mené au profit de l'intérieur... Dans le monde rural (où la collectivisation gagne du terrain), les précoopératives de production et de consommation se multiplient. Enfin le produit intérieur brut a progressé de 12 % en 1982, ce qui, dans le contexte de la performance, constitue une économie remarquable. Comme le soulignait le camarade Camille Bongou, membre du comité central du PCT, « les résultats, ajoutés à un climat de paix tant à l'intérieur qu'avec nos voisins, prouvent que nous sommes sur la bonne voie ».

### « Le plan : la plus grande entreprise de développement depuis l'indépendance »

(Extrait de l'allocution de fin d'année 1981, prononcée par Son Excellence le Président de la République populaire du Congo, Denis Sassou Nguesso).

... « Le plan quinquennal 1982-1986 vise à faire sauter les principaux blocages observés, repérés, identifiés durant les années 1982 et 1981. Les grands objectifs poursuivis dans le plan quinquennal peuvent se résumer à ceci. Il s'agit de construire des routes, des aéroports, des ports, de façon que pour le paysan de la Likouala, la Bouenza, l'égérie plus connue le bout du monde ; que pour le travailleur de Madingo-Kayes, Likouala ne soit plus située aux antipodes ; que la pomme de terre produite par les travailleurs agricoles des Plateaux soit consommée par les habitants de la Sangha ; que le bois de la Likouala puisse être transformé dans le Pool ; que les allumettes de Béou soient utilisées à Makabara ; que les principaux produits de consommation soient disponibles en permanence dans les régions grâce aux structures de stockage, que la Radio-Diffusion nationale soit entendue dans chaque village, que la télévision progressivement pénètre partout, que nos cours d'eau produisent encore plus d'électricité et que celle-ci arrive dans toutes les régions et devienne un produit de consommation courante ; que l'eau potable soit distribuée un peu partout ; que l'administration régionale, grâce à la décentralisation, reprenne vie ; que plus de logements soient construits non seulement à Brazzaville, mais aussi dans les régions ; que nos forêts, nos fleuves et notre zone maritime, nos potentialités agricoles soient mieux connus et mieux exploités ; que nos entreprises d'Etat soient redressées, que de meilleures structures d'accueil reçoivent nos élèves et nos étudiants ; que l'effort sanitaire amorcé avec l'opération « Coup de poing santé » soit poursuivi, renforcé, approfondi, développé, qu'un début de modernisation commence dans cent cinquante-sept de nos villages et qu'à l'issue du plan ceux-ci préfigurent le village type congolais de demain ; que de nombreux emplois soient créés... ».

(Extrait du discours de présentation du plan quinquennal 1982-1986, par Son Excellence le Premier Ministre Louis Syllavain Goma devant l'Assemblée nationale, décembre 1981).

... « La réunification de notre espace économique, social et culturel national s'impose, vous le sentez, honorables Députés, comme une priorité absolue. Il est en effet vital de stopper le dépeuple-



La République populaire du Congo

ment de nos campagnes, la croissance corrélatrice de nos deux grandes métropoles urbaines et la distorsion des économies régionales. Il est vital aussi que soient construites l'unité géographique du territoire et les conditions de sa diversité économique et culturelle. Il est vital enfin de connecter les régions entre elles, de favoriser leurs différentes vocations pour les intégrer harmonieusement au sein d'un espace et d'un marché national unifiés. C'est, vous vous en doutez, un enjeu de taille... ».

Les programmes d'infrastructures. La grande priorité du plan quinquennal est, sans aucun doute, le lancement d'un vaste programme d'infrastructures de développement et d'unification du territoire national. Avec 531 milliards d'investissements, c'est en effet le groupe de secteurs le plus doté... Ces 531 milliards se répartissent comme suit :

- transport et aviation civile : 138,775 milliards ;
- travaux publics : 182,160 milliards ;
- information et ONPT : 35,229 milliards ;
- commerce : 20,332 milliards ;
- tourisme et environnement : 11,898 milliards ;
- énergie et eau : 117,096 milliards ;
- infrastructures urbaines : 24,100 milliards.

Le programme de l'appareil productif. Ce programme s'élève à 400 milliards, soit 36 % des opérations totales programmées au plan. Ce qui domine en matière d'investissements dans l'appareil productif, c'est la remise en état de cet appareil : les plans de redressement représentent, en effet, 21 % du financement total et 47,5 % des financements d'Etat...

L'importance de l'investissement pour les eaux et forêts. 194,836 milliards, est la fonction de deux types de projets spécifiques : le complexe de pâte à papier à Pointe-Noire, qui est estimé à 118 milliards et les complexes d'exploitations forestières dans la Sangha et dans la Likouala...

Le Parti congolais du travail s'apprête à tenir son 3<sup>e</sup> congrès ordinaire. Depuis 1979, la République populaire a su faire progresser le socialisme au Congo, consolider le pouvoir politique et contribuer au mieux-être des populations.

Réorganisé, unifié, le Parti a mis en place des unités de base sur les lieux de travail et d'administration qui ont fonctionné sans à-coups pendant cinq ans et contribué à asseoir son autorité dans tous les secteurs de la vie nationale.

Sur le plan structurel, c'est le congrès national qui est reconnu comme l'organe suprême du Parti. Il se réunit en session ordinaire tous les cinq ans et en session extraordinaire dans certaines circonstances pour fixer les grandes orientations. Présidé par Denis Sassou Nguesso, le comité central du PCT donne des directives qu'il fait exécuter par un bureau politique dont les dix membres sont élus pour cinq ans. A la base, le Parti comprend des cellules (d'au moins cinq membres) et des noyaux (de deux à quatre membres).

Enfin des organisations de masse orientées et contrôlées par le PCT rassemblent les populations au niveau des quartiers et des villages. Elles sont au nombre de quatre : la Confédération syndicale congolaise, l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, l'Union de la jeunesse socialiste congolaise et l'Union nationale des écrivains, artistes et artisans congolais. Ainsi le peuple participe étroitement à l'élaboration de la nouvelle société.

La préparation du 3<sup>e</sup> congrès ordinaire du PCT a d'ailleurs prouvé, une fois de plus, qu'il n'y avait aucun faux semblant : après avoir examiné les dossiers, le comité central les a renvoyés aux assemblées locales qui, de manière unanime, ont réaffirmé leur soutien au comité central et à son Président.

Plusieurs thèmes de réflexion ont été choisis pour ce « congrès de la maturité » qui insistera sur la nécessité de renforcer le rôle dirigeant du PCT sur la société congolaise. Au nombre des actions préconisées par les délégués du peuple, citons l'approfondissement de la théorie marxiste-léniniste et la meilleure connaissance de la réalité du pays qu'il exige. Les études et recherches entamées tant par l'Ecole supérieure du Parti que par le secrétariat général seront intensifiées et systématisées.

Le PCT perfectionnera ses méthodes d'encadrement pour garantir une liaison permanente avec le peuple. Il poursuivra donc sa politique de décentralisation, engagera une lutte contre la bureaucratie et veillera à améliorer l'éthique de ses membres. Bref, il consolidera les acquis du 5 février 1979, tout en renforçant la cohésion des forces révolutionnaires afin de mieux engager la rude bataille économique qui l'attend. Ce 3<sup>e</sup> congrès ordinaire est donc capital pour la République populaire conduite par Denis Sassou Nguesso, pour le progrès social et le développement du Congo.

## Denis SASSOU NGUESSO : un président pragmatique



Denis Sassou Nguesso, né en 1943 à Edou, petit village situé dans la partie septentrionale du Congo (région de la Cuvette), a suivi une formation d'enseignant au Collège Normal de Dolisie (aujourd'hui Loubomo). Il s'engagea sous les drapeaux en 1961, après avoir été déclaré major au concours d'entrée à l'Ecole interarmes des officiers de réserve de Chercheil en Algérie, d'où il sort sous-lieutenant. Il entre un peu plus tard à l'Ecole d'application de l'infanterie de Saint-Maixent en France.

Officier d'infanterie aéroportée, il a successivement occupé les fonctions de commandant de la zone militaire autonome de Brazzaville et de ministre de la défense nationale.

Il participe au soulèvement populaire des 13, 14 et 15 août 1963 qui a renversé l'abbé Youlou, et au mouvement insurrectionnel du 31 juillet 1968, qui a contraint le président Masisamba-Débat à se démettre, et amené à la tête des institutions le commandant Marien Ngouabi. Au lendemain de cette victoire, il est désigné membre du Conseil national de la révolution (CNR).

En décembre 1969, à la création du Parti congolais du travail, il est élu membre du comité central du Parti.

Après la disparition tragique du président Marien Ngouabi (1977), il devient vice-président du comité militaire du Parti, chargé de la coordination des activités du Parti, ministre de la défense nationale.

Deux ans plus tard, il prend la tête d'un mouvement d'opposition à la déviation droite, incarnée au sein du comité militaire du Parti par le général Yhombi Opango. Ce mouvement obtient, le 5 février 1979, la démission du comité militaire du Parti et la réhabilitation totale du Parti congolais du travail.

Denis Sassou Nguesso est alors porté à la tête d'un comité dont la mission est de préparer le 3<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du parti. Le colonel Denis Sassou Nguesso assume à ce titre et provisoirement la fonction de chef de l'Etat.

Tenu du 26 au 30 mars 1979, le 3<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du Parti congolais du travail porte le colonel Denis Sassou Nguesso à la présidence du comité central du Parti congolais du travail. Conformément à la Constitution, il devient donc président de la République, chef de l'Etat et président du conseil des ministres. Le 14 août, il prête serment, puis il organise en juillet des élections générales pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'une Assemblée nationale populaire.

Sur le plan économique, la gestion se caractérise par la rigueur et la fermeté. Le président Denis Sassou Nguesso invite le peuple à faire des efforts pour redresser une situation économique catastrophique. Le pays parvient à retrouver les équilibres indispensables et à envisager, au bout de trois ans, l'avenir avec optimisme.

Le plan quinquennal est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1982, le véritable guide et repère de l'action de développement économique et social de la République populaire du Congo.

Le président Denis Sassou Nguesso a participé au sommet de non-alignés à La Havane en 1979 et a visité plusieurs pays avec lesquels le Congo entend développer des relations d'amitié et de coopération basées sur les intérêts bien compris de chaque partie, sur le respect mutuel des options politiques, des indépendances et des souverainetés.



MILES DAVIS A ANTIBES

Le son noir de la musique

Miles est revenu pour la quatrième fois à Antibes. On connaît la longue histoire de sa liaison avec le public de la pinède. Curieuse façon de parler, d'ailleurs : quel public, celui de 1963 ou celui de 1984 ? A Antibes qui retrouve son esprit de fête, Miles a enchaîné pendant plus de deux heures ces répères, mélodies ou climats, dont il se sert comme d'une partition (« le son noir de ma musique », nous dit-il).

De concert en concert, les nuances s'affinent. Moins d'insistance sur son duo avec Bob Berg par exemple, alors que celui-ci semble plus sollicité au ténor. Plus de lenteur suave, semble-t-il, dans l'esprit bluesy. Toujours cette nonchalance étudiée qui littéralement affole les photographes. Mais tout au long d'un parcours immuable, la musique semble à chaque fois renouvelée, inédite. Miles est un des rares musiciens de cette envergure à supporter quatre fois en moins d'un mois la comparaison avec lui-même.

Le groupe rappelle trois fois à été précédé la veille par Weather Report augmenté de Mino Cinelu. Il est suivi le lendemain par Chick Corea, le Mahavishnu de John McLaughlin avec Bill Evans, et bientôt par Hermeto Pascoal. Autant de musiciens qui ont, sur leur tour, cessé de souffler sur les concerts du XXV<sup>e</sup> Festival. Ajoutons à la liste James Brown, son chanteur de prédilection programmé le 24, et nous comprendrons en quoi cette secrète cohérence recrée un vrai contact entre Antibes et son public.

A cette homogénéité de fait, Norbert Gamsolin ajoute cette année des percées vers le reggae (Jimmy Cliff) et une remise à jour de l'esprit d'Antibes qui était en train de se raidir : d'un côté Carla Bley, de l'autre le duo Stanley Clarke-Miroslav Vitous ; Grappelli et Bolling pour la tradition. Egberto Gismonti, Nana et Pascoal pour le Brésil ; Bobby Enriquez enfin et la génération des Olivier Hutan, Antoine

Hervé, précédée par le trio Escudé-Lockwood-Catherine.

Un bon signe : en première partie de Miles Davis, périlleux exercice de programmation, Gamsolin et Jean-Pierre Gonzalez (directeur de la Maison du tourisme) ont placé Bobby McFerrin en solo. Aisé, souriant, parfait, le vocaliste a enchaîné ses petites pièces avec une sorte de grâce et de justesse dans la durée comme dans le propos : comme on danse ! Son évocation saisissante et drôle du son de Miles, dont il lance le nom comme un acrobatisme scat, lui a valu un beau succès.

Peu de problèmes avec les impressionnantes machines de talents que contiennent d'être Weather Report et Mahavishnu une bonne dizaine d'années après leur formation. Brillantes, fortes, puissantes et souvent parfaitement creuses, elles pratiquent une musique à l'estomac, entre l'improvisation époustouflante et la ficelle, entre le trait fulgurant de génie et l'effet bête, avec une parfaite maîtrise du son - même si le volume de sa diffusion est aussi parfaitement exagéré.

Il faut reconnaître que l'investissement - matériel, ordinateurs, synthétiseurs, technologie de pointe ; virtuosité mesurable pour les hommes - est d'un côté comme de l'autre très lourd. De ce seul point de vue, on peut même avancer que, en comparaison avec McFerrin qui se contente d'un bon micro, de la fermeture à glissière de son blouson et d'une bouteille d'eau gazeuse pour les effets spéciaux, le rapport de rentabilité est assez décevant.

Toujours axés sur des personnalités remarquables (Joe Zawinul ou John McLaughlin), les deux groupes phares du jazz-rock dont le second vient de se reformer (Mahavishnu) savent s'entourer de jeunes musiciens éclatants : Mino Cinelu et Bill Evans, ou le bassiste à démonstration Jonas Hellberg. Pour autant, avec cette débâcle de

talent, de matériel, d'invention musicale, de travail de mise en place, de bonheurs d'expression et devant des publics jeunes et fervents, on sent parfois quelque chose comme une fragilité, comme une peur de ne pas réussir, de ne pas rentrer dans les frais où l'on s'est mis aussi bien matériellement que musicalement. La scène devient alors le théâtre un rien complaisant de ses propres signes. On se congratule. On hoche la tête pendant les solos. On fait signe au public qu'on est admiratif. On n'en revient pas d'être si bons.

Il arrive que la musique trouve le moyen de s'y retrouver. Dans une rencontre réjouissante entre Mahavishnu et Chick Corea qui, lui, s'était produit en solo (deux entrées de jeu formidables, une pièce de Bach très applaudie, une panne de courant, la dédicace à l'Andalou Paco de Lucia bizarrement intitulée *Mallorea*, et une *Funny Valentine* avec Mariano Corea) : dans une grille harmonique de Zawinul ; dans un long passage sensible accordé à Mino Cinelu, dans une plainte de Wayne Shorter, dans un chorus de McLaughlin. Mais la plupart du temps, les signes n'ont guère que leur fonction de signes. Pendant ce temps, Miles se promène, à reculons, aux portes du silence, tire la langue à la caméra et revient en souplesse, d'un geste ou d'un accord plaqué avec négligence, vers le son du blues.

Dans ses entretiens, Zawinul se plait à dire qu'avec Weather Report ils ont « en partie inventé le Miles Davis des années 70 ». Il ne précise pas si c'est juste avant d'avoir inventé le fil à couper le beurre, ou juste après. Très tard dans la nuit, un monsieur posait sa collection de Beatles. La plus belle des Beatles, paraît-il. Il s'appelle David Chertock. On pouvait y voir notamment John Coltrane et Eric Dolphy en 1961. dommage que les enfants de la pinède aient été couchés : ça leur aurait intéressé.

F. M.

« De plus en plus bluesy... »

« Ces derniers temps, on parle beaucoup du retour au blues, au timbre du blues, dans votre musique... »

« Le blues n'est qu'un son, vous savez, ce n'est ni un nom ni un mot, ce n'est pas une décadence, c'est juste un son : le son bluesy. Ma musique n'est pas bluesy, de plus en plus bluesy, oui, on peut dire ça, mais elle a toujours sonné ainsi. C'est le son noir de ma musique. Ce qu'il faut ajouter, c'est que le son du blues tend aujourd'hui à se répandre, à devenir universel. C'est le son de l'époque. »

Le mot blues serait-il préférable au mot jazz ? Miles Davis, très fidèle à ses idées et à son personnage, répond brutalement que le mot jazz est une belle invention, une commodité des Blancs. Il pousse sa glose sémantique en termes assez difficiles à rapporter ici. Quand ses mains se sont tendues à la fin du concert, il est allé très ostensiblement chercher une main noire. Mais on sait qu'il disait aussi à qui voulait l'entendre : « Pour moi, un musicien peut être orange ou bleu, je m'en fiche, le tout est qu'il soit le meilleur. »

« Quels sont les grands trompettistes d'aujourd'hui ? (Arrière-pensée très identifiable, provoquer quelques mots sur Wynton Marsalis - Miles vient d'enregistrer avec son frère Branford - ou sur Terence Blanchard. La réponse est assortie d'un rire bref et sec.) »

« Moi ! Il y a beaucoup de bons musiciens, c'est évident, mais peu de musiciens originaux. Et il y a trop de clones. »

« Le travail de base, le travail de fond, c'est le son. Le son, vous comprenez. Le son, c'est votre propre voix, il faut le chercher. »

« Sa voix swingante, murmurée, rauque, définitivement cessée par un éclat de colère alors que les chirurgiens lui avaient prescrit le silence pendant quelques jours (opération bégaye des cordes vocales), est aussi saisissante que celle d'Armstrong. La voix mythique d'un chanteur de blues. Il insiste encore sur le son : »

« La musique doit dire votre caractère, votre personnalité. La son a charge de votre personne. »

« Et les saxophonistes ? (Arrière-pensée un peu épaisse : faire le point avec quelqu'un qui a commencé sa carrière en 1945 avec Charlie Parker et dont les groupes avec John Coltrane restent des monuments de la musique afro-américaine. Miles a joué également avec Sonny Rollins, Cannonball Adderley, Jaki Byard, McLean ou Wayne Shorter.) »

« Aujourd'hui, les saxophonistes jouent des notes originales sans doute, mais ils n'ont pas de son à eux. Ce n'est pas trop difficile de jouer des notes originales. Le son, c'est une autre affaire. Le son, c'est vous. Vous êtes votre propre son. Tenez, écoutez-moi : à la première note vous me reconnaîtrez, non, vous savez que c'est moi. Eh bien, voilà, le son, c'est ça. Il faut travailler son originalité, ses racines. Parfois, quand je m'entends, il me semble que je sonne trop banalement, trop blanc, je reprends : cela demande beaucoup d'effort. »

« Aujourd'hui, les saxophonistes ne cherchent pas de son. Ou ils ne le trouvent pas. Ils copient tous le son de Coltrane. Il y a très peu de son, de son original, dans la musique actuelle. Beaucoup de perfectionnisme, certes, beaucoup de reproduction, mais très peu de son. Le son ne

peut venir que du groupe, il faut énormément travailler. »

« Maintenant, les temps sont à la compétition, à une espèce de rivalité sportive. On va vers la perfection pour faire de l'argent, mais le son n'est pas là. »

Tout en parlant, il dessine des formes voluptueuses, calligraphiques, comme celles qui ornent la pochette de Star People.

« Quelle relation entre le dessin et la musique ? »

« C'est la même chose, la recherche d'une seule couleur. C'est toujours vous. Tout contribue à l'expression de ce que vous êtes. Exactement comme ma tenue en scène. Oui, j'aime être « bien habillé ». Enfin, je ne sais pas trop comment dire - d'une tenue assez recherchée que je commande chez Martin, à New York. Je me sens moi-même, disponible pour jouer plus entièrement. »

« Vous préférez enregistrer ou jouer en public ? »

« Le public est essentiel : il vous renvoie votre présence. On sent d'ailleurs des différences d'énergie entre les différents publics. On joue différemment. Les studios sont bien trop froids. En studio, vous sonnez d'une autre façon, mais les compagnies de disques poussent à cette fabrication qui est plus artificielle, plus malléable. Aujourd'hui, une compagnie peut fabriquer une vedette de toutes pièces, vous le savez bien. Si vous chantez à peine convenablement, cela suffit. Quand vous jouez bien, juste bien, cela peut suffire aussi. Mais la chaleur du public, sentir ce retour en soi de ce qu'on donne, c'est irremplaçable. Je voudrais enregistrer bientôt en public. »

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE.

A 10 km de CAHORS (Quercy)

Hôtel-Restaurant

« Chez NADAL »

46140 GAILLAC

1/2 pers. 210 F pour 2 pers.

Rens. tél. : (051) 30-91-55.

CALME - GASTRONOMIE.

Après d'innombrables recherches, Gerardo découvre l'inscription fatale et décide qu'il finira ses jours ici, après qu'Enrico, sensible aux charmes de Silvia dont il a réussi à calmer le frayeur, apprend d'elle

Week-end cavalant. Le Festival ignore le far niente. On se croise, on se rencontre, on parle, on écoute. Impossible de suivre tout le programme prévu.

Observation clinique et trahison de Dieu

Week-end cavalant. Le Festival ignore le far niente. On se croise, on se rencontre, on parle, on écoute. Impossible de suivre tout le programme prévu.

A 19 h, au Cloître du Palais-Vieux, Hélène Delavault chante dans un *fourreau noir*. Avec ses épaules, sa crinière, son sourire gourmand, elle fait revivre un personnage de « grande cocotte » et le répertoire d'Yvonne Printemps. On attend de la voir dans *La Périchole*. Ensuite, juste le temps de prendre une laine pour les nuits fraîches du Cloître des Carmes et *Edouard II*. La veille, il y a eu « off » : Claude Degliame et le texte fou d'un psychiatre. Puis le « in » de minuit, avec Jérôme Deschamps.

Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles

On aurait eu le temps d'aller à la cour d'honneur pour le concert d'Angel Maimone. Entreprise prévue après la représentation de *Richard III* à deux heures du matin. Mais il a été annulé, le rock fait du bruit. Les deux musiciens ont refusé d'aller faire du bruit plus loin, à sept kilomètres, ils ont eu raison. En tant que directeurs de la maison de la culture de Grenoble, à laquelle appartiennent Angel et Maimone, Georges Lavandant et Jacques Blanc ont tenté de les faire inciter. Lundi, avant le débat traditionnel du Verger, Lavandant a tenu à le dire, simplement, sans vouloir entrer dans une polémique post-soixante-huitarde. Dire que, aussi valables soient les raisons de Bernard Feivre d'Arlier, il aurait dû imposer le concert. Par respect pour des amis, des artistes, un travail. Phénomène d'autocensure d'une part, et d'autre part, de résignation pour cause de fatigue, d'insomnie, de lassitude. Un moment amer qui doit servir de mise en garde.

Rien n'est plus que cette « observation clinique » des symptômes du mal que l'on cause. Claude Degliame parle pour le bourgeois, pour les victimes. Elle est belle, avec un profil d'éphèbe, des épaules libres. Sa voix se renverse dans les graves. Le docteur et les petites filles sont comme les loupes, des bêtes apocalyptiques qui s'entre-dévoient. Claude Degliame sourit, elle se souvient et frissonne, de bonheur ou d'horreur. Elle est si belle et si trouble... Personne d'autre n'aurait pu se permettre de raconter à haute voix, ces choses.

\* Club de bridge, rue de la République, 20 h 30, jusqu'au 4 août.

AVIGNON

Barrai. La mise en scène est de Lluís Pasqual, qui, cette saison a créé *Les mères de Bohème* à l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

Les ogives du cloître renferment un cirque de terre brune entouré de palissades. Les gradins sont disposés autour. Les acteurs portent des chausses de linage brut à effets de rapiéçage, des capotes de couleurs, en coton molletonné, style asiatique. La mise en scène joue sur la barbarie d'hommes frustrés qui se battent avec leurs poings et, sans problème de conscience, régiment leurs conflits par l'effusion physique de leurs adversaires.

La pièce de Marlowe parle d'une époque où l'existence des individus n'avait d'autre valeur que celle donnée par Dieu. Et Dieu suraligne le roi. En choisissant la version de Brecht, Lluís Pasqual choisit de concentrer l'histoire sur le symbole de la couronne. Edouard, malade, vaincu, trahi, torturé refusé désespérément de s'en séparer. Il a cru qu'elle le rendrait invulnérable, qu'elle le mettrait au-dessus des lois humaines, qu'elle protégerait son bonheur païen, son amour pour le beau Gesvont. L'assassinat de son favori est le pire des trahisons, celle de Dieu. Pourtant, Edouard, s'accroche à la couronne, au misérable cercle de cuir qui représente plus que le pouvoir, plus que la vie : qui est lui. Sans la couronne, il n'est plus qu'un tas de chair souffrante.

Même si on ne comprend pas l'espagnol, le mouvement puissant de la mise en scène permet de suivre clairement le chemin de croix du roi qui croyait à la liberté. Les comédiens jouent avec une ampleur très physique, une glorieuse sauvagerie, inhabituelle chez nous. Ils n'ont pas le cold compact des Anglais ; ils rappellent plutôt l'empresse de Vitez, mais sans aucune distance ni sophistication. Ils « y vont » furieusement, galopant à la frontière du grotesque et du lyrique, conduits par Pedro del Rio, Edouard véritablement royal, homme marqué, avide, indomptable. Un héros qui, envers et contre tout, se refuse au malheur.

\* Club de bridge, rue de la République, 20 h 30, jusqu'au 4 août.

Edouard II

Le Centre national d'Espagne est au Cloître des Carmes, avec *Edouard II* de Marlowe, dans la version de Brecht, traduite en espagnol par Jaime Gil de Biedma et Carlos

COLETTE GODARD.

\* Cloître des Carmes, 22 heures, jusqu'au 25.

VAISON-LA-ROMAINE

« L'ILE DÉSÉRTE », de Joseph Haydn

Le sérieux des sentiments

Le sujet de *L'île déserte* (l'île déserte), de Haydn, dont le Festival de Vaison-la-Romaine vient de présenter, pour la première fois en France, une réalisation scénique, ressortit au genre de la pure fiction dramatique, chère au XVIII<sup>e</sup> siècle et dont seuls, de nos jours, les enfants ont gardé le secret lorsqu'ils se donnent entre eux des règles de conduite commençant par ces mots : « On dirait que tu serais... et que je... » ou « On ferait comme si... ». L'intrigue de cette œuvre assez brève ne comporte que sept airs et un final concertant où quatre instruments solistes (violin, violoncelle, flûte et basse) rivalisent de virtuosité avec les chanteurs, mais, curieusement, les récitatifs qui relient les airs sont accompagnés par l'orchestre tout entier, comme dans les opéras de Gluck, et non pas confiés au seul clavecin, selon l'usage de l'opéra buffa. Cette singularité laisse penser que Haydn avait décidé de prendre au sérieux les sentiments des personnages et la morale de la fable, convaincu que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

Un navire apparaît : Gerardo, qui a enfin retrouvé l'île, et son ami, Enrico, mettent pied à terre. A leur vue, Silvia, adolescente maintenant, se demande quelles sont ses créatures qui ne sont ni des hommes, puisque leur visage ne reflète pas cette cruauté dont sa sœur les accuse, ni des femmes puisqu'elles ne portent pas de robe. Elle s'enfuit, troublée par un sentiment inconnu.

Plus varié que celui de Gluck, le récitatif accompagné de Haydn n'est pas aussi intrinsèquement intéressant que celui de Rameau ou de Wagner, et, si on lui doit de fort beaux moments dramatiques, on a parfois l'impression que les airs tendent à venir. Ces derniers sont tous riches d'invention : chacun possède un caractère propre, de la douceur pathétique à la franchise gaie.

La mise en scène de Guy Coustance, vivante à souhait, épouse

Franche galette

assez exactement les péripéties du livret et les nécessités musicales. On peut s'interroger cependant sur l'intérêt de doubler les quatre mouvements de l'ouverture par une pantomime évoquant le départ, la tempête, l'arrivée sur l'île et l'enlèvement de Gerardo, ou sur la fonction dramatique d'un personnage en perruque assis dans un cabinet de travail situé sur le côté de la scène, qui, tout au long du spectacle, cherche à attirer l'attention sans rien faire de bien remarquable et qui procède, à la fin, à une sorte de distribution des prix. Il y a là, sans doute, quelque symbolisme caché ou trop clair pour qu'on s'y arrête longtemps.

La distribution, qui réunissait Diane Loeb (Costanza), Hiroko Kawamichi (Silvia), Georges Gautier (Gerardo) et François Leroux (Enrico), était assez homogène pour faire ressortir la qualité du travail fait en commun, auquel il faut associer naturellement le chef, Cyril Diederich, et son ensemble instrumental. Dans les conditions particulières du plein air, imprévisibles pour de légères défaillances qui s'entendraient à peine dans une salle fermée, il serait injuste d'émettre des jugements de valeur ; on conclura donc en signalant que l'accueil chaleureux du public témoignait assez du plaisir légitime qu'il a pris à la représentation, sans vedette, d'un ouvrage presque inconnu.

GÉRARD CONDÉ.

\* ANNULATION. - La pianiste Magda Tagliaferro a dû renoncer à participer, étant malade, aux festivals de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) et de Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Garonne), où elle sera toutefois remplacée.

**BOFINGER**  
La plus ancienne brasserie de Paris et sa terrasse vous accueillent tout l'été jusqu'à 1 heure du matin, 7, rue de la Bastille. Tél. : 272.87.82.

مكتبة النجاشي







# RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 24 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les Mardis de l'information : le mensage biochimique. Magazine de la rédaction de TF1. Actuellement, aux États-Unis, on utilise des programmes de fabrication intensive et de modernisation des armes chimiques. Le reportage de Julien Galeotti, Jacques Kaprielian et Ricardo Fraile montre les menaces qui existent déjà en 1983. Une rediffusion.

21 h 30 Série documentaire : Dialogue avec le sacré. Réal. St. Kirc. La société des masques. Les peuples basculent la plus importante église au monde de la Côte d'Ivoire. La statue du baobab fait partie des chefs-d'œuvre de l'art africain. Une approche de la vision du monde et de l'homme qui préside à la relation de la femme et de l'homme (les Baoulés considèrent que chaque homme et chaque femme sur terre possède un esprit de sexe opposé dans l'au-delà qui a droit de priorité sur l'époux).

22 h 00 Journal.

22 h 15 Cinéma : le Chef d'orchestre. Film polonais d'A. Wajda (1979), avec J. Gielgud, K. Janda, A. Seweryn, T. Cieslowski, J. Frykowski, J. Gajda (v.o. sous-titré).

Un vieux chef d'orchestre de renommée mondiale revient, après cinquante ans d'absence, dans sa ville natale de Pologne. Il doit diriger une formation locale dont le jeune chef prend ombrage de ses méthodes, et de son entité pour sa femme. Drame psychologique traversé par le romantisme du monde musical. Choc des caractères, des sentiments, des problèmes individuels, l'indépendance d'un vieil homme (John Gielgud, dans une composition superbe) se posant, soudain, des questions sur la vie, la gloire, la mort.

23 h 55 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : les Tricheurs. Film français de Marcel Carné (1958), avec P. Petit, A. Parisy, J. Charrier, L. Terzi, R. Lesaffre, D. Saval, A. Mathis, J.-P. Belmondo (N. Rediffusion).

Un étudiant est enrôlé, par un bohème de Saint-Germain-des-Près, dans un monde de jeunes gens vivant avec un cynisme qu'ils croient être la liberté. Il s'prend d'une fille en rupture de famille. Cette étude de mœurs où Carné reprend des thèmes qui lui sont chers, tel l'amour et le destin social, fut considérée comme la chronique d'un monde (les surbois, cocheries), non sans quelque scandale. On y remarque des débutants, dont certains deviendront des vedettes.

22 h 35 Documentaire : les Artistes contemporains. Villard peindre. Réal. P.-A. Boutang et Y. Michaud.

Chef de file de cette génération de peintres abstraits

qui a commencé à se manifester à la fin des années 60 autour du mouvement supports-surfaces - dont l'existence fut brève, - mais qui marque par sa réflexion collective sur les matériaux constitutifs de la peinture : ses supports, ses outils, ses couleurs et ses pigments.

23 h 00 Journal.

23 h 20 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La Dernière Séance. Émission d'Éddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Actuelle Gaumont (1952) ; Tex Avery ; présentation du film par Gérard Jourd'hui ; à 22 h 30 Tex Avery ; réclames de l'époque ; attraction et présentation du deuxième film.

20 h 50 Premier film : Ivanhoe. Film américain de Richard Thorpe (1952), avec R. Taylor, E. Taylor, J. Fontaine, G. Sanders, R. Williams, R. Douglas, F. Carré.

Un chevalier se bat contre le prince Jean, usurpateur, en Angleterre, du trône de son frère, Richard Cœur de Lion, retenu prisonnier en Autriche. Adaptation d'un roman de Walter Scott, rappelant par certains côtés les aventures de Robin des Bois. Film d'aventure, réalisé par son panache, son rythme, ses images et l'interprétation de ses stars.

22 h 55 Journal.

23 h 15 Deuxième film : l'Homme au fusil. Film américain de Richard Wilson (1955), avec R. Mitchell, J. Sterling, J. Barry, E. Sharp, H. Hall (v.o. sous-titré).

Un homme, qui s'est fait redresseur de torts, retrouve sa femme, jadis abandonnée, patronne de saloon, dans une boueille servie par un fermier et sa bande. Il entreprend de rétablir l'ordre. Curieux western psychologique où un conflit individuel s'entrelace à une action violente. Une comédie.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues : Les origines de la vie, avec Antoine Dauchin et Philippe Maréchal.

21 h 45 Lectures : Francis Jammes.

21 h 50 Musique : Les tournois du royaume de la musique (avec F. Delle Valle).

22 h 30 Nuits magiques : Palerme entre parenthèses ; le vers d'été.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 00 Musique à danser : œuvres de Copernic, Gottschalk, de Falla, Vivaldi, Chabrier, Liszt.

21 h 30 Concert (en direct du théâtre de l'Archipel) : le Barreau de Séville, de Rossini, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les choristes du Festival d'Aix, dir. G.L. Gelmetti, sol. L. Valentin-Terrail, R. Gambill, J. Bessis.

Mercredi 25 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.

11 h 55 Quatre ans de défilé.

12 h 00 Bonjour, bon après-midi.

12 h 30 Cocktail maison.

13 h 00 Journal.

13 h 35 Série : La Conquête de l'Inconnu.

14 h 40 Monty-Carlo Show.

15 h 00 Croque-vaccances.

15 h 05 Dessin animé : Woody Woodpecker.

16 h 06 Votre auto a cent ans.

16 h 20 La merveilleuse histoire des Jeux olympiques.

Les Jeux terribles. Ceux de Berlin en 1936. C'est le temps des nazis, temps du colonialisme, à commencer par le stade qui filait à l'effondrement.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Cas chers disparus : Farnham.

19 h 53 Tirage du Téo-o-tao.

20 h 00 Journal.

20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Série : Un film.

21 h 25 Nuit d'été de l'INA. Vidéo flashs de M. Jaffreton et P. Bousquet.

Des espaces médiatiques où petits tableaux vidéo-humoristiques ou poétiques accompagnent cette longue nuit de l'INA.

21 h 30 Brèves de H. Herra.

Une collection de sujets insolites.

21 h 45 Cubies les dix ans qui viennent de Vincent Blanchet. Avec E. Blanchet, P. Khayati.

Une petite fille de quatre ans est confiée par sa mère, qui part travailler en Afrique, à son amie Juju. Rhythmé par une musique rock, ce film de fiction utilise les techniques du tournage en direct.

23 h 15 Stations de Bob Wilson.

Suite du feuilleton vidéo imaginé et réalisé par le metteur en scène américain. A ne pas manquer.

23 h 20 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 00 Journal.

12 h 10 Série : Les Glorieux-trotteurs.

13 h 30 Chef-d'œuvre du muet.

Le Tueur larmoyant, de H. Edwards (1925).

14 h 55 Journal.

15 h 35 Série : Des agents très spéciaux.

16 h 20 Sport : catch à deux, à Samoa.

16 h 25 Sports d'été.

Golf (en direct de Saint-Andrews pour l'Open de Grande-Bretagne).

18 h 00 Récré 2.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h 00 Journal.

20 h 35 Téléfilm : La Rançon.

De J.-P. Joubert, réal. Y. Berlier, avec Karin Raps, Patrick Norbert, Jean-Pierre Malo.

Un jeune loubar, à la recherche d'un « gros coup », séquestre une jeune femme handicapée et riche. Dans le huis clos d'un affrontement sans concession, la conscience d'une même détresse va rapprocher ces deux êtres qui tout oppose pour tout. Un sujet scabreux traité sans complaisance. Un téléfilm inégal qui a le mérite de ne pas tomber dans la simplification. On regrettera cependant des dialogues un peu stéréotypés dans la première partie et le jeu mal assuré de Karin Raps.

22 h 10 Série : Cent ans d'automobile.

De l'antique au turbo. N° 3 : de la manivelle à l'électronique. Série proposée par J. Bardin, D. Dubarry et F. Mazet, réal. P. Dussan, J. Équer, F. Mazet.

Une série qui montre les grandes étapes de l'automobile, de cette satanée manivelle qui cessait les poignets à l'électronique qui s'insinue discrètement. Les grands inventeurs, les industriels, une époque un peu vite montrée mais très agréable à regarder en vacances.

22 h 40 Sport : catch à deux, à Samoa.

1° combat : Manbo le primitif contre Patrick Lopez ; 2° combat : Marquis Edouard Fumole de la Raisonnette contre Gerald Malpard.

23 h 05 Journal.

23 h 25 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 03 Jeu littéraire : les mots en tison.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Les Eur opéennes.

6 000 participants pour un rassemblement de la culture populaire : chanteurs sardes, Soudanais violonistes...

19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

20 h 05 Les jeux.

20 h 35 US Festival 83 : Hard rock.

C'est à San Bernardino (Californie) devenu pendant quatre jours la capitale de la musique avec le deuxième « US Festival » 1983. C'est par la précurseur de l'ordinateur familial et l'un des fondateurs de « Apple Computers » : Stephen Wozniak. On n'a pas léché sur les moyens : scène immense, écran géant, sons de 400 000 watts et système d'arrosage pour rafraîchir les spectateurs (l'été, il y a trop de chaleur).

Plus ou moins « hard » le rock de ces groupes qui se succèdent sous le feu des projecteurs avec une mise en scène hyper-solignée. Si cet événement n'est pas encore aussi populaire que l'a été le Festival de Woodstock, il est en revanche de la dernière. Une liaison par satellite a permis au public moscovite de suivre ce concert de San Bernardino. Au public français d'en juger aujourd'hui.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Cinéma : l'invitation au voyage.

Film français de P. Del Monte (1982), avec L. Malet, A. Clément, M. Adoni, N. Scott, R. Basile, R. Renaud.

Un jeune homme, après de sa sœur jumelle, chanteuse de rock, qui vient de mourir, emporte le cadavre de celle-ci dans l'état de sa conscience et part en voiture pour un voyage qu'il veut faire exténué. Erreur poétique et morbide, personnages étranges surgis sur la route, transfert progressif de personnalité. Splendides images créent une atmosphère semi-fantastique. Laurent Malet dans un rôle étonnant.

23 h 15 Prêt-à-porter à la nuit.

Quatre modèles de Don Quichotte, de J. Ibert, interprétés par Roger Sayer.

## FRANCE-CULTURE

20 h 00 Éléments d'histoire locale.

20 h 30 Les chemins de la connaissance : Poésie dans la Résistance ; Écologie profonde.

21 h 00 Échec au basket.

21 h 30 Recherches et pensée contemporaines : Les problèmes de la science et sa représentation culturelle.

21 h 50 Le livre, ouverture sur la vie : « Chapeaux illustres » de Michel Comen et « La Danse du Cocoon » d'Aldous Huxley.

22 h 00 Musique : Opéra et politique (l'Éclat rouge) [et à 16 h 30].

22 h 05 Agorà.

22 h 10 Fantômes.

22 h 15 Restaurant : magazine musical.

22 h 20 Dramatique : « La Chanson du Sud-Ouest », de M.-E. Wilking ; adapt. E. Loria. Avec L. Delamar, C. Gensac, M. Barbotin.

22 h 30 En remontrant le Saint-Laurent : la poésie québécoise aujourd'hui.

23 h 00 Le cri de l'homme.

23 h 10 L'école des parents et des éducateurs : l'enfant et les mystères de la vie.

23 h 20 Bonnes nouvelles, bonnes conditions : « La Tombe sans fond » et « L'Épave du feu », d'André Fier, les par Danièle Leclerc.

23 h 25 Jazz à l'ancienne.

23 h 30 Perspectives acoustiques : sociologie de la connaissance.

24 h 00 Les enjeux internationaux.

24 h 30 Musique : Opéra et politique.

24 h 35 Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 00 Les nuits de France-Musique.

21 h 00 Actualité du disque compact.

21 h 30 Méditerranée : musiques populaires, musiques savantes.

22 h 00 Concert (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : œuvres de Gounod, Schubert, Brahms, Poulenc, Debussy, Chostakovich, par M. Etcheverry, mezzo-soprano, M. Quillevér, ténor, M.-C. Arbanet, piano.

23 h 00 Le jazz au Sud.

23 h 10 Concert de jazz : Flamenco ; œuvres de Webern, Brahms, Debussy, Liszt, Berg, Bach, Mozart, Dutilleul, Dufort.

23 h 20 L'imprévu.

23 h 30 Une heure avec... l'Excellence Rameau (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : œuvres de Bach.

24 h 00 Musique à danser : œuvres de Bartók, Debussy, Bach.

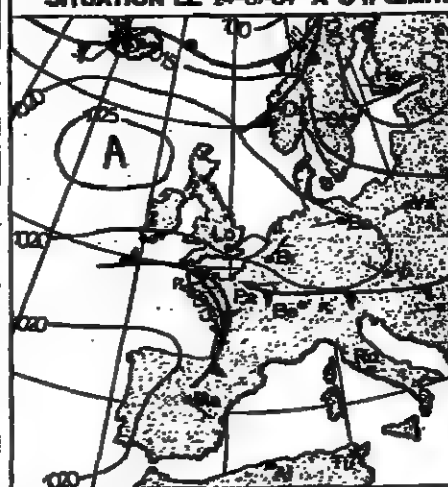
24 h 30 Concert (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : Sérénade n° 6 en ré majeur. Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur. Symphonie n° 41 en ut majeur de Mozart par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. J.E. Gardiner, sol. M.J. Pires, piano.

24 h 35 Les soixantes de France-Musique : Jazz club (en direct du Hot Brass).

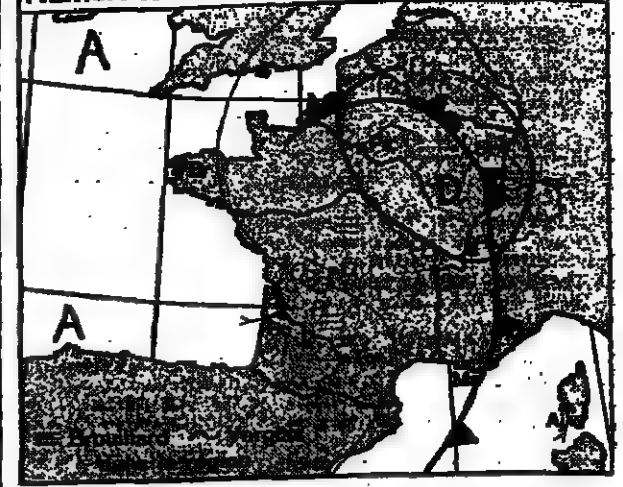
# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-07-84 A 0 H GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 25-07-84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 24 juillet à 0 h et le samedi 25 juillet à 24 heures.

La perturbation orageuse poussée par des vents de sud-ouest qui a envahie une grande partie de la France au cours de la nuit de lundi à mardi subsiste encore mercredi sur nos régions de Nord et de l'Est.

Mercredi matin, du nord de la Seine aux Vosges, au Jura et aux Alpes, le temps sera lourd avec des averses orageuses. Cette menace orageuse va décliner au cours de la matinée avec retour d'éclaircies à la mi-journée. Au nord de l'après-midi et en soirée, des foyers orageux se développeront de nouveau sur le relief des Vosges, du Jura et des Alpes.

Sur les régions méditerranéennes, il fera beau malgré quelques passages nuageux.

Partout ailleurs, il fera gris et humide en début de journée. Avec rapidement, ces formations de nuages bas vont se dissiper et le temps deviendra ensoleillé.

Dans l'ensemble, les températures nocturnes seront clémentes, de 15 à 20 degrés. Les températures maximales seront voisines de 20 à 22 degrés près de la Manche, 23 à 25 degrés sur l'Ouest et le Nord, 25 à 28 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



Granville-St-M-H, 36 et 19; Granville-St-Germain, 35 et 18; Lille, 26 et 11; Lyon, 35 et 17; Marseille-Marseille, 30 et 21; Nancy, 25 et 12; Nantes, 33 et 19; Nice-Côte d'Azur, 26 et 22; Paris-Montsouris, 29 et 18; Paris-Orly, 28 et 18; Pau, 36 et 18; Perpignan, 28 et 20; Rennes, 32 et 17; Strasbourg, 24 et 11; Toulon, 33 et 17; Toulouse, 37 et 19; Vannes-Morlaix, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21; Amsterdam, 20 et 8; Athènes, 32 et 21; Berlin, 18 et 11; Bonn, 22 et 9; Bruxelles, 23 et 12; Casablanca, 32 et 25; Copenhague, 20 et 10; Dakar, 30 et 23; Djibouti, 32 et 19; Genève, 35 et 16; Istanbul, 28 et 18; Jérusalem, 28 et 17; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 27 et 13; Luxembourg, 23 et 15; Madrid, 40 et 19; Moscou, 21 et 12; Nairobi, 22 et 13; New-York, 30 et 24; Palma-de-Majorque, 30 et 17; Rio-de-Janeiro, 21 et 18; Rome, 29 et 20; Stockholm, 17 et 11; Toulon, 41 et 26; Tunis, 37 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## VIE ASSOCIATIVE

### EN BREF

#### POUR NE PAS PERDRE LE NOYAU.

L'Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADNSEA) propose un guide des initiatives et des ressources du Nord-Pas-de-Calais recensant des expériences variées effectuées dans divers domaines : vie culturelle, tourisme, loisirs, hébergement et entraide, enfance, enseignement, personnes âgées, handicapées, travail et emploi, formation et communication, justice, santé, vie collective et environnement, énergies et technologies nouvelles. Ce guide donne en outre l'adresse des milieux.

★ ADNSEA, 27, rue Faidherbe 59600 Lille. Tél. : (20) 06-80-11. 430 pages, 35 F.

#### LE RÉPERTOIRE DES ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS AFRICAINS.

L'Association des universitaires partiellement ou entièrement de langue française (AUFELF) publie un répertoire des enseignants et chercheurs africains AUFELF 1984. Neuf cents enseignants et chercheurs des universités africaines de l'AUFELF y sont présentés, dans toutes les disciplines. Pour chacun sont mentionnés divers renseignements d'état civil, les diplômes et enseignements assurés et les recherches en cours. La mise à jour annuelle est prévue.

★ Bureau européen de l'AUFELF, 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-96-38. Prix : 100 F.

#### LA FUMÉE VOUS DÉRANGE-T-ELLE ?

La Ligue contre la fumée du tabac en public (LCTFP) est une association de défense, protection et entraide de non-fumeurs en France qui n'accepte pas d'être contrainte à demeurer des fumeurs passifs. Elle n'admet pas que « le tiers fumeur de la population se considère partout en pays conquis et impose sa fumée aux deux autres tiers ». Pourquoi, estime-t-elle, les non-fumeurs devraient-ils assumer, par solidarité, le coût de la répression et de la surveillance des malades tabagiques ?

★ LCTFP, 14, rue de Paris-Belleville, 69004 Colmar.

## Les ressources de Buëch

Souvent agitée et rarement concrétisée, l'idée d'un Centre de ressources multiservices est devenue réalité sur un terrain où l'on ne l'attendait peut-être pas : à Veynes (Hautes-Alpes), trois mille deux cents habitants. Le Centre de ressources de la vallée du Buëch fonctionne depuis juin 1983 et le bilan de la première année est plus que prometteur. Mais ?

Sur le plan administratif, le Centre de ressources est une association loi 1901, fondée par des représentants des collectivités locales et des associations de Buëch (MJC, radio locale, troupes théâtrales, comités des fêtes, associations familiales, sportives, etc.), soit à ce jour plus d'une centaine d'adhérents. Le Centre de ressources dispose de locaux indépendants dans la commune de Veynes, de deux animateurs permanents, et il fonctionne outre les ressources propres, grâce aux subventions de l'État, de la région et de la commune.

Dans la pratique, le Centre de ressources a pour objectif de fournir à ses adhérents une gamme de services qui dépassent en principe leurs moyens individuels, comme l'explique M. Daniel Chevalier, député, maire de Veynes, et président du Centre de ressources. « Cet équipement est né d'un double constat : d'abord la carence grave de notre vallée en équipements culturels ; ensuite le peu de moyens personnels pour une information sur la vie locale ». Ainsi, le centre dispose d'un important parc de matériels en sonorisation, éclairage, vidéo et cinéma, matériels d'exposition ou de spectacles, etc., qu'il prête à ses adhérents à des tarifs très avantageux. Ce dispositif est complété par un atelier d'entretien géré par un technicien de maintenance et un assistant en techniques audiovisuelles.

Puis, fidèle à sa vocation multiservices, le centre propose un système dit « d'appui technique » : les associations peuvent y faire dactylographier et reprographier leurs documents, se faire conseiller dans l'établissement d'un dossier de subvention,

demandant l'assistance de techniciens pour l'organisation de manifestations de loisirs ou culturelles. Par la mise en commun des moyens, le Centre de ressources est pour ses promoteurs une arme de choc dans la bataille contre la désertification engagée dans les pays du Buëch.

Sans assurances

C'est aussi dans cette perspective qu'il a été réalisé la « Télé-Gazette », une expérience unique en son genre dans le réseau associatif : la « Télé-Gazette » est un magazine vidéo mensuel de vingt minutes, véritable journal télévisé local d'informations et de services qui traite des sujets avec un souci de qualité dans la réalisation et la sélection des sujets, même si les moyens mis en œuvre sont modestes.

Une fois réalisée et montée, la « Télé-Gazette » est diffusée dans toutes les communes de la vallée qui disposent des équipements nécessaires à une séance de projection publique.

Tout va donc pour le mieux, et l'on serait tenté de quitter les habitants du Buëch en leur souhaitant bonne continuation. L'avenir inquiète pourtant les acteurs de cette initiative originale et courageuse : jusqu'ici, le Centre de ressources vit de subventions et d'indus au coup par coup et aucune assurance n'a pu être donnée sur la survie du centre à moyen terme. « L'État a souhaité encourager la mise en place de nouveaux services publics créateurs d'emplois et moteurs de la vie locale, sociale et culturelle », explique l'un des auteurs du projet. « Ici, nous n'en sommes pas restés aux grands discours et nous avons pris le risque de concrétiser ce souhait. Nous entendons maintenant que les partenaires publics (État, région, départements) s'engagent conventionnellement à donner les moyens financiers que l'auto-financement ne pourra apporter. » De quoi, en somme, assurer le moral des troupes.

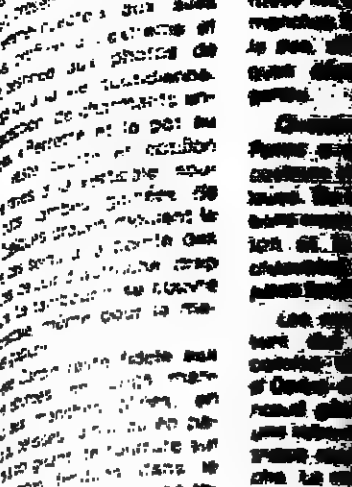
FRANÇOIS ROLLIN.

★ Centre de ressources, 85400 Veynes, tél. : (92) 97.24.02.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-07-84 A 0 H GMT.



Évolution probable du temps en France entre le samedi 24 juillet à 0 h et le samedi 25 juillet à 24 heures.

La perturbation orageuse poussée par des vents de sud-ouest qui a envahie une grande partie de la France au cours de la nuit de lundi à mardi subsiste encore mercredi sur nos régions de Nord et de l'Est.

Mercredi matin, du nord de la Seine aux Vosges, au Jura et aux Alpes, le temps sera lourd avec des averses orageuses. Cette menace orageuse va décliner au cours de la matinée avec retour d'éclaircies à la mi-journée. Au nord de l'après-midi et en soirée, des foyers orageux se développeront de nouveau sur le relief des Vosges, du Jura et des Alpes.

Sur les régions méditerranéennes, il fera beau malgré quelques passages nuageux.

Partout ailleurs, il fera gris et humide en début de journée. Avec rapidement, ces formations de nuages bas vont se dissiper et le temps deviendra ensoleillé.

Dans l'ensemble, les températures nocturnes seront clémentes, de 15 à 20 degrés. Les températures maximales seront voisines de 20 à 22 degrés près de la Manche, 23 à 25 degrés sur l'Ouest et le Nord, 25 à 28 degrés ailleurs.

## FRANCE-CULTURE

20 h 00 Éléments d'histoire locale.

20 h 30 Les chemins de la connaissance : Poésie dans la Résistance ; Écologie profonde.

21 h 00 Échec au basket.

21 h 30 Recherches et pensée contemporaines : Les problèmes de la science et sa représentation culturelle.

21 h 50 Le livre, ouverture sur la vie : « Chapeaux illustres » de Michel Comen et « La Danse du Cocoon » d'Aldous Huxley.

22 h 00 Musique : Opéra et politique (l'Éclat rouge) [et à 16 h 30].

22 h 05 Agorà.

22 h 10 Fantômes.

22 h 15 Restaurant : magazine musical.

22 h 20 Dramatique : « La Chanson du Sud-Ouest », de M.-E. Wilking ; adapt. E. Loria. Avec L. Delamar, C. Gensac, M. Barbotin.

22 h 30 En remontrant le Saint-Laurent : la poésie québécoise aujourd'hui.

23 h 00 Le cri de l'homme.

23 h 10 L'école des parents et des éducateurs : l'enfant et les mystères de la vie.

23 h 20 Bonnes nouvelles, bonnes conditions : « La Tombe sans fond » et « L'Épave du feu », d'André Fier, les par Danièle Leclerc.

23 h 25 Jazz à l'ancienne.

23 h 30 Perspectives acoustiques : sociologie de la connaissance.

24 h 00 Les enjeux internationaux.

24 h 30 Musique : Opéra et politique.

24 h 35 Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 00 Les nuits de France-Musique.

21 h 00 Actualité du disque compact.

21 h 30 Méditerranée : musiques populaires, musiques savantes.

22 h 00 Concert (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : œuvres de Gounod, Schubert, Brahms, Poulenc, Debussy, Chostakovich, par M. Etcheverry, mezzo-soprano, M. Quillevér, ténor, M.-C. Arbanet, piano.

23 h 00 Le jazz au Sud.

23 h 10 Concert de jazz : Flamenco ; œuvres de Webern, Brahms, Debussy, Liszt, Berg, Bach, Mozart, Dutilleul, Dufort.

23 h 20 L'imprévu.

23 h 30 Une heure avec... l'Excellence Rameau (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : œuvres de Bach.

24 h 00 Musique à danser : œuvres de Bartók, Debussy, Bach.

24 h 30 Concert (en direct du théâtre de Saint-Sauveur) : Sérénade n° 6 en ré majeur. Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur. Symphonie n° 41 en ut majeur de Mozart par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. J.E. Gardiner, sol. M.J. Pires, piano.

24 h 35 Les soixantes de France-Musique : Jazz club (en direct du Hot Brass).

## VIE ASSOCIATIVE

### EN BREF

#### POUR NE PAS PERDRE LE NOYAU.

L'Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADNSEA) propose un guide des initiatives et des ressources du Nord-Pas-de-Calais recensant des expériences variées effectuées dans divers domaines : vie culturelle, tourisme, loisirs, hébergement et entraide, enfance, enseignement, personnes âgées, handicapées, travail et emploi, formation et communication, justice, santé, vie collective et environnement, énergies et technologies nouvelles. Ce guide donne en outre l'adresse des milieux.

★ ADNSEA, 27, rue Faidherbe 59600 Lille. Tél. : (20) 06-80-11. 430 pages, 35 F.

#### LE RÉPERTOIRE DES ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS AFRICAINS.

L'Association des universitaires partiellement ou entièrement de langue française (AUFELF) publie un répertoire des enseignants et chercheurs africains AUFELF 1984. Neuf cents enseignants et chercheurs des universités africaines de l'AUFELF y sont présentés, dans toutes les disciplines. Pour chacun sont mentionnés divers renseignements d'état civil, les diplômes et enseignements assurés et les recherches en cours. La mise à jour annuelle est prévue.

★ Bureau européen de l'AUFELF, 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 222-96-38. Prix : 100 F.

#### LA FUMÉE VOUS DÉRANGE-T-ELLE ?

La Ligue contre la fumée du tabac en public (LCTFP) est une association de défense, protection et entraide de non-fumeurs en France qui n'accepte pas d'être contrainte à demeurer des fumeurs passifs. Elle n'admet pas que « le tiers fumeur de la population se considère partout en pays conquis et impose sa fumée aux deux autres tiers ». Pourquoi, estime-t-elle, les non-fumeurs devraient-ils assumer, par solidarité, le coût de la répression et de la surveillance des malades tabagiques ?

★ LCTFP, 14, rue de Paris-Belleville, 69004 Colmar.

## Les ressources de Buëch

Souvent agitée et rarement concrétisée, l'idée d'un Centre de ressources multiservices est devenue réalité sur un terrain où l'on ne l'attendait peut-être pas : à Veynes (Hautes-Alpes), trois mille deux cents habitants. Le Centre de ressources de la vallée du Buëch fonctionne depuis juin 1983 et le bilan de la première année est plus que prometteur. Mais ?

Sur le plan administratif, le Centre de ressources est une association loi 1901, fondée par des représentants des collectivités locales et des associations de Buëch (MJC, radio locale, troupes théâtrales, comités des fêtes, associations familiales, sportives, etc.), soit à ce jour plus d'une centaine d'adhérents. Le Centre de ressources dispose de locaux indépendants dans la commune de Veynes, de deux animateurs permanents, et il fonctionne outre les ressources propres, grâce aux subventions de l'État, de la région et de la commune.

Dans la pratique, le Centre de ressources a pour objectif de fournir à ses adhérents une gamme de services qui dépassent en principe leurs moyens individuels, comme l'explique M. Daniel Chevalier, député, maire de Veynes, et président du Centre de ressources. « Cet équipement est né d'un double constat : d'abord la carence grave de notre vallée en équipements culturels ; ensuite le peu de moyens personnels pour une information sur la vie locale ». Ainsi, le centre dispose d'un important parc de matériels en sonorisation, éclairage, vidéo et cinéma, matériels d'exposition ou de spectacles, etc., qu'il prête à ses adhérents à des tarifs très avantageux. Ce dispositif est complété par un atelier d'entretien géré par un technicien de maintenance et un assistant en techniques audiovisuelles.

Puis, fidèle à sa vocation multiservices, le centre propose un système dit « d'appui technique » : les associations peuvent y faire dactylographier et reprographier leurs documents, se faire conseiller dans l'établissement d'un dossier de subvention,

demandant l'assistance de techniciens pour l'organisation de manifestations de loisirs ou culturelles. Par la mise en commun des moyens, le Centre de ressources est pour ses promoteurs une arme de choc dans la bataille contre la désertification engagée dans les pays du Buëch.

Sans assurances

C'est aussi dans cette perspective qu'il a été réalisé la « Télé-Gazette », une expérience unique en son genre dans le réseau associatif : la « Télé-Gazette » est un magazine vidéo mensuel de vingt minutes, véritable journal télévisé local d'informations et de services qui traite des sujets avec un souci de qualité dans la réalisation et la sélection des sujets, même si les moyens mis en œuvre sont modestes.

Une fois réalisée et montée, la « Télé-Gazette » est diffusée dans toutes les communes de la vallée qui disposent des équipements nécessaires à une séance de projection publique.

Tout va donc pour le mieux, et l'on serait tenté de quitter les habitants du Buëch en leur souhaitant bonne continuation. L'avenir inquiète pourtant les acteurs de cette initiative originale et courageuse : jusqu'ici, le Centre de ressources vit de subventions et d'indus au coup par coup et aucune assurance n'a pu être donnée sur la survie du centre à moyen terme. « L'État a souhaité encourager la mise en place de nouveaux services publics créateurs d'emplois et moteurs de la vie locale, sociale et culturelle », explique l'un des auteurs du projet. « Ici, nous n'en sommes pas restés aux grands discours et nous avons pris le risque de concrétiser ce souhait. Nous entendons maintenant que les partenaires publics (État, région, départements) s'engagent conventionnellement à donner les moyens financiers que l'auto-financement ne pourra apporter. » De quoi, en somme, assurer le moral des troupes.

FRANÇOIS ROLLIN.

★ Centre de ressources, 85400 Veynes, tél. : (92) 97.24.02.



MODE

CINQ JOURS EN HAUTE COUTURE

Un hiver pour silhouettes étirées

Erick Mortensen, chez Pierre Balmain, présente une silhouette de « femme-insecte » aux ailes repliées, profilée à l'extrême et plutôt destinée aux photos de prestige qu'à la vie quotidienne. Une exception, de charmants ensembles, « Perrette et le pot au lait » : veste courte et corset simple rayé à la verticale, souliers plats, jambes gainées de noir. Quelques drapés moulent le corps, des seins à la pointe des hanches, de cuir d'autruche, drap ou soie. Le tambourin se couvre à l'orientale, même pour la mariée en gupure.

Pierre Cardin reste fidèle aux lignes épurées, en longs manteaux aux manches plissées, en drap ou pelisses, ainsi qu'en paletots à col géant de fourrure sur jupes droites fendues dans le dos. Des « queues-de-pie » se retrouvent pour le jour en tweed sur jupes en contraste et pour le soir en reversantes soies vives à décolletés plongeants, nouées à la taille en saphir, émeraude, jonquille ou rubis. D'amusants cabas peillés argent ressortent parmi les accessoires, ainsi que des baudriers de perles grosses comme des mirabelles.

Jean-Louis Scherrer, dans une collection « nuit du séail », reflète les volumes d'aujourd'hui. De grandes houppelandes et des capes couvrant de beaux tailleurs en tissus contrariés que réchauffent de superbes renards de Sibirie, teinte naturelle, moelleux à souhait. Du noir et blanc, rouge vif, violet et de la flanelle grise composent des ensembles de jour coiffés de grandes feutres noirs mi-western, mi-romantiques. Les tenues de bal vénitien coupent le souffle par la pureté de leurs drapés asymétriques ou réguliers, en ensembles à saroual, en lamé or imprimé cachemire, à tère et masque en face à main, au corsage perlé ou brodé sur une sultane de rêve. Le tout est magnétique.

Marc Bohan chez Christian Dior ne résout pas le hiatus entre la « femme-objet » et les contraintes du quotidien. Certes, il fait de superbes manteaux et paletots, joue d'une palette riche à base de roses, rouges, verts et bleus vifs, en superposition avec le noir. Les vêtements de dessus sont confortablement surtailés, fermés d'un gros bouton à la taille. Mais ils s'ouvrent sur des robes et des ensembles si serrés

qu'on peut à peine monter dans sa Rolls sans marchepied... Les robes du soir très décolletées à manches longues, froncées dans le dos, alternent avec des tuniques découvrant largement le genou.

Christian Lacroix chez Jean Patou a choisi une palette de couleurs estivales en laine moutonnée. De charmantes superpositions marient le carmin, le vermillon et le velours vineux en chasubles, en drapés et bouts de jupes fendues au mollet.

Les modèles du soir permettant des entrées remarquées, comme ce super imperméable d'Opéra de taffetas mordoré, à nœud géant de velours noir sur une robe-maillot de satin asymétrique ornée de plumes d'autruche. La mariée, grand siècle, reprend la tradition du rouge en laqué or.

NATHALIE MONT-SERVAN.



JEAN-LOUIS SCHERRER : longues houppelandes en quadrille moelleux, tabac et noir, sur une veste à dessin plus petit et robe inspirée de soie cachemire, ornée d'une grande écharpe de renard de Sibirie, coiffée d'un feutre romantique noir.

Histoire d'Amour par komk

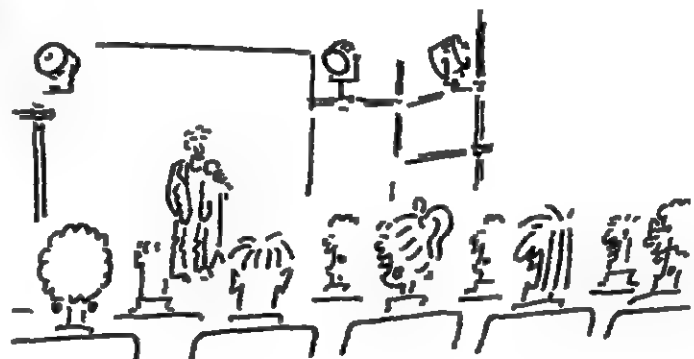
J'AUROIS VOULU QU'ELLE M'AIME "POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE"

ELLE AVAIT AIMÉ LE GRATIN DE LANGDOUSTIAGES...

LES CÔTELETTES AUX PETITS LÉGUMES



LE PLATEAU DE FROMAGES



LES PROFITEROLES



LE CHAMPAGNE



ELLE EST PARTIE AU MOMENT DE LA VAISSELLE.



(A suivre.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 JUILLET

« Saint-Paul », 15 heures, 199, rue Saint-Antoine, M° Saint-Germain.

« Paris au Siècle des Lumières : le Panthéon », 15 heures, M° Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Arts et curiosités de Paris).

« Fondation Le Corbusier », 14 h 30, 10, square du Docteur-Blanche (L'art pour tous).

« Hôtels et curiosités du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Connaissances d'ici et d'ailleurs).

« Autour du Palais-Royal », 15 heures, 1, rue de Richelieu (B. Czorny).

« L'hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Anne Ferrand).

« Les impressionnistes », 15 heures, entrée du Musée du Jeu de paume (P. Y. Jaslet).

« Le siège du comité central du Parti communiste », 15 heures, métro Colonel-Fabien (M° Lanier).

« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autréfais).

« La Butte aux Cailloux », 15 heures, place Paul-Verlaine (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 23 et mardi 24 juillet :

DES DECRETS

● Modifiant le livre des procédures fiscales.

● Relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmer.

● Modifiant le décret du 23 septembre 1959 portant statut de la Régie autonome des transports parisiens.

● Portant publication de l'amendement à la convention du 9 avril 1965 visant à faciliter le trafic maritime international, adopté à Londres le 19 novembre 1973.

● Modifiant certaines dispositions du code de service national.

● Modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux conseils départementaux de l'habitat.

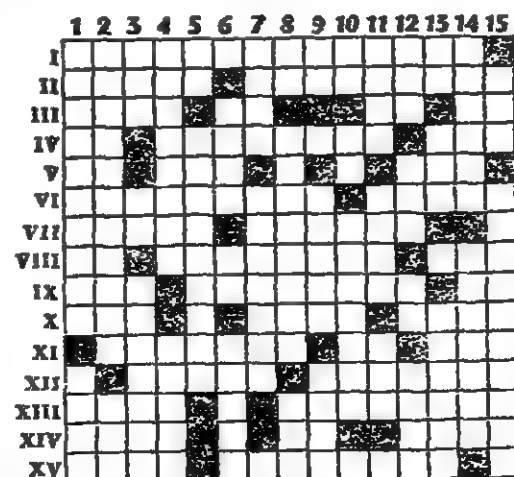
● Relatif au prêt conventionné pour les travaux d'agrandissement de logements existants.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3760

HORIZONTALEMENT

I. Ils aiment bien avoir le dernier mot. — II. Tache verte sur fond noir. Empêchent de claquer des dents. — III. Ce n'est pas là que ça tape le plus. Pronom. A. Laisse le ventre plat. Pronom. — IV. Laisse Émilie de côté... Ont rendu célèbre un fumeur de pipe. La couronne lui est préférable. — V. Du côté de Dieppe. Il pousse comme un champignon. Perdue à la fin. — VI. Une bise lui fait tourner la tête. Il a fait un tube bien avant la naissance du show-business. VII. Donna l'occasion de faire le pont. Leurs petits sont tout à fait à la hauteur. — VIII. Un quartier d'Aries. Fait des taches. Oncle barbu. — IX. En force plus d'un à aller au feu. Défie le temps. Note. — X. Long temps. Reçoivent fréquemment des coups de canne. Au Mexique, au Nicaragua et même en Espagne. — XI. Ce qui peut arriver quand on s'attache trop à une fille. Au nord de Dijon. On n'hésite pas à s'y remplir les poches. — XII. Fait toujours surface. Ils voient tout en noir. — XIII. Mis à la porte sans hésiter. Ne part pas toujours quand il est chargé. — XIV. Offre la possibilité de mettre quelque chose en boîte. En fin de soirée. A de bonnes raisons de se plaindre.



plaisir. Une tornade blanche. — 6. Reçoit de nombreuses visites. Note. Portée par une déesse. — 7. Un endroit tout à fait charmant. Attire les souris... ou les fait fuir ? — 8. Grecque. Habituelle. Pas de quoi en faire tout un plat. — 9. Participe. Elle a perdu son hégémonie pendant les guerres médiques. Perdu dans l'eau. — 10. Abréviation. On le met en jeu. Indispensables pour préparer une évasion. — 11. Vont plus vite dans l'eau que dans l'air. Une planche de salut pour l'ivresse. Voyage sans bagages. — 12. Oblige à s'en aller. Possessif. Article importé. Trou. — 13. Adverbe. Combustible américain. En état de décomposition. — 14. Pas pour toutes les oreilles. Ne laissent donc pas indifférent. — 15. Fleuve côtier. N'ont pas manqué le sermon.

Solution du problème n° 3759

Horizontalement

I. Dilutions. — II. En-avant. — III. Nécessité. — IV. Trés. OTAN. — V. Ens. Anc. — VI. Le. Duo. Or. — VII. Tigre. — VIII. M. Guidas. — IX. Emoussement. — X. Reineue. — XI. Elysée. SS.

Verticalement

1. Dentellière. — 2. Inerme. FM. — 3. Lacs. Or. — 4. Uvée. Digue. — 5. Tas. Auguste. — 6. Insonorisée. — 7. Oute. Eden. — 8. Ta. Anus. — 9. Scénaristes.

GUY BROUTY.

Haute au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD

+ d'autres marques

Matériel

GARANTI 5 ANS

+

1 blindage acier

15/10°

+

4 goujons d'acier

anti-dégondage

+

3 cornières

anti-pince

à l'extérieur sur le

pourtour de la porte

OFFRE CERTAINES

3.500 F TTC

Prix en excl. comp.

PARIS-SANLUEVE

Sté S.P.P.

17, rue Mirard

92130 Les-Moulins

554.58.08

554.41.95

CREDIT GATILUT

BOIS



Affaires à saisir avant le 31 juillet!

OFFRE EXCEPTIONNELLE

sur quelques modèles 84

ENCORE DISPONIBLES :

4 505 GTI • 2 505 Turbo • 2 505 Turbo diesel

Plus un stock permanent de 500 véhicules tous types

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, rue Anatole France 57 - DENIS Métro : Mairie de St-Ouen







	à l'heure	à la semaine
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	à l'heure	à la semaine
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



### emplois régionaux

**Important établissement industriel de l'Etat, Région Ouest Littoral**  
recherche  
**Ingénieur diplômé Ecole d'Ingénieur**  
(ou diplôme universitaire équivalent)  
libéré obligations militaires  
pour fonctions analyste programmeur de systèmes temps réel, ingénieur système.  
Expérience souhaitée (informatique, automatique).  
Ecrire sous n° 8.192 le Monde Publicité  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

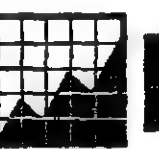
**Sud-Ouest**  
**dan un hyper les chiffres comptent, prenez-les en main**  
• lorsque nos ventes augmentent il faut surveiller de plus près nos marges, faire respecter les procédures, suivre la gestion.  
• chaque jour, membre de l'équipe de direction vous épauler notre directeur et vous l'informez des écarts, en relation permanente avec la direction financière et le contrôle de gestion du siège ; vous êtes le garant de la qualité des chiffres.  
• votre équipe vous attend et compte sur votre expérience de traitement d'informations comptables de gros volume.  
Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 700-17 à notre Conseil :  
Tour Crédit Lyonnais,  
69431 LYON Cedex 03  
**ONOMA** (confidentialité, réponse assurée)

**Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral**  
recherche  
**INGÉNIEUR ELECTRONICIEN**  
niveau ENSI, éventuellement débutant, libéré obligations militaires, pour travail d'équipe dans le cadre du développement des systèmes vous et de localisation sous-marine.  
Expériences ou connaissances en :  
- Micro-informatique.  
- Acoustique sous-marine.  
- Traitement du signal.  
seront particulièrement appréciées.  
Ecrire avec C.V. détaillé et photographie à : Direction des Constructions et Armes Navales de Brest  
Groupe d'Etudes Sous-Marines de l'Atlantique  
29240 BREST NAVAL.



### emplois internationaux

**COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE**  
**INDEXEUR AUX ARCHIVES**  
Principales fonctions : tenue d'un fichier cumulatif de questions juridiques et procédurales. Une instruction supérieure, un esprit analytique et une excellente connaissance de l'anglais et du français sont exigés.  
Traitement annuel net d'impôt évoluant de 44.610 florins à 61.440 florins ; indemnité et pension ONU. Ecrire au Greffier, Cour Internationale de Justice, Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas, avant le 15 septembre 1984.



### DIRECTIONS

**SOCIETE FRANCO-ESPAGNOLE PRODUCTION DE SEMENCES**  
FILIALE GROUPE FRANCAIS IMPORTANT  
recherche pour son usine située en **ESPAGNE (Aragon)**  
**directeur d'exploitation**  
• Ingénieur Agronome ou équivalent (dipl. espagnol apprécié) - 32 ans optimum - Maîtrise parfaite espagnol et français - Expérience antérieure à des postes opérationnels dans les domaines technique ou de production.  
• Personne opérationnel de la société, il assure un rôle technique aux plans suivants : - responsabilité directe de la production (animation, suivi technique, contrôle, avec responsabilité qualité et formation), - développement technique (mise en place des essais, contrôle technique, suivi des applications sur le terrain, relations directes avec les Agriculteurs, les fournisseurs et sociétés affiliées) - responsabilité de budget et de son fonctionnement.  
• Résidence en ville moyenne d'Aragon. Possibilités d'évolution au sein du Groupe.  
Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 4851-M  
à GUILLOU Sélection (réponse et distribution assurées).  
**guillon selection**  
93, rue Joffre - 75017 PARIS

VILLE DE + 40.000 habitants  
RECRUTE  
**1 DIRECTEUR**  
DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
pour diriger le service  
ENFANCE-ADOLESCENCE  
SOCIALE-EDUCATION  
Le candidat sera recruté par voie de mutation.  
Ecr. s/n° 8.204 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE BANLIEUE SUD  
(+ 40.000 habitants)  
RECRUTE  
**1 DIRECTEUR**  
(ASSEMBLEE ATTACHEE) POUR  
UNE MAISON DE QUARTIER  
Expérience de direction d'équipe  
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra être titulaire d'une licence de sciences et techniques de l'Administration ou du DEFA.  
Ecr. s/n° 8.202 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE + 40.000 habitants  
RECRUTE  
**1 DIRECTEUR**  
DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE  
Le candidat sera recruté par voie de mutation ou devra être titulaire d'une licence de sciences et techniques de l'Administration ou du DEFA.  
Ecr. s/n° 8.203 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### BANQUE

### UN COMMERCIAL

recherche dans le cadre de son développement  
réflecteur région grille de FOF.  
De formation bancaire, ayant une parfaite connaissance des produits bancaires, il sera chargé d'assurer l'animation commerciale des agences de son secteur.  
Dynamisme et goût pour les résultats exigés. Esprit d'initiative et sens des relations à tous les niveaux.  
BUREAU N° 2822  
2, rue de Brest,  
13007 MARSEILLE.  
Recherche pour  
BASTIA  
Centre comptable  
niveau D.E.C.S. ou B.T.S. Libre  
remplacement pour secteur responsable financier et comptable.  
Expér. minimum 10 ans. Rémunération départ 10.000 F. environ - révisable après 3 ans. Titres ressources. Prière.  
Ecr. s/n° 8.208 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.  
Société de transformation des métaux  
(Région Centre-Est)  
recherche

**LA BONNE CONNAISSANCE**  
du matériel local serait un atout supplémentaire. Ecrire en joignant C.V. + photo + prétentions.  
BUREAU N° 2822  
2, rue de Brest,  
13007 MARSEILLE.

**INGÉNIEUR**  
Extrêmement dans le domaine des métaux, à chaud, à froid, à mi-chaud, et dans la conception des outillages des petites moyennes et grandes séries, le candidat maîtrise l'automatisation des systèmes et est fortement motivé pour acquiesce ou développer la connaissance D.A.O.-C.A.O. Rémunération selon compétences.  
Ecr. s/n° 8.209 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.  
L'Institut Saint-Pierre de Fourmies, 59010,  
téléphone : 021 60-34-34  
recherche  
pour la rentrée scolaire un professeur en mécanique, techniques informatiques, (niveau de 1 H et terminale H, Diplôme national B.L.A.O.-G., Ingénieur, maîtrise d'information).

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du groupe Schlumberger, Flopetrol Johnston exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Au sein de la Direction Recherche et Développement, l'activité logiciel dispose d'un environnement informatique exemplaire (VAX, réseau international...). Elle recherche aujourd'hui :

### 3 Ingénieurs informaticiens scientifiques

Grande école ou équivalent

#### Jeune chef de projets

Il sera chargé de concevoir et de mettre en place sur le terrain diverses applications scientifiques (interprétation de mesures de pressions, analyse d'échantillons...).  
Il est débutant ou a une première expérience. (réf L 237)

#### Spécialiste bases de données

Il va dans l'immédiat concevoir et développer des bases de données scientifiques (résultats d'interprétation, mesures spectrométriques...).  
Il est débutant ou a une première expérience. (réf L 238)

#### Ingénieur système

Il sera responsable d'un centre de calcul et de la gestion d'un réseau. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la spécialité. (réf L 239)

Une pratique des matériels DEC et la connaissance de l'anglais seraient vivement appréciées. Ces 3 postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrent de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel ; Etudes et Fabrications Flopetrol - BP 592 - 77005 MELUN Cedex.

FLOPETROL JOHNSTON  
Schlumberger

### LES TELECOMMUNICATIONS SONT AU CŒUR DE NOTRE TECHNOLOGIE

### INGENIEUR TELECOM

RESPONSABLE D'UNE EQUIPE

Vous offrez des compétences techniques en télécommunications et des qualités d'organisateur et d'animateur d'un groupe de 4 à 6 personnes.  
Nous vous proposons la responsabilité d'une équipe Support International Télécom. Sa vocation : aider les 74 pays du groupe à former notre clientèle, notre réseau technique commercial et de maintenance, à mettre en place la logistique nécessaire à analyser et résoudre les problèmes techniques soumis par nos filiales.

Merci d'adresser votre candidature complétée (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) s/référence 2246 M à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASY.

Bull  
Transac

### SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

### INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

pour assurer des développements :  
- CAO  
- LOGICIEL DE BASE  
- LOGICIEL D'APPLICATION  
- TRANSMISSION  
Ecrire ou téléphoner au :  
78-80, avenue Gallieni  
Tour Galilée 1  
93174 BAGNOLET CEDEX  
360-12-54/55.

Société de Conseil en publicité  
recherche  
ASSISTANTE sachant les chiffres et n'ayant pas peur de la frappe.  
Disponibilité immédiate  
Env. CV + prétentions + photo  
à M. Vincent DOR  
COMTEON  
8, rue de Bern, 75008 Paris

### Important Groupe Industriel, recherche

### INGENIEUR MECANICIEN HYDRAULICIEN

Au sein de la Direction Scientifique il sera le Responsable du Groupe d'Etudes Electro-Hydrauliques et animera une équipe de 10 ingénieurs et techniciens spécialisés dans la recherche sur les assistances de véhicules.

La réussite dans ce poste implique une expérience de quelques années dans les études en hydraulique, en mécanique et en électronique ; ainsi que de réelles qualités d'animateur.

Pour ce poste à pourvoir à Paris Seine Ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 97821 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### SOCIETE, SPECIALISEE DANS L'EXPORTATION DE MATERIELS INDUSTRIELS SOPHISTIQUES, en forte expansion : l'effectif a doublé en 2 ans (200 personnes, pour l'essentiel cadres et techniciens) recherche :

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour SAINT-CLOUD... avec quelques déplacements de courte durée.  
Contrat à durée déterminée de 2 ans pour secteur informatique de gestion. Une bonne expérience technique de 4 à 5 ans est nécessaire sur IBM 43XX. Le langage utilisé est le PL 1 - le CICS et le VESSAM. Le travail est à effectuer sur DOS/VS.

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous référence 6753 à PARFRANCE ANNONCES  
4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

### SOCIETE, SPECIALISEE DANS L'EXPORTATION DE MATERIELS INDUSTRIELS SOPHISTIQUES, en forte expansion : l'effectif a doublé en 2 ans (200 personnes, pour l'essentiel cadres et techniciens) recherche :

### INGENIEUR TECHNICIEN ET COMMERCIAL

Cadre d'organisation, formation scientifique polyvalente pour l'élaboration et la réalisation d'un catalogue de prix de 50.000 articles, la préparation et le suivi des commandes de matériels recharges, mécaniques, électriques et électroniques avec utilisation des procédures informatiques.  
Le titulaire du poste devra faire preuve de méthode, de rigueur et d'organisation. Il aura une expérience de la gestion des pièces détachées.  
La connaissance de l'anglais est souhaitée.  
Le poste est situé à SAINT-CLOUD et de courts déplacements sont à prévoir.

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous référence 6755 à PARFRANCE ANNONCES  
4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

### Négociateur des implantations pour une entreprise de distribution de premier plan

Vous êtes aujourd'hui capable de trouver et de négocier dans les meilleures conditions, des sites pour nos nouvelles implantations de magasins. Vos interlocuteurs privilégiés : l'administration et les collectivités locales. Diplôme de l'enseignement supérieur, vous justifiez également d'une première expérience professionnelle. Basé à Paris, de fréquents déplacements seront à prévoir dans le cadre de votre activité. Rémunération attractive.  
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2825 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIETE DE NÉGOCE INTERNATIONAL DE MATIERES PREMIERES AGRICOLES

### EXÉCUTANT CONFIRMÉ

Parfaitement bilingue Français-Anglais.  
Connaissance du commerce international et des contrats de base.  
Lieu de travail : PARIS  
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 78397 M à BLEU Publicité  
17, rue du Docteur Lebel  
94307 VINCENNES CEDEX



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### INGENIEUR ADJOINT AU RESPONSABLE DE PRODUCTION

- Vous êtes Ingénieur expérimenté dans le matériel électronique et électromécanique de grandes séries.  
- Vous avez une connaissance pragmatique du fonctionnement d'un atelier et des machines, en production industrielle.  
- Vous avez des connaissances en analyse de la valeur.  
- Vous parlez Anglais.  
L'amélioration de la production et du produit au meilleur coût est un objectif constant pour vous. Si vous souhaitez participer au développement d'une technologie en plein essor, rejoignez l'équipe Carte à Mémoire CPB du Groupe BULL.  
Au sein d'une division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78190 Trappes).  
Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 619 M à Patrick Chailier  
Cii Honeywell Bull  
Rue Jean Jaurès  
78340 les Clayes-sous-Bois

**Bull**

### IMPORTANT ORGANISME FINANCIER PARIS

Au sein de la Direction Organisation et Informatique, le

### chargé d'études organisation

que nous cherchons, agit en prestataire de service auprès des différentes directions de l'entreprise. Ses études, qui sont soit des missions ponctuelles, soit des opérations de long terme, étayées sur des arguments financiers, visent à rationaliser l'organisation en place.

Homme ou femme, 27 ans minimum, de formation HEC, ESSEC, IEP ou équivalent, il a au cours d'une première expérience acquise de préférence dans le secteur tertiaire, traité des questions d'organisation. Il a le sens du travail en équipe, un esprit minutieux et synthétique, des qualités de rédaction, et suffisamment de connaissances en informatique pour pouvoir dialoguer avec les spécialistes. Une culture juridique serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 367 LM à Catherine de LA ROCHE - JACQUES TIXIER SA - 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

**Jacques Tixier S.A.**

MEMBRE DU SYNTIC

## Pourquoi pas la Formation?

Une opportunité pour un candidat présentant des aptitudes à comprendre la technique et désireux de développer ses compétences et son expérience professionnelle dans ce domaine.  
Constructeur informatique dans un secteur de pointe, nous lui proposons de s'intégrer dans une Direction de Personnel. Il aura pour mission : examiner les besoins de nos Directions Techniques, définir avec elles les orientations et les modalités des formations, évaluer leurs demandes dans le cadre d'un budget, mettre en œuvre et suivre les plans de formation.  
Cela est bien une opportunité pour vous ?  
Alors adressez votre dossier, en présentant vos motivations, sous réf. 4695 M à l'agence DESSEM - 69, rue de Provence 75009 Paris, qui le transmettra confidentiellement.

### INGENIEUR DE LOGICIEL CONFIRME

- Vous avez plusieurs années d'expérience.  
- Vous vous êtes spécialisé en développement de logiciel sur microprocesseur.  
- Vous pouvez assurer le développement complet (analyse-programmation-mise au point du suivi) du produit.  
- Si vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor, rejoignez l'équipe Carte à Mémoire CPB du Groupe BULL.  
Au sein d'une division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78190 Trappes) au développement de logiciel de base sur terminaux utilisant la carte CPB.  
Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 17 822 M à Patrick Chailier  
Cii Honeywell Bull  
Rue Jean Jaurès  
78340 les Clayes-sous-Bois

**Bull**

### IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

FILIALE D'UNE BANQUE  
INTERNATIONALE PARIS 8<sup>e</sup>

Recherche pour son département  
ORGANISATION INFORMATIQUE

### UN ANALYSTE CONCEPTEUR H/F

Rattaché au responsable  
de l'organisation :

- Il sera chargé de recenser les besoins informatiques et bureautiques, de les analyser et de les mettre en œuvre en collaboration avec les équipes concernées et les utilisateurs.
- Il sera amené à proposer de nouvelles méthodes concernant l'organisation des services de la banque.

De formation Universitaire, il a une expérience bancaire de 5 ans au sein d'une équipe opérationnelle ou d'une équipe organisationnelle, et a une bonne connaissance des opérations bancaires et des produits financiers.

Anglais souhaité.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 7.037 PUBLIFOP 29, rue Bienne, 75009 PARIS qui transmettra

### PSATC

Société Anonyme  
de Télécommunications

Un des tout premiers noms de l'électronique

FRANÇAISE - C.A. 15 millions

recherche pour participer à des projets utilisant les

techniques de l'informatique et de télécommunications :

FORMATION : ENST - SUP. ELEC. CENTRALE - SUP. AERO - ENSAM -

ENSIAG - ENSEINT (option informatique) ICM - ECAM - IDN - ENSI -

École Supérieure de chimie de NANCY -

TOULOUSE - ROUEN

Lieu de travail desservi par RER

à proximité de la gare

et à 40 km Sud-Ouest de Paris.

Envoyer C.V. détaillé au Service Central du Personnel

SAT - 41, rue Cantagrel - 75013 PARIS

167 D-2902 Rastade.

Comptable expérimenté, 40 ans

formation N.C.C. et P.C.P.

1<sup>er</sup> 2<sup>nd</sup> degré, C.A.P., C.F.A.,

taille entreprise indifférente

ETI d'obédience

Paris et région parisienne

Sous réf. SABINA A.

15, rue des Agnettes,

92230 Gagneux.

CADRE de direction

H. 41 ans droit et Sciences Po

Grandes études supérieures

Excellente gestionnaire et

commerciale.

Anglais, espagnol courants

cherche poste à responsabilité

sous réf. 4695 M à l'agence

DESEM - 69, rue de Provence

75009 Paris, qui le transmettra

confidentiellement.

J.F. agrégée de lettres

20 ans d'expérience

Paris ou Dijon, un emploi

dans l'édition ou autre

Tél. (16) 801-41-53-35.

HOMME 44 ANS

TECHNICO-COMMERCE

15 ans chez constructeur

adresses références

cherche emploi similaire

ou responsable produit

M. Bertrand Michel

25, rue de la Gare

95590 PRESLES

Téléphone : 034-21-24.

Jeune femme agrégée de lettres

classiques cherche place dans une famille

(si possible avec enfants)

Envie sous le n° 292.455 M

RÉGIE-PRESSE

Tél. mardi 24 juillet

de 14h à 18h sous n°

543-15-56.

7, rue de Montcaury, Paris-7<sup>e</sup>

## L'immobilier

### appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
PALAIS ROYAL, charmant  
2 p., kmh, écoule, balc.,  
670.000 F. Tél. : 704-85-18.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
INVESTISSEMENT  
Imm. p. de taille, STANDING,  
studio/jardin OCCUPÉ,  
220.000 F. SPRL 954-09-71.

**PANTHEON** Imm. rénové  
carré, 3-4 p.  
Tél. : 325-87-16.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
RUE CORNELLE, entresol,  
s/cour 85 m<sup>2</sup>, 2 p., cuis., poss.  
profes., 580.000 F. 354-01-55.

**ST SULPICE, 130 m<sup>2</sup>**  
Caracalla, solal, 703-32-31.

Chaque jour  
dans cette rubrique  
Vous trouverez peut-être  
L'APPELÉMENT  
que vous recherchez

**7<sup>e</sup> arrdt**  
ATELIER + APPT.  
Béton, terrasse, 180 m<sup>2</sup>,  
+ services, 545-34-25.

**8<sup>e</sup> arrdt**  
S/PARC MONCEAU  
Récant, gd fr., 2 chbres, box,  
studio, balc., 4<sup>e</sup> SOLEIL, VUE  
IMPRÉVABLE, réf. à 195.  
Pis. direct justifié, 786-33-00.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
N-DE LORETTE  
LIV. + CHBRE BAINS  
REPAINT NEUF, 555-99-04.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
ST VINCENT-DE-PAUL  
Dern. imm. Pierre de T. 4 p. et  
c. 25 m<sup>2</sup>, 285-05-50.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
AT. ARTISTE + 2 P.  
Voltaire, 110 m<sup>2</sup>, 703-32-44.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
ALÉSIA  
5 p., 2 ch. impes., 2<sup>e</sup> ét., rue,  
coul., bel imm. p. de taille,  
1.050.000 F. 535-14-40.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
DANS IMMEUBLE NEUF  
329, rue LECOURBE  
UN APPT. 3 P.  
Au 1<sup>er</sup> ét. (coul., balc., solal,  
réf.), P. 1.945.000 F.  
CROQUIS 876-62-75.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
LOFT PTE ST-CLAUD  
88 m<sup>2</sup> + jardin, solal, 950.000 F.  
751-96-47, 355-32-52.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
17<sup>BO</sup> PERIERE  
STUDIO TT CONFORT,  
225.000 F. 337-25-50.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
AV. DE VILLIERS  
VUE DÉGAGÉE S/VERDURE  
RUE P. DE TALLE, ASC. 4 p.,  
c. 100 m<sup>2</sup>, 1.150.000 F. VERNEL  
338-01-80.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
Résidence à HAUTEUR du 18<sup>e</sup>  
53, R. DU SIMPLON  
BWL NEUF DE STANDING  
Studio à partir de 354.100 F.  
2 pièces à partir de 355.500 F.  
3 pièces à partir de 417.500 F.  
Bureau de vente ouvert  
Mardi, mercredi, vendredi  
de 14 h à 19 h  
Tél. (1) 258-44-98 ou  
EDOGH (1) 675-62-75.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
18<sup>ATELIER</sup> LOFT  
2 niveaux, arches, utilitaires  
légères, cuisine, clair, Direct,  
propre, 5<sup>e</sup> place maréchal,  
vendredi de 11 h à 18 h  
5, rue Coustou, ou 325-86-88.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
R. MANN, vue dégagée, 4 p.,  
c. 45 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét., cuisine, parq.,  
1.030.000 F. 327-52-44.

**19<sup>e</sup> arrdt**  
19<sup>e</sup>, quai de la Loire, 2 p., et  
c. 45 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> ét., cuisine, parq.,  
280.000 cpt + 1.750 par  
mois, CRUZ, 286-19-00.

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**  
URGENT  
SAOUDIEN  
CH. GRD APPT MEUBLÉ, mini-  
mum 4 gdes chbres à coucher  
+ 1 suite et s. à manger, APT.  
Tél. : 720-090-39.

Pour cadres supérieurs et per-  
sonnel mutés IMPORTANTE  
STE FRANÇAISE PETROLE  
recherche divers app. 2 à 5 p. et  
villes PARIS BANLIEUE  
503-37-00 DIRECT.

**Région parisienne**  
PARTICULIER CHERCHE F 3  
REGION SAINT-GERMAIN (79)  
EN LOCATION MAXI 3.600 F.  
CC COMPREND  
POUR FIN SEPTEMBRE 1984.  
Tél. APRES 18 H. 069-21-23.

Pour Stés européennes cherche  
villes, pavillons pour CADRES.  
586-55-56, 285-67-02.

### locations meublées demandes

**Paris**  
SERVICE AMBASSADE  
Pour cadres supérieurs de l'Am-  
bassade de France à Paris, re-  
cherche du STUDIO, ou 5 p.,  
LOYERS GARANTIS par Stés  
ou Ambassade, 285-11-05.

### bureaux

**Locations**  
CHAMPS ELYSÉES  
Bureaux, étude avec services  
ou votre siège social  
Tél., téléc., secrétariat, salles  
de réunion, vidéo, bar, etc.  
Loc. courte ou longue durée.  
ACTE 562-66-00.

**PARIS-ÉTOILE**  
BUREAUX  
Secrétariat, téléc.  
Tél. : (1) 727-15-58.

Votre adresse commerciale  
ou SIEGE SOCIAL  
Local, bureau, secrét., téléc.  
CONSTITUTION STES  
à CROQUIS ENTREPRISES  
ASPIA, S.A. 293-50-50.

VOTRE SIEGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
R.C. - R.C. - R.M.  
Constitution de Sociétés  
Déclaration et tous services  
Permanence téléphonique  
355-17-50.

ARTISAN 100 F. R.C. 180 F.  
Constitution S.A.R.L. 2.000 F.  
S.D.M. 21, rue Flécluse (12<sup>e</sup>),  
340-24-24, 5, faubourg Poi-  
sonnière, 8-10.

VOTRE SIEGE SOCIAL 92  
Bureaux, domiciliation, sé-  
crét., tél. téléc. Boulogne.  
ACTE 92 - 903-99-92.

### locaux commerciaux

**Ventes**  
18<sup>ATELIER</sup> LOFT  
2 niveaux, arches, utilitaires  
légères, cuisine, clair, Direct,  
propre, 5<sup>e</sup> place maréchal,  
vendredi de 11 h à 18 h  
5, rue Coustou, ou 325-86-88.

**Locations**  
BAGNOLET, Superbe local an-  
cien, 120 m<sup>2</sup>, 2 chbres, 750 m<sup>2</sup>  
+ 250 m<sup>2</sup> terrain, 55.000 F. par  
mois + T.V.A. 787-41-38.

**villas**  
P. ISLE-ADAM, résidentiel, vue  
dégagée s/2.000 m<sup>2</sup> de terrain  
maison en L., 54, 70 m<sup>2</sup>  
+ 5 chbres, solal 100 m<sup>2</sup>,  
780.000 F. Puyale, 285-25-61.

**maisons  
de campagne**  
BAZOCHE  
Près Montfort-Armeury. Ravi-  
sant mais. 4-5 p., admirable-  
ment située sur terrain  
2.000 m<sup>2</sup> bordé par la Loire.  
958.000 F. 687-01-22.

**propriétés**  
A vendre, libre  
de partie ville de Touraine  
20 ha de Bourg, belle mai-  
son neuve, sur parc 5.500 m<sup>2</sup>,  
R.-dc., 1<sup>er</sup> étage, gd salon  
carrelé, cheminée, escalier  
chêne, cuisine équipée, bureau,  
salle de bains, v.-c.  
5 p., 6 chbres, s. de bain,  
v.-c., cave, gd garage (2 voit.)  
chauffé, proche d'un lac,  
planche à voile, tennis. P.  
750.000 F. M. Lecomte, no-  
taire à Savigné-Lévesq.  
37340.  
Téléphone : (47) 24-80-03.

Particulier maison de pêcheur  
confort à Ploëze, 50 m<sup>2</sup> de  
2<sup>e</sup> étage, bureaux, 400.000 F.  
Ploëzeau près Mortais. Tél.  
domile (06) 72-37-65.  
bureau (1) 244-23-61.

**HAUTE PROVENCE**  
vends maison sommet colline avec  
1 ha. jardins, olives, fruitiers,  
4 ch., 2 s. de bain, 2 w.-c., très  
grand living, cheminée, buanderie,  
cave, Urges, 1.200.000 F.  
Tél. 16 (51) 98-42-57. CHARAVIN  
« Le Bonheur », 30 bis, ven-  
dém de Saint, 0600 NCE.

**CENTRE SPÉCIALISÉ**  
PROPRIÉTÉ 5.500 m<sup>2</sup>  
(internat.) P8 tout confort  
v. bon état.  
P. 1.100.000 F.  
Corine M. BOGARD, notaire  
22800 LOUDEAC.

**viagers**  
18-2 p., tt. cf. imm. moderne,  
5<sup>e</sup> étage ascenseur,  
105.000 + 2.400 F. couvert  
par mois, 1.950/mois.  
CRUZ, 5, r. La Boétie,  
villes PARIS BANLIEUE  
503-37-00 DIRECT.

**PLACEMENT RARE**  
Vend 50-55 ans, beau pav. tt  
cf. occupé fine 84 ans, bord de  
Merne, 80.000 + 6.000, Cruz  
5, rue La Boétie, 285-19-00.

Etude LODEL, 35, bd Voltaire  
PARIS 11<sup>e</sup>, Tél. 355-61-58  
Spécialiste viagers. Expérience,  
dépense, conseils.

55.000 + 850. Aopt 2 p., ch.  
Occupé compte 70-72 ans.  
M. Blanche, Cruz, 285-67-02.

Nous prions instamment nos annon-  
ceurs d'avoir l'obligeance de répondre à  
toutes les lettres qu'ils reçoivent et de  
restituer aux intéressés les documents qui  
leur ont été confiés.

مكاتب النجاشي



SOCIAL

# La négociation de la nouvelle convention sociale de la sidérurgie

## Les syndicats consultent leurs militants avant de se prononcer

Metz. - Le volet social du dossier sidérurgique se dessine difficilement quatre mois après l'annonce du nouveau plan acier. Certes ses contours devant s'articuler autour des mesures d'âge (prétraite) et des congés de conversion ont été esquissés par les pouvoirs publics au lendemain des décisions du conseil des ministres du 29 mars 1984, mais il restait à en définir le contenu.

Cet exercice engagé dès la fin 1983, du fait de l'arrivée à expiration de la convention générale de protection sociale de la sidérurgie (CGPS) le 31 décembre dernier, a été suspendu au janvier 1984 dans l'attente du « recadrage » du plan industriel. Repris cinq mois plus tard et après deux rencontres et plusieurs dizaines d'heures de négociations entre le GESIM (Groupe des entreprises sidérurgiques et des industries minières) et les cinq organisations syndicales représentatives (CGC, CFDT, FO, CFTC, CGT), des points de divergence demeurent alors que la majorité des centrales syndicales achèvent les consultations entreprises auprès de leurs militants avant de rendre cette semaine leur verdict.

Combien d'emplois seront supprimés dans la sidérurgie française ? Quelles seront les garanties financières offertes aux prochains salariés partant en préretraite ? Combien de personnes seront touchées par les congés de conversion ? Vers quelle promotion seront-elles orientées ? Avec quel niveau de rémunération ? La multiplicité des interrogations traduit la complexité du débat entre partenaires sociaux et la longueur des négociations entamées depuis huit mois.

### Remises en cause

Reprenant l'esprit du texte de 1967, la convention de protection sociale, signée il y a cinq ans le 24 juillet 1979, ne peut être reconduite en l'état, comme ce fut le cas à trois reprises, étant donnée l'évolution de la législation sociale. Le « décalage », selon l'expression de l'un des négociateurs de l'accord arrivé à expiration le 31 décembre 1983, n'est pas sans douleur aux yeux des organisations syndicales. Ces dernières s'opposent à une réduction du niveau des garanties de ressources (1), tandis que les pouvoirs publics demandent la prise en charge des cotisations prévoyance-retraite par les futurs préretraités. Elles refusent en fait la création de deux catégories de préretraités : les actuels et les prochains bénéficiaires de mesures d'âge.

Les syndicats sont d'autant plus vigilants à l'égard des propositions du GESIM qu'ils considèrent que plusieurs aspects du texte de 1979 ont été remis en cause par l'instauration notamment d'un prélèvement

De notre correspondant supplémentaire de 5,5 % en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1983.

Estimant qu'ils ne pouvaient plus avancer dans leurs discussions sans connaître le volume des suppressions d'emplois accompagnant les programmes industriels, les partenaires sociaux ont suspendu leurs travaux à la fin de l'année passée, après avoir décidé d'arrêter les pendules au 31 décembre 1983 pour éviter un vide juridique au-delà du 1<sup>er</sup> janvier de cette année. Les conclusions de la mission confiée à Jean Rosenwald (décédé récemment), ancien premier vice-président de la Cour des comptes, chargé par le gouvernement d'engager une réflexion générale sur la protection sociale avec l'objectif d'assurer à chacun des salariés de la sidérurgie dont l'emploi est menacé une solution humaine et socialement acceptable, n'ont pas permis de décrire la situation.

Inacceptable pour les syndicats, entachées d'erreurs selon un représentant du GESIM, elles ont vite été oubliées. Dès lors, la reprise de l'examen du volet social était repoussée dans l'attente du « recadrage » des plans industriels de 1982 jugés à présent trop ambitieux par les directions des deux groupes sidérurgiques. Etablis sur la base de l'hypothèse haute du rapport Judet, ceux-ci portaient sur une prévision de production française d'acier de 24 millions de tonnes par an à l'horizon 1986.

La révision du plan acier est intervenue le 29 mars. Le 14 mai, à la demande du ministre des affaires sociales, le SEGIM et les syndicats reprennent les négociations interrompues cinq mois plus tôt. D'entrée de jeu, les centrales syndicales ont dénoncé « la manœuvre visant à faire entrer un plan industriel inacceptable ». Nous refusons d'aborder le volet social tant que le plan acier ne sera pas révisé », déclarent plusieurs représentants des salariés.

### « Garde-fou » pour les congés-conversion

Après la levée de plusieurs problèmes, notamment la tenue des réunions tripartites (syndicats, direction des groupes sidérurgiques, pouvoirs publics) sur l'examen des conséquences du plan acier 1984, l'analyse du volet social a repris. Les préretraités ne permettant pas, compte tenu de la structure de la pyramide des âges, d'absorber l'ensemble des réductions d'effectifs prévues, les pouvoirs publics ont proposé la mise en place de congés de conversion de deux ans, destinés à former les personnels dont l'emploi serait supprimé.

Considérée comme l'« antichambre du licenciement » par la CGT,

l'instauration de cette mesure nécessite aux yeux de l'ensemble des syndicats la fixation de « garde-fou » dans les décisions afin de ne pas bloquer le départ en préretraite des sidérurgistes dont l'âge le permettrait. Les syndicats ont demandé de nouvelles négociations et la conclusion de deux accords séparés : l'un sur les mesures d'âge, l'autre sur les congés de conversion. Mais les pouvoirs publics s'y sont opposés : « Le volet social forme un tout ». Une véritable partie de bras de fer s'est alors engagée, la CGT, la CFTC et la CGC décidant de claquer la porte et de ne pas participer aux travaux.

Néanmoins, tous les contacts n'ont pas été rompus. Au fil des rencontres suivantes le dossier a pris forme. A la proposition patronale de pouvoir « capitaliser les congés de conversion » c'est-à-dire quitter la sidérurgie en percevant une indemnité égale à 65 % des ressources accordées pendant les deux années de formation, la CFDT répond par un contre-projet visant à transformer ces congés en contrat-formation-conversion. Objectif de la délégation cégétiste : gommer du projet de protocole d'accord « toute menace de licenciement ».

Face à ces « avancées » jugées positives par la CFTC, la centrale cégétiste a alors décidé de reprendre sa place à la table des négociations. La CGT et la CGC maintenant leur opposition ne délaissent qu'un représentant chacune à titre d'observateur. Devant l'enjeu des discussions et avant de se prononcer sur l'ensemble des propositions, les centrales syndicales ont organisé une vaste consultation de leurs militants pour prendre la température. Les contrats formation-conversion devant permettre aux agents de moins de quarante-sept ans d'être formés pendant deux ans tout en percevant 70 % de leur salaire mensuel brut antérieur, et avec la garantie de deux propositions d'emplois, seront-ils acceptés ? Verdict cette semaine.

JEAN-LOUIS THIS.

### M. VIANNET (CGT) : « IL NE FAUT PAS SEULEMENT GROGNER, IL FAUT AGIR »

M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, a souligné le 23 juillet, à France-Inter, qu'il n'y a pas de la part de la CGT « de défiance, mais il y a une très, très grande vigilance » vis-à-vis du gouvernement. Il a affirmé que le projet de budget en l'état comportait « un certain nombre d'aspects extrêmement dangereux ». Critiquant ainsi la réduction des crédits de fonctionnement et la diminution des crédits d'investissement, M. Viannet a ajouté : « Sur ces deux aspects, si effectivement, dans la déclaration de politique générale, Laurent Fabius devait confirmer ces orientations, nous dirions très nettement que nous ne sommes pas d'accord ». Les problèmes sont sérieux, a-t-il conclu. La CGT aura une attitude que nous avons déjà eue depuis plusieurs mois, c'est-à-dire que nous disons aux travailleurs : « Il ne faut pas seulement grogner, il faut agir ».

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U.	8,8270 8,8300	- 20	- 36	- 240
\$ Can.	6,8836 6,8874	- 25	- 114	- 76
Yen (100)	3,5831 3,5839	+ 163	+ 176	+ 331
DM	3,0692 3,0718	+ 156	+ 302	+ 836
France	2,7282 2,7218	+ 121	+ 131	+ 248
F.R. (100)	15,5540 15,5540	0	+ 65	+ 109
S.S.	3,6995 3,6122	+ 198	+ 211	+ 1210
L. (1 000)	4,9997 5,2839	- 172	- 147	- 307
L. (1 000)	11,6481 11,6521	- 97	- 44	- 119

### TAUX DES EUROMONNAIES

	11/1/84	11/2/84	11/3/84	11/4/84	11/5/84	11/6/84	11/7/84	11/8/84	11/9/84
\$ E.-U.	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
DM	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
Yen	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
F.R. (100)	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
S.S.	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
L. (1 000)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F. franc	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4

Ces courbes présentées sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

### NOUVELLE RÉGLEMENTATION

## Le crédit gratuit va pratiquement disparaître

A partir du 25 juillet 1984, le « crédit gratuit » accordé par les réseaux de distribution, grands magasins et maisons spécialisées, dans l'ameublement et l'électro-ménager notamment, va être sévèrement réglementé qu'il va pratiquement disparaître.

Aux termes de la loi du 24 janvier 1984, promulguée dès le lendemain, relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (plus communément appelée loi bancaire), et d'un décret qui devait être pris ultérieurement, les six mois et va être le 25 juillet par le ministre de l'économie, des finances et du budget, deux importantes restrictions sont apportées à la pratique du crédit gratuit.

Tout d'abord « est interdite toute publicité hors des lieux de vente comportant la mention « crédit gratuit » ou concernant la prise en charge totale ou partielle des frais de crédit par le vendeur », ce qui exclut les campagnes de publicité dans le métro ou dans les médias. Ensuite, et surtout, le vendeur « doit proposer un prix pour paiement comptant inférieur à la somme proposée pour l'achat à crédit et calculé selon les modalités fixées par décret ». Cela revient, en fait, à proposer deux prix de vente pour le même article : un prix avec crédit gratuit et un prix payé comptant diminué du coût du crédit, que le décret fixe à une fois et demie le taux moyen des obligations sur un an. Comme ce taux est, actuellement, un peu inférieur à 13,50 %, le coût nominal du crédit ressort à 20 %, son coût réel, sur une durée d'un an, étant ramené à 10 % compte tenu des remboursements mensuels effectués sur cette période.

On voit donc que la nouvelle réglementation impose pratiquement au vendeur de ristourner à l'acheteur au comptant le coût du crédit gratuit qu'il accorde actuellement (un peu plus cher tout de même, car ce crédit gratuit, pris en charge par le vendeur, est, matériellement, consenti par les établissements spécialisés dans le crédit à la consommation : CETELEM, SOFINCO, CREG, etc., à un taux nominal de 22 % à 23 %).

### Vérité des prix

Cette réglementation était demandée depuis un certain temps, notamment par le Conseil économique et social, qui, dans son rapport du 23 et 24 novembre 1982, publié au Journal officiel du 11 février 1983, dénonçait comme un « leurre » le crédit gratuit. Ce dernier, selon le Conseil, pénalise l'acheteur au comptant par rapport à l'acheteur bénéficiant du crédit gratuit, dont le coût, pris en charge par le vendeur, est répercuté sur l'ensemble de ses prix de vente.

Par ailleurs, selon une étude du Centre d'information et d'études du crédit (CIEC) de la Compagnie bancaire de février 1981, le crédit gratuit « porte préjudice aux magasins spécialisés dans des produits banalisés et à marge étroite, qui ne peuvent opérer une compensation » : leur avenir peut être compromis par la concurrence des magasins diversifiés qui peuvent offrir le crédit gratuit (sous-entendu par prélèvement sur des marges plus confortables). Enfin, ajoutait le Conseil, le crédit gratuit est une forme dangereuse d'incitation à la consommation : il est dangereux parce qu'il incite les ménages les plus fragiles à s'endetter pour l'achat de biens matériels de moyens financiers en « anesthésiant » leur esprit critique par la suppression de l'aspect « coût du crédit ».

Chose curieuse, les établissements de crédit spécialisés précédemment cités, avec qui les vendeurs accordant du crédit gratuit avaient passé contrat en prenant en charge les intérêts de ce crédit, ne sont pas

favorables à cette forme de promotion. A leurs yeux, elle présente deux inconvénients. D'abord, en période d'encadrement du crédit, elle gonfle artificiellement les encours en incitant à prendre du crédit ceux qui n'en ont pas besoin. Ensuite, elle dévalorise la notion de crédit à la consommation à titre onéreux, procédure bien classique et dont l'objet et le coût sont bien clairs.

Dans sa conclusion, le Conseil économique et social estimait que la meilleure forme de promotion était la vérité des prix et la clarté des comparaisons, quitte à faire des

campagnes de rabais ostentement affichées au bénéfice de tous les acheteurs. Il a donc été exaucé, et, selon toute vraisemblance, les vendeurs, qui peuvent toujours, légalement, accorder du crédit gratuit à leur charge, ne pourront, ni ne voudront à la fois supporter cette charge et consentir un rabais de 10 % aux acheteurs au comptant. D'ailleurs, les grandes campagnes de crédit gratuit engagées ces dernières semaines pour profiter des derniers délais s'arrêtent toutes le 24 juillet. Après, les vendeurs trouveront autre chose, mais du genre plus classique, rabais temporaires ou permanents.

FRANÇOIS RENARD.

## L'automobile, test du redéploiement industriel

(Suite de la première page.)

Mais pour rester dans le sillage des quatre grands de l'automobile mondiale - General Motors et Ford, aux profits impressionnants, Toyota et Nissan, à la productivité remarquable - les deux constructeurs français (de même que Volkswagen et Fiat) vont devoir rapidement relever un triple défi : industriel pour améliorer la productivité, social pour former les hommes qui construiront la voiture des années 90, financier pour maintenir un rythme élevé d'investissement.

Résultante du nombre de salariés nécessaires pour produire une quantité donnée de véhicules, la productivité des constructeurs français, déjà médiocre, souffre désormais de l'effondrement du marché national. Le sureffectif apparaît plus lourd encore lorsque, pour lancer un produit nouveau, des lignes de production beaucoup plus automatisées sont introduites. Cela va être le cas pour Renault avec le lancement du successeur de la R 5, qui, à terme, provoquera la suppression de plusieurs centaines d'emplois.

Les pouvoirs publics savent donc qu'ils ne pourront refuser ni les licenciements chez Citroën (on n'exigera même plus un geste de la direction sur la durée du travail) ni le traitement du sureffectif chez Renault, où, dès 1985, les départs en préretraite ne suffiront plus (plusieurs milliers de cols blancs notamment devront quitter la Régie dans les deux ans).

M. Dalle, dans son rapport controversé avant même d'avoir été remis aux pouvoirs publics, envisagerait une « casse intégration » à l'italienne (casse intégration) (le Monde du 17 janvier). Mais les congés de conversion prévus actuellement pour les zones industrielles en difficulté, et qui maintiennent un lien juridique avec l'entreprise tout en mettant à la charge de l'Etat la formation des ouvriers ainsi libérés, en feront office dans les cas les plus graves. Ils pourront être couplés avec la carte de formation technologique des travailleurs de l'automobile récemment créé par M. Bérégovoy, et qui devrait déjà recevoir bientôt les travailleurs de Citroën.

### Prendre en compte le social ?

Les pouvoirs publics - et sans doute les syndicats avec eux - ne se font guère d'illusions. Ce ne sont pas les mêmes travailleurs qui ont fabriqué les automobiles standardisées des années 60 et qui produiront l'automobile à la carte des années 90. Les premiers recrutés, parfois analphabètes, dans certains villages du

Maghreb, n'avaient aucune initiative et des tâches épuisantes. Les seconds seront bacheliers et travailleront en blouse blanche. Mais, comme l'écrit MM. Michel Frybourg et Remy Prud'homme dans l'« Avenir d'une centenaire : l'automobile (1) » - l'un des livres récents qui font le mieux le point des différents défis lancés aux constructeurs français, - « en tout état de cause, ou l'automobile apportera son lot de nouveautés en matière sociale, ou bien l'industrie française n'aura pas les moyens d'affronter les nouvelles conditions de la concurrence internationale ».

Mme Cresson peut inciter les constructeurs à prendre en compte le social, mais cette évolution dépendra d'eux, avec la certitude qu'elle est plus dans la tradition de Renault que de Peugeot SA. En revanche, le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur va devoir reprendre l'étude - laissée par son prédécesseur - sur le moyen d'améliorer la situation financière des constructeurs. Car, face à des concurrents dont les bénéfices sont énormes et l'endettement pratiquement nul, les groupes français vont bientôt payer 10 milliards de francs de frais financiers par an, ou l'équivalent du lancement de près de dix nouveaux modèles. De plus, en 1984, ils continueront de perdre beaucoup d'argent. L'idée de voir les pouvoirs publics prendre à leur charge l'endettement à long terme de Renault et de Peugeot fait son chemin.

Réduire le point mort (production minimum en deçà de laquelle les constructeurs perdent forcément de l'argent), améliorer le produit (les lettres de lecteurs attribuent souvent à des défauts de qualité la perte de parts de marché) et sa commercialisation, sera aussi nécessaire : tout comme la sera l'établissement de nouveaux liens avec les équipementiers, dont les difficultés sont plus préoccupantes encore.

Avec le traitement du dossier Citroën - qu'elle va partager avec M. Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, - puis à l'automne de celui du sureffectif de Renault, c'est toute l'image du redéploiement industriel que va modeler Mme Cresson. Le Parti communiste le sait qui a choisi ce terrain.

BRUNO DETHOMAS.

(1) L'« Avenir d'une centenaire : l'automobile », par Michel Frybourg et Remy Prud'homme, collection « Transport, espace, société », Presses universitaires de Lyon, 95 F.

### LES CONSÉQUENCES SUR LA SIDÉRURGIE

## 1984 aussi mauvais que 1983

La chute du marché de l'automobile est une mauvaise surprise pour les sidérurgistes, qui doivent déjà faire face à l'effondrement du secteur du bâtiment et des travaux publics. Certains aciers spéciaux destinés aux constructeurs automobiles ont vu leur demande décroître de 25 % dès avril. Chez Sacilor-Sollac, producteur de tôles, on s'inquiète de l'évolution du carnet de commandes pour le quatrième trimestre.

Inquiétude modérée par le fait que les sidérurgistes français vendent également des aciers en RFA, où le marché de l'automobile est meilleur. Mais voilà le seul débouché dont on attendait une bonne tenue qui s'essouffait à son tour.

Les prévisions de production sidérurgique faites au début de l'année sont désormais corrigées en baisse. Le premier semestre a été marqué en France par une croissance de 12,3 % de la production d'acier brut par rapport à 1983 (en recul néanmoins de

6,4 % par rapport au premier semestre de 1982), mais on s'attend à un net ralentissement au second semestre. Certains marchés, comme celui des poutrelles, sont qualifiés de « catastrophiques ». Usinor ne table plus que sur une production de quelque 15 millions de tonnes d'acier brut sur l'année, soit l'équivalent des très mauvais résultats de 1983 (17,6 millions de tonnes). L'OCDE confirme dans sa dernière note de conjoncture publiée début juillet que « le niveau actuel de production des pays de l'OCDE ne pourra se maintenir pendant le reste de l'année ».

L'année 1984 sera donc, comme 1983, une année de « bases basses » contrairement aux prévisions d'une partie des sidérurgistes, qui, lors de la révision du plan acier, estimaient que 1983 était une année « exceptionnellement mauvaise » et qui tablèrent sur une reprise en 1984.

E. L. B.

## 766 préretraites supplémentaires aux Charbonnages de France

Inquiète du peu de succès rencontré par les offres de mutation volontaire, la direction de Charbonnages de France a fait approuver le 20 juillet par son conseil d'administration un plan de 766 mises en préretraite supplémentaires. Le projet initial, approuvé le 2 mars dernier, prévoyait en effet en 1984 la suppression de 6 000 emplois sans licenciements.

Outre les départs naturels (2 000 personnes environ), la direction comptait pour ce faire sur les départs en préretraite (1 500 environ) et les départs volontaires : 2 000 jeunes mineurs devaient, selon ses calculs, pouvoir être transférés, après formation, chez EDF, le reste étant composé de travailleurs immigrés tentés par les mesures d'aide au retour.

Or, si les départs en retraite s'effectuent au rythme prévu, les offres de départ volontaire n'ont pas rencontré le succès escompté : une soixantaine de candidats sérieux pour 1 000 demandes d'information. De plus, les salariés, poussés en cela par la CGT, semblent pratiquer une sorte de résistance passive, en refusant notamment les mutations inter-bassins indispensables pour accompagner le plan de réduction global des effectifs.

Les nouvelles mises en préretraite annoncées permettront de combler en partie l'écart entre les prévisions et les résultats Charbonnages de France espérant en outre que les départs volontaires, dont les modalités

précises n'ont été réellement connues qu'en mai, s'accroîtront d'ici à la fin de l'année. Pour financer cette nouvelle mesure, un plan d'économies supplémentaires de 500 millions de francs a été adopté, afin de pouvoir contenir le déficit prévisible en 1984 dans les limites prévues (moins de 300 millions de francs).

Une difficulté : ce plan d'économies s'applique, pour l'essentiel, sur une réorganisation interne des services de CDF annoncée fin juin par la direction (le Monde daté 8-9 juillet) et qui a soulevé un tollé chez les syndicats et les élus des régions concernées, lesquels accusent CDF de vouloir imposer sans le dire une véritable réforme de structure portant atteinte aux statuts des établissements.

V. M.

● Sécurité sociale : la CFTC critique les conditions de l'équilibre. - Pour la Fédération CFTC des services de santé et des services sociaux, la situation financière de la Sécurité sociale « est due, à la fois, à des cotisations supplémentaires imposées aux seuls salariés, mais aussi aux « accrochages financiers » auxquelles sont soumis les établissements, et ce au mépris des règles les plus élémentaires de bonne gestion, d'une remise en cause de la qualité des soins dispensés, et de l'avenir même des établissements et de leurs personnels ».



# CEE

## Les ministres des affaires étrangères des Dix se heurtent aux questions financières

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Dix se sont réunis en première fois, le 23 juillet, au dossier sur le financement de la CEE d'ici la fin de l'année. Les discussions ont tourné court, mais, devant l'insistance de M. Genscher, le ministre allemand, appuyé par les délégations française et néerlandaise, les Dix ont décidé de reprendre l'examen de la question dans la matinée de ce mardi 24 juillet.

M. Howe, le ministre britannique, a répété inlassablement à ses collègues la position de son gouvernement : les dépenses du Marché commun doivent rester dans les limites des crédits disponibles en 1984 ; il n'est pas question de dépasser le 1 % de TVA versé par les Etats membres, avant que les Parlements nationaux aient ratifié la décision du conseil européen d'accroître les « ressources propres ».

Lundi soir, pratiquement personne n'estimait possible que Londres puisse infléchir sa position au cours de cette session du conseil des ministres. Il était plus probable que l'affaire fût renvoyée à la prochaine réunion des Dix, fixée au 3 septembre prochain.

De son côté, M. Dumas a particulièrement insisté sur la « situation dramatique » du marché des vins. A l'occasion de la préparation de la séance de négociation, qui devait se tenir le 24 juillet, avec l'Espagne sur la candidature de ce pays à l'adhésion à la CEE, le ministre français des affaires européennes a renouvelé la demande de Paris de réformer l'organisation viticole européenne à bref délai, et en tout état de cause avant l'élargissement.

Considérant que le fonctionnement du marché des vins est un échec — 35 d'hectolîtres distillés en 1984 pour un coût budgétaire prévisible de 1,2 milliard d'ECU (8,2 milliards de francs), — M. Dumas a fixé les objectifs, sans toutefois préciser les moyens pour y parvenir. Selon le ministre, la maîtrise de la production doit passer « par l'élimination automatique des quantités excédentaires, la dissua-

sion de la production de ces excédents et la pénalisation des rendements excessifs ».

Les Dix ont, en outre, parlé de la négociation avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui reprendra à l'automne sur le renouvellement de la convention de Lomé. La question financière, le principal obstacle à surmonter pour aboutir à un accord, a été au centre des discussions. Selon M. Andreotti, le ministre italien, huit délégations sont prêtes à accorder, pour la période 1985-1989, de 50 % le volume du Fonds européen de développement (FED). Seules, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sont encore réticentes à ce que les crédits du FED (subventions et prêts à un taux d'intérêt de 1 %) augmentent de 4,7 milliards d'ECU (32 milliards de francs) à 7 milliards d'ECU (48 milliards de francs).

MARCEL SCOTTO.

## LA CEE REPORTE SA DÉCISION SUR LE DIFFÉREND QUI L'OPPOSE À IBM

Contrairement à ce qu'elle avait annoncé, la Commission européenne n'a pas tranché le 23 juillet dans le différend qui l'oppose à IBM. La CEE, qui accuse le groupe américain d'abus de position dominante (le Monde du 27 avril 1984), a multiplié les réunions avec IBM ces derniers mois à la recherche d'un accord à l'amiable. Mais jusqu'ici les propositions d'IBM ont été rejetées.

M. Frans Andriessen, commissaire européen chargé de la concurrence, s'était engagé à trancher soit dans le sens de poursuites, soit pour un accord avant le 23 juillet.

La CEE reproche à IBM d'annoncer, parfois deux ans à l'avance, des nouveaux ordinateurs sans en divulguer les spécificités techniques, ce qui gêne les fabricants de périphériques compatibles. Les clients, de ce fait, seraient contraints d'acheter leurs périphériques chez IBM.

## ÉNERGIE

### La baisse des cours s'accélère sur le marché libre du pétrole

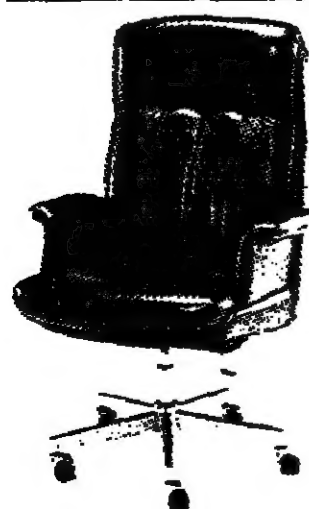
La Grande-Bretagne pourrait-elle, comme elle l'a annoncé, maintenir inchangés les prix de vente de ses bruts pour le troisième trimestre ? Sur le marché libre du pétrole la chute des cours, observée depuis le mois de juin, et un moment arrêtée début juillet, a repris de plus belle après la dernière conférence de l'OPEP, les 10 et 11 juillet, à Vienne (le Monde du 24 juillet). Depuis quelques jours la « glissade » des cours semble s'accroître. Le brut britannique « Brent », qui sert de référence sur le marché, a vu ses cours tomber à 27,60 dollars par baril lundi 23 juillet, soit 0,30 à 0,40 dollar par baril de moins que la semaine passée, et 2,40 dollars de moins que son prix officiel. Sur le marché à terme de New-York, les cours ont chuté depuis quatre jours de 0,25 à 0,30 dollar par baril, si bien que le brut libéré en septembre est tombé à 27,80 dollars par baril. Le

mouvement a été accéléré par la décision, annoncée la semaine passée, de deux raffineries américaines, Diamond Shamrock et Mobil, de réduire de 0,50 dollar par baril leurs prix postés, c'est-à-dire le prix qu'ils sont prêts à payer pour la qualité américaine de référence, West Texas Intermediate.

La compagnie nationale des pétroles britanniques aura donc beaucoup de mal à convaincre ses acheteurs, dont une grande partie sont américains, d'accepter un prix officiel de 30 dollars par baril. Déjà la compagnie Texaco a annoncé qu'elle allait réduire ses enlèvements d'environ 30 %. Mais une baisse éventuelle des prix officiels britanniques risquerait de remettre en cause indirectement la grille des prix de l'OPEP, eux aussi largement supérieurs aux cours réels.

## PROMOTEURS

Commercialisateur de haut niveau vous propose de vendre votre programme immobilier de 40 à 60 logements en 4 mois. En priorité, montagne : Savoie, Haute-Savoie ; mer : Var, Alpes-Maritimes. Résultats garantis par contrat avec responsabilité financière, commission importante demandée. Ecrire n° 10220 le Monde Pte qui transmettra.



## SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois.

ROGER H. FRANCE SPÉCIALISTE DU MOBILIER

BUREAU DIRECTION 59-51, rue La Fayette, 75008 Paris. Tél. : 285-42-41. Métro Cadet. Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption. Expédition dans toute la France.

# TIERS-MONDE

AU « SOMMET ALIMENTAIRE AFRICAIN » DE L'ONUAA

## M. Saouma plaide pour une diminution des naissances

« Il faut que le taux de fécondité baisse en Afrique, pour éviter une catastrophe alimentaire », a déclaré lundi 23 juillet, M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), lors de l'ouverture, à Harare, capitale du Zimbabwe, de la troisième conférence pour l'Afrique, sur le thème « L'alimentation et le développement en Afrique ».

M. Saouma a évoqué l'« effroyable sécheresse » frappant de nombreux pays, comme le Kenya, normalement autosuffisant, le Zimbabwe, jusqu'ici exportateur de céréales. Au Mozambique, de 100 000 à 200 000 personnes seraient mortes l'an passé du fait de cette sécheresse qui dure depuis trois ans.

Mais M. Saouma a estimé que les fléaux naturels joints à la récession n'expliquent « qu'en partie la faiblesse de l'agriculture africaine ». Dans l'esprit du directeur général, ce qui fait défaut ce sont les changements politiques et sociaux nécessaires pour que l'agriculture vienne enfin au premier plan des préoccupations des Etats africains. De son côté, le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, a lancé un appel pour que la crise soit surmontée dans tous les secteurs agricoles, notant que, en théorie, « l'Afrique a assez de terres pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire ». Or, au cours des dix dernières années, la production d'aliments a diminué de 10 %, alors que l'Afrique connaît une croissance démographique (+ 4 % par an) et une urbanisation parmi les plus fortes au monde.

Dans un rapport plus spécialement consacré aux neuf pays de l'Afrique australe (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tazanie, Zambie, Zimbabwe) représentant 60 millions

d'habitants sur les quelque 500 millions que compte l'Afrique, l'ONUAA estime que les importations de céréales devront passer, pour ces pays, de 1,5 million de tonnes à 3 millions de tonnes dans vingt ans. Le rapport évoque alors le spectre d'une « grave famine » si les pays déjà lourdement endettés ne pouvaient supporter le coût annuel de 4 milliards de dollars pour payer ces importations en l'an 2000. Le rapport note encore que la production céréalière de ces neuf pays est tombée de 9,3 millions de tonnes en 1981 à 7,3 millions de tonnes en 1983, et probablement à 7 millions de tonnes seulement en 1984.

Dans un autre rapport présenté au cours de la semaine qui précède la conférence proprement dite, l'ONUAA estime que, pour stimuler la production alimentaire, il est nécessaire de maintenir à un niveau élevé les prix à la production et de réduire progressivement les subventions à la consommation. Mais, ajoute le rapport, il s'agit d'instruments à manier avec prudence, car les consommateurs urbains sont les premiers touchés et « leur pression politique est plus grande ». En outre, les prix élevés profitent davantage aux gros qu'aux petits fermiers, et les subventions à la consommation bénéficient d'abord aux urbains à revenu moyen et non aux plus pauvres.

Ce rapport indique encore, selon l'ONUAA, que la surévaluation des taux de change est nuisible aux cultures d'exportation et que les monopoles de commercialisation tendent à devenir inefficaces et à être des fardeaux financiers pour les Etats.

(A) ONUAA, sigle français pour FAO (Food and Agriculture Organization).

## TRANSPORTS

### APRÈS CINQ SEMAINES DE GRÈVE

## Une médiation permet la reprise du travail des pilotes de la compagnie Iberia

De notre correspondant

Madrid. — L'interminable conflit qui opposait les pilotes d'Iberia à la direction de la compagnie a pris fin, le lundi 23 juillet, au trente-septième jour de grève, après que le médiateur désigné par le gouvernement ait rendu public son arbitrage, qui a valeur obligatoire pour les parties. La sentence de M. Juan Ignacio Molto, président de l'Institut de médiation, d'arbitrage et de conciliation, domine largement satisfaction à la compagnie. Aussi le syndicat des pilotes, tout en acceptant comme la loi l'obligation, a-t-il annoncé son intention de déposer un recours devant le tribunal constitutionnel.

M. Molto a fondé sa sentence, dont les effets s'étendront jusqu'au 31 décembre 1985, sur le principe de la « non-discrimination ». Il considère que les mesures d'urgence impliquant la perte de plusieurs avantages sociaux que veut appliquer la compagnie doivent être acceptées par les pilotes, dans la mesure où elles l'ont déjà été par les autres catégories du personnel (techniciens, hôtesses, etc.). Les pilotes ne percevront en conséquence qu'une augmentation salariale de 3,5 % en 1984, alors que l'inflation s'élèverait à 8 %. D'autre part, M. Molto n'a pas accepté la demande formulée par le SEPLA (Syndicat espagnol des pilotes de lignes aériennes) d'accroître les effectifs, afin de permettre une réduction du nombre d'heures de vol mensuel.

En outre — et il s'agit là du thème le plus conflictuel — le licenciement par la compagnie de dix pilotes pour « faute grave » durant la grève n'est pas remis en question : ils ne seront pas réadmis, suivant la sentence, à moins que la magistrature du travail ne décide que les renvois n'ont pas été réalisés en conformité avec la loi. Par contre, le médiateur recommande que les enquêtes administratives ouvertes par la direction et toujours en cours (et qui pourraient conduire à plusieurs dizaines de nouveaux licenciements) soient abandonnées.

Si ce conflit se soldait donc par une défaite du SEPLA, accusé dans les milieux socialistes d'avoir voulu tenter une épreuve de force avec le gouvernement, tout le monde, en fait, apparaît aujourd'hui perdant. Les

pilotes d'abord, dont l'image de marque ne s'est certainement pas améliorée au sein d'une opinion publique qui a eu à souffrir des effets de la grève en cette époque de vacances et qui, dans une large proportion, a qualifié d'« élitiste » leur mouvement. La compagnie Iberia ensuite, qui, après la suspension, depuis le début de la grève, de plus de deux mille vols, estime ses pertes à près de 3 milliards de pesetas (160 millions de francs), qui viendront s'ajouter à un déficit déjà bien lourd. Le gouvernement, enfin, lui qui attendait plus d'un mois avant d'intervenir pour mettre fin à un conflit qui a touché le pays tout entier.

THIERRY MALINIAK.

● Eastern Airlines rachète des droits de vol à Air Florida. — La compagnie aérienne américaine Eastern Airlines a racheté à la compagnie Air Florida, en état de cessation de paiements depuis le 3 juillet, ses droits de vols entre Londres et Miami. Le prix de cette reprise a été fixé à 7 millions de dollars (61 millions de francs). Le total des dettes d'Air Florida est évalué à 140 millions de dollars, soit 1,2 milliard de francs. — (AFP).

● La production occidentale d'aluminium de première fusion a augmenté de 28 % au premier semestre. — La production d'aluminium de première fusion des pays occidentaux a augmenté de 20 %, soit 1 015 000 tonnes métriques, pour atteindre 6 186 000 tonnes, selon l'Institut international de l'aluminium. La plus grande partie de cette augmentation a eu lieu en Amérique du Nord.

● Le budget de la RFA : Rectification. — L'omission d'une partie de phrase a faussé la compréhension de l'article sur le projet de budget en RFA publié dans le Monde du 20 juillet. Il fallait lire au milieu du cinquième paragraphe : « Le déficit budgétaire envisagé pour 1985 sera ramené à 25 milliards de DM contre 29,5 milliards en 1984. Les intérêts payés par le gouvernement allemand n'en resteront pas moins de 29,6 milliards de DM en 1985 (soit 11,4 % du budget). » — Le reste sans changement.

## La Côte-d'Ivoire envisage de créer des élevages d'antilopes

Pour améliorer l'alimentation des habitants et indirectement protéger les réserves naturelles du braconnage, la Côte-d'Ivoire envisage de développer des élevages d'animaux sauvages.

Grâce à un financement du Fonds français d'aide à la coopération, un programme d'observation sur les antilopes susceptibles de faire l'objet d'élevage va être lancé.

Grands amateurs de viande de brousse — la valeur de sa consommation est estimée à 50 milliards de francs CFA, 1 milliard de francs — les Ivoiriens exercent une forte pression sur les réserves naturelles, par braconnage. Les feux de brousse allumés par les chasseurs pour lever le gibier provoquent des dégâts considérables. Les produits de ces

élevages devraient essentiellement profiter aux villageois, notamment ceux qui habitent près des zones protégées.

On parle de ces élevages de gibier en Côte-d'Ivoire depuis 1973, mais c'est seulement depuis 1980 qu'une étude générale a été lancée pour définir les bases légales d'exploitation du gibier, établir les règles administratives de gestion et de surveillance et recommander les sites d'implantation. Depuis 1982, une ferme pilote d'élevage de crocodiles fonctionne au zoo d'Abidjan, tandis que des expériences sont menées au laboratoire central de nutrition animale de l'École nationale d'agriculture, pour l'élevage des agoutis, qui sont également très recherchés par la population ivoirienne.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le deuxième trimestre est de 252 millions de dollars, en augmentation de 2 % par rapport au bénéfice réalisé l'an dernier pour la même période. Le bénéfice net par action est de 1,01 dollar comparé à 0,98 dollar. Le chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre est de 1,57 milliard de dollars contre 1,43 milliard de dollars l'an dernier.

Pour le premier semestre de 1984, le bénéfice net est de 566 millions de dollars et le chiffre d'affaires de 3,05 milliards, soit une augmentation de 4 % et de 6 % respectivement, par rapport à l'an dernier.

La quote-part de Schlumberger (50 %) dans les résultats de Dowell Schlumberger aux Etats-Unis, consolidés depuis avril, a eu pour effet d'augmenter le chiffre d'affaires de 59 millions de dollars et de réduire le bénéfice

net de 10 millions de dollars, soit 3 cents par action.

Jean Riboud, président directeur général, a indiqué que les éléments favorables du trimestre ont été essentiellement un accroissement d'activité des services de logging en Amérique du Nord, une progression très sensible des résultats de Fairchild semi-conducteurs et du groupe systèmes asservis par ordinateur, enfin une augmentation des revenus financiers. En contrepartie, la baisse d'activité des services pétroliers hors d'Amérique du Nord a pesé sur les résultats.

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 30 cents par action, ce qui porte le dividende annuel de 1,04 dollar à 1,20 dollar par action. Ce dividende est payable le 12 octobre 1984 sur actions enregistrées au 10 septembre 1984.

### FRUCTI-PREMIERE

Société d'investissement à capital variable  
Léi du 3 janvier 1979  
Dénomination : 79-323 et 79-324 du 24 avril 1979  
Siège social : 16, rue de Croixmont, 75002 PARIS - RCS : PARIS B 330.178.963

Le groupe des Banques populaires vient de procéder à la création d'une nouvelle Sicav, dénommée Fructi-Première.  
Dotée d'un capital initial de 280 millions de francs, cette Sicav, dont le portefeuille sera composé exclusivement d'obligations dites de « première catégorie », s'adresse plus particulièrement aux investisseurs institutionnels qui disposent ainsi d'une formule de placement adaptée à leur réglementation. En outre, elle offre à tout épargnant la possibilité d'effectuer un investissement obligatoire à moyen ou long terme assorti d'un rendement attractif.

Le conseil d'administration, présidé par M. Bernard Balsebre, a constitué de représentants d'organismes institutionnels et du groupe des Banques populaires. Ce conseil est assisté d'un comité de gestion qui regroupe notamment des spécialistes du marché obligataire. La présidence du comité est assurée par M. François Simonnet, directeur des investissements aux Assurances générales de France (AGF).

L'ouverture au public de Fructi-Première a eu lieu le 24 juillet 1984. Aucun droit d'entrée ne sera prélevé à la souscription jusqu'au mardi 7 août 1984. Par la suite celui-ci s'élèvera au maximum à 1,5 % du montant souscrit.

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### CNT - Obligations 14 % - 1980

Les intérêts courus du 3 août 1983 au 2 août 1984 seront payables à partir du 3 août 1984 à raison de 252 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 28 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 41,98 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 207,22 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 21 726 à 50 000 et 50 001 à 60 475 seront en tirage au sort du 4 juin 1984 concerner de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 5 au 3 août 1985 échéant.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (7\*), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :  
— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;  
— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;  
— enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 143 766 à 170 765, 293 074 à 325 073 et 458 524 à 483 523 sont respectivement remboursables depuis le 3 août 1981, le 3 août 1982 et le 3 août 1983.

### CNT - Obligations 10,50 % - 1975

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> août 1983 au 31 juillet 1984 seront payables à partir du 1<sup>er</sup> août 1984 à raison de 94,50 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 9 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 15,74 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 77,71 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris (7\*), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 16,50 % juillet 1982

Les intérêts courus du 12 août 1983 au 11 août 1984 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 16,50 % juillet 1982 seront payables, à partir du 12 août 1984, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 82,50 F (montant global : 825,00 F).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 123,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit 8,25 F faisant ressortir un net de 610,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

# MARCHÉS

PARIS

25 juillet

Assez bien orienté

Après une séance calme, le marché a été assez bien orienté. Les actions ont progressé, notamment les valeurs étrangères. Les obligations ont également avancé. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

Les actions ont progressé de 0,50 % en moyenne. Les valeurs étrangères ont avancé de 1,00 %. Les obligations ont progressé de 0,25 %. Le marché des changes a été stable.

مكتبة التحصيل



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

24 juillet

### Assez bien orienté

Les pronostics sur la tendance marquée à la Bourse de Paris ne se sont pas entièrement vérifiés. Quand les spéculateurs voyaient le marché plus lourd, ce dernier s'est au contraire réveillé plutôt serein. Un moment en avance de 0,8 %, l'indice a clôturé une très légère hausse de 0,5 % environ.

Singulier, car rien ne prédisait la Bourse à se montrer plus optimiste. Bien au contraire, les désordres monétaires, le comportement peu rassurant de Wall Street l'inclinaient pour le moins à la réserve, d'autant que rien n'a encore filtré des intentions du nouveau premier ministre sur la conduite des affaires. C'est dans l'après-midi que M. Laurent Fabius devait prononcer à la Chambre son discours de politique générale. Mais n'était-ce pas, précisément en raison de cet événement, qu'il convenait de faire en sorte que la Bourse n'ait pas trop mauvaise mine ? Dans les tranches, les professionnels parlent ouvertement d'intervention. Les spéculateurs étaient-ils vraiment la sur instruction venue d'en haut ? Impossible de le dire. Mais avec la pauvreté des affaires, le marché n'avait pas vraiment les moyens de se débiter mieux disposé, même en ce début du nouveau mois boursier. Autre constat : les valeurs de la corbeille, Dassault excepté (+ 6,2 %), n'ont pas ou peu participé à l'amélioration observée.

La devise-titre n'a guère varié et s'est échangée entre 9,79 F et 9,83 F (contre 9,75-9,85).

L'or s'est un peu redressé à Londres au cours de la semaine dernière, à 337,75 dollars (+ 2,75 dollars), à Paris avec le lingot à 96.700 F (+ 1.350 F).

Le taux de change a également progressé à 620 F (+ 2 F). Le volume des transactions est passé de 8,11 à 10,01 millions de F.

## NEW-YORK

En dessous des 1 100

La semaine a très mal commencé à Wall Street. De nouvelles ventes ont pesé sur le marché et, en début d'après-midi, les investisseurs ont bénéficié, l'indice des industriels n'a pas réussi à se hisser au-dessus de la barre des 1 100, en deçà de laquelle il était revenu peu après l'ouverture.

A la clôture, le Dow s'établissait à 1 096,61, soit à 4,75 points en dessous de son niveau précédent, après avoir touché la cote 1 083,37. Le bilan de la journée a été franchement négatif. Sur 1 972 valeurs cotées, 1 160 ont baissé, 418 seulement ont monté et 394 n'ont pas varié.

La révision en hausse du PNB pour le deuxième trimestre (7,5 % sur une base annuelle au lieu de 5,1 %) a produit une très mauvaise impression autour du 398 Board. Les investisseurs ont, d'ailleurs, acquis la conviction que l'économie est en pleine surchauffe et qu'une nouvelle hausse des taux d'intérêt est inévitable. Seule consolation : l'activité n'a pas été très importante, ne portant que sur 77,99 millions de titres, contre 79,08 millions précédemment. La Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, poursuit, selon le Wall Street Journal, une véritable enquête en vue de démasquer les auteurs de profits illicites réalisés en Bourse depuis 1970. Il s'agit, assure le quotidien, de la plus grande enquête de ce type jamais réalisée.

VALEURS	Cours de 24 juillet	Cours de 23 juillet
Alcoa	32 7/8	32 3/8
Amstar	44 1/2	44 1/2
Boeing	44 1/2	44 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	171 1/2	171 1/2
Intel	41 1/2	41 1/2
Johnson & Johnson	48 1/2	48 1/2
Merck	54 1/2	54 1/2
Microsoft	34 1/2	34 1/2
Oracle	34 1/2	34 1/2
Rockwell	34 1/2	34 1/2
Sony	34 1/2	34 1/2
Texas Instruments	34 1/2	34 1/2
Unisys	34 1/2	34 1/2
Wang	34 1/2	34 1/2
Xerox	34 1/2	34 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**BNP.** - L'établissement annonce que le montant de la première tranche de son émission de titres participatifs est passé de 1,5 milliard de francs à 1,6 milliard de francs, devant le succès remporté - par cette opération.

À chaque titre de la première tranche est attaché un autre droit à la souscription d'un autre titre participatif offrant la même rémunération. Si l'ensemble des bons donne lieu à souscription, il en résulterait une deuxième tranche de titres participatifs BNP d'un montant de 1,5 milliard, identique à celui de la première tranche, précise encore la banque.

**HENKEL.** - La progression de l'activité s'est accélérée durant les cinq premiers mois de l'année avec un chiffre d'affaires net de 12 % par rapport à la période correspondante de 1983. Le groupe prévoit une amélioration de ses résultats pour l'exercice entier. L'an dernier, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 8,4 milliards de deutschmarks (+ 3,8 %).

**TORAY.** - Le chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 1984 a augmenté de 4,4 % à 754,8 milliards de yens et le bénéfice net consolidé de 59 % à 14,2 milliards de yens. Si les ventes de fibres synthétiques et de textiles ont diminué de 0,6 %, celles de matériaux plastiques ont augmenté de 12,8 %. Pour l'exercice au 31 mars 1985, la société prévoit un chiffre d'affaires net d'environ 810 milliards de yens et un bénéfice d'environ 18 milliards de yens.

**FIAT.** - Le bénéfice net consolidé du groupe italien Fiat pour 1983 a atteint 253 milliards de lires (de l'ordre de 1,2 milliard de francs), contre 137 milliards de lires en 1982. Le chiffre d'affaires du groupe, qui comprend quatre cent dix filiales et cent trente-quatre participations réparties dans cinquante-deux pays, s'est élevé à 21 854 milliards de lires, en hausse de 7 % par rapport à 1982.

**MONSANTO.** - Le bénéfice net pour les six premiers mois atteint 320 millions de dollars, contre 215 millions (+ 48,8 %), pour un chiffre d'affaires de 3,53 milliards de dollars, contre 3,09 milliards.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 le 1er janvier 1980)  
24 juillet 23 juillet  
Valeur française ..... 165,2 165,8  
Valeur étrangère ..... 82,2 80,8  
C° DES AGENTS DE CHANGE  
(base 100 le 1er janvier 1980)  
24 juillet 23 juillet  
Indice général ..... 129 129,3

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets prisés de 24 juillet 171/16  
**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
1 dollar (en yen) ..... 245,85 245,95

# BOURSE DE PARIS Comptant

24 JUILLET

VALEURS	%	Cours	VALEURS	%	Cours	VALEURS	%	Cours	VALEURS	%	Cours
3 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
5 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
10 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
15 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
20 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
25 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
30 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
35 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
40 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
45 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
50 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
55 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
60 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
65 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
70 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
75 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
80 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
85 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
90 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
95 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	
100 %	25 70	2 443	Exxon-Mobil	280		Serv. Equip. Véh.	34 70		SEMI	1 000	

# Règlement mensuel

Comptes	VALEURS	Cours	Comptes	VALEURS	Cours	Comptes	VALEURS	Cours	Comptes	VALEURS	Cours
1790	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1800	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1810	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1820	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1830	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1840	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1850	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1860	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1870	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1880	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1890	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1900	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1910	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1920	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1930	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1940	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1950	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1960	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1970	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1980	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180
1990	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11	2450	Exxon-Mobil	280	179	180	180

# COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS
1790	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1800	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1810	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1820	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1830	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1840	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1850	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1860	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1870	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1880	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1890	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1900	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1910	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1920	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1930	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1940	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1950	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1960	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1970	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1980	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1990	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11

# MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS
1790	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1800	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1810	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1820	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1830	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1840	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1850	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1860	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1870	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1880	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1890	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1900	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1910	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1920	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1930	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1940	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1950	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1960	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1970	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1980	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11
1990	4,5 % 1973	1720	1720	1720	- 0,11



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. POLITIQUE : « La dénomination commune », par Maurice Duverger ; « Les Bonnets sont à définir », par Alfred Grosser.
- ÉTRANGER**
3. DIPLOMATIE  
- La négociation sur les armes spatiales.
- 3-4. PROCHE-ORIENT  
- ISRAËL : les élections législatives.
5. ASIE
5. AMÉRIQUES
5. EUROPE
- POLITIQUE**
- 6 à 8. La formation définitive du gouvernement de M. Fabius.
- SOCIÉTÉ**
10. Procès entre médecine à Papayot : les tentatives de M. Fabius.
15. SPORTS : la préparation des Jeux de Los Angeles.
- CULTURE**
12. FESTIVALS : Miles Davis à Antibes.  
- Vaisseau-Romane : L'île déserte, de Joseph Haydn.
- ÉCONOMIE**
18. SOCIAL : la négociation de la nouvelle convention sociale de la sidérurgie.  
- AFFAIRES  
- ÉNERGIE  
- TIERS MONDE.

**RADIO-TELEVISION (14)**  
**INFORMATIONS**  
**SERVICES (14)**  
- Vie associative : « Journal officiel » ; « Météorologie ».

**ÉTÉ (15)**  
- « Histoire d'amour », par Konk ; « La mode » ; Mots croisés.

**Actualités classées (17-18)**  
- Carnet (16) ; Programmes des spectacles (13) ; Marchés financiers (21).

Le numéro de « Monde » daté 24 juillet 1984 a été tiré à 486 963 exemplaires

**12 mois sur 12 COURS**  
**HUBERT LE FÉAL :**  
**DÉPASSER LE TRAC, S'AFFIRMER DANS LA PAROLE.**

\* documentation sans engagement  
☎ 387 25 00

**RENTREE 84**  
Pour mieux connaître les écoles, les métiers et les débouchés.

**ORIENTATIONS**  
Pour recevoir ORIENTATION SERVICE et le guide ORIENTATIONS 84 : 300 pages de conseils 3000 adresses

Remplir et adresser à : ORIENTATIONS SERVICE IDECOM - 57, avenue Marmigny, 75008 PARIS - accompagné d'un chèque de 70 F (54 F - frais de port).

A B C D F G H

## La croissance de l'économie des Etats-Unis a été plus forte que prévu au premier semestre

### Le dollar à 8,83 F

Déjouant toutes les prévisions des économistes qui tablèrent sur un ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis au premier semestre 1984, après la vigoureuse reprise de l'année 1983, la croissance du produit national brut (PNB) américain a atteint 7,5 % en termes réels (inflation déduite) au cours du deuxième trimestre 1984, a annoncé, le 23 juillet, le département du commerce à Washington. Ce faisant, il révisait, en forte hausse, son estimation provisoire de 5,7 %, établie dans la troisième semaine de juin, celle d'une croissance de 9,7 % annoncée pour le premier trimestre 1984 étant, elle-même, révisée à 10,1 %, taux le plus élevé depuis le premier trimestre de 1981, avant la crise.

Au deuxième trimestre 1984, la croissance est due, essentiellement, à une augmentation des ventes, en rythme annuel, de 10,4 %, contre 4,6 % au premier trimestre. Pour la même période, les dépenses d'investissement des entreprises ont progressé de 20,7 %, à peu près au même rythme qu'au premier trimestre (20,6 %). En revanche, les dépenses pour la construction n'ont augmenté que de 9,4 %, contre 21,3 %, ce qui traduit le freinage exercé sur les crédits à l'immobilier par la hausse des taux d'intérêt. Quant aux dépenses des consommateurs, leur avance a été de 6,9 %, contre 4,6 %. En dollars courants, le PNB des Etats-Unis a représenté, sur une base annuelle, 3 650 milliards de dollars.

En même temps, il était annoncé que le taux d'inflation avait fléchi, revenant à 3,2 % au deuxième trimestre contre 4,4 % au premier trimestre. Si tel est le cas, les chiffres, qui reflètent la plus forte croissance de l'économie des Etats-Unis depuis les années 40, ont provoqué un nouveau bond du dollar jusqu'à 2,8850 DM et 8,8370 F officiellement, nouveau record historique, contre 2,87 DM et 8,80 F lundi 23 juillet en Europe.

L'annonce de ces chiffres, qui révèle donc une croissance incontestable de l'économie américaine, malgré des taux d'intérêt historiquement élevés.

**Comblant un vide juridique**

**UN DÉCRET DÉFINIT LA PROFESSION D'INFIRMIER**

Le Journal officiel du 24 juillet publie un décret relatif à l'exercice de la profession d'infirmier. Ce texte fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat d'un précédent décret (12 mai 1981) cassé pour vice de forme sur recours des médecins biologistes. Le vide juridique qui en résultait avait été à l'origine, au printemps dernier, d'une série de protestations des syndicats d'infirmiers puis, le 26 avril, d'une manifestation et d'une journée de grève nationale.

Les médecins biologistes contestaient en particulier aux infirmiers le droit d'effectuer certains gestes techniques. Le décret publié aujourd'hui comble le vide juridique existant et définit dans le détail le champ d'activité de cette profession.

■ Un malfaiteur grièvement blessé au cours d'un hold-up.

Deux motards casqués et armés ont attaqué, mardi 24 juillet, dans la matinée, une agence du Crédit agricole à Montpellier. L'un des deux a été grièvement blessé d'une balle dans la tête par un policier alors qu'il tentait de s'enfuir en se couvrant d'un otage. Il a été transporté à l'hôpital, où son état est jugé très grave. Le second malfaiteur, qui dit se nommer « Parca » selon la police, âgé de vingt-cinq ans, s'est rendu sans résistance.

**OUVERT EN AOUT**

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
avec la garantie d'un grand maître tailleur  
**PANTALONS** 590 F  
A partir de  
**COSTUMES**  
**MESURE** 1 750 F  
A partir de  
**NOUVELLE COLLECTION**  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
**Boutique Femme**  
**TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX**  
**sur mesure**  
**UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES**  
Prêt-à-porter Homme  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-81.  
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

ment très élevés, en même temps que le maintien de l'inflation à un niveau très bas, ne manque pas de préoccuper les milieux financiers, tant aux Etats-Unis que dans le monde. Que va faire la Réserve fédérale, soucieuse de calmer la surchauffe et de prévenir le retour de l'inflation, qui selon les experts les plus qualifiés, devrait inévitablement se produire cette année ou la suivante ?

Logiquement, elle devrait sinon durcir sa politique de crédit, du moins ne pas l'assouplir, ce qui compte tenu du besoin d'emprunts du Trésor pour combler le déficit budgétaire, des entreprises pour financer leurs investissements, et des consommateurs pour leurs achats à tempérament, aurait pour conséquence de faire à nouveau monter les taux d'intérêt, et le dollar par conséquent.

A cet égard, la déposition de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, devant le Congrès mercredi 25 juillet pourrait fournir d'intéressantes indications. Inattendu, cependant, M. Volcker rend le déficit budgétaire américain responsable de la hausse des taux, puisqu'il oblige le Trésor à « pomper » les disponibilités sur le marché financier. A cette occasion, nombre d'experts expliquent la vigueur de la reprise économique américaine par cet énorme déficit, et surtout, par

les réductions et remboursements d'impôts du programme Reagan en 1981, qui ont incité les consommateurs à acheter et les entreprises à investir.

Certains d'entre eux, remarquant que ce déficit et ces ristournes fiscales ont été financés par emprunts, estiment que la recrudescence de l'économie sera aussi forte que sa reprise, ce que d'autres contestent, estimant que les Etats-Unis sont sur la voie d'une croissance plus harmonieuse dans les années qui viennent. Ils avancent que les prix des matières premières, dont, antérieurement, la hausse accompagnait rituellement toute reprise économique, et, surtout, toute surchauffe sont, paradoxalement, orientés à la baisse, de même que ceux du pétrole. Ces derniers, on le sait, avaient largement contribué à alimenter l'inflation américaine après la deuxième choc pétrolier de 1979-1980.

Toutes ces considérations incitent les milieux financiers internationaux à être prudents, car les experts « qualifiés » se sont souvent trompés dans le passé, sur les prix de l'énergie comme sur le reste. Au début de cette année, une partie d'entre eux prédisaient un ralentissement de l'économie aux Etats-Unis et une baisse des taux et, en conséquence, une baisse du dollar. On sait ce qu'il en est...

FRANÇOIS RENARD.

### L'affaire Creusot-Loire

**LES POUVOIRS PUBLICS PRÉSENTERAIENT PROCHAINEMENT UNE SOLUTION**

M. Gallois, directeur général de l'industrie, devrait déposer au tribunal de commerce de Paris une lettre d'intention, dans laquelle serait exposée la solution envisagée par les pouvoirs publics pour Creusot-Loire, « au plus tard dans le courant de la semaine prochaine ». Il couvrirait ainsi l'herbe sous le pied de M. Hubert Lafont, qui devrait être nommé administrateur provisoire le 26 juillet, le tribunal de commerce ayant refusé de différer à la volonté des anciens dirigeants de Creusot-Loire de nommer un administrateur au plus tard le 24 juillet. M. Lafont, qui prépare une autre solution de reprise in bonis, au nom des créanciers (mais pas des principaux d'entre eux, les banques et Framatome). Il n'a d'ailleurs pas de représentant et son plan coûterait 3 milliards de francs, dit-on au ministère du redéploiement industriel.

La solution avancée par les pouvoirs publics passe par une liquidation « le temps d'un soupir » et le rachat à forfait des actifs de Creusot-Loire par une association de repreneurs, dont il est acquis désormais que Framatome sera le chef de file et que cette société détiendra avec Fives Cail Babcock plus de 50 % du capital de la nouvelle société.

## Bonne année 1983 pour les activités industrielles du CEA

Les activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique, regroupées en 1983 au sein de la société de participation CEA-Industrie, ont dégagé, l'an passé, une marge brute d'autofinancement de 3,7 milliards de francs, qui place la société dans les premiers rangs de l'industrie française, devant Saint-Gobain (2,3 milliards de francs) ou la CGE (2,5 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires total de 22,7 milliards de francs et un résultat net de 1,65 milliard de francs, a annoncé, le 20 juillet, M. Gérard Renon, administrateur général du CEA. En dépit d'un « contexte national et international malsain », le secteur du cycle des combustibles nucléaires, qui assure, grâce notamment à la COGEMA, 79 % du chiffre d'affaires, 86,6 % de la marge brute d'autofinancement et 90 % du résultat courant du groupe, « se comporte bien », avec pour l'avenir de « forts risques » qui justifient la politique de provisions « assez sévères » menée par le groupe.

De même, la construction des centrales nucléaires et les sociétés de services liées au secteur, où le CEA, grâce à la participation de 50 % qu'il détient dans FRAMATOME (à égalité avec le groupe Creusot-Loire), occupe une place prépondérante, devrait elle aussi conserver une bonne rentabilité, après une phase difficile due au ralentissement des programmes de construction des centrales nucléaires dans le monde.

A condition toutefois, a précisé

### LES MÈRES DES ENFANTS RETENUS EN ALGÉRIE

**Une pour toutes, toutes pour une**

Confusion, émotion, cris et parfois pleurs au carrefour des rues Hamelin et Boissière dans l'après-midi du lundi 23 juillet, à Paris. Une quinzaine de femmes, mères d'enfants retenus illégalement en Algérie par les parents, et des représentants d'associations, qui militent pour la signature d'un accord franco-algérien sur le respect des décisions judiciaires concernant les deux pays, se sont réunies devant l'ambassade d'Algérie à Paris.

Elles se sont heurtées à un cordon de police, courtois, embarrassé même, mais ferme. Le dialogue de sourds a duré une heure et demie. « On a des ordres pour ne pas vous laisser passer », « Mais nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des mères qui veulent déposer des dossiers », « Téléphonez à l'ambassade. Si on distrait vous recevoir, on vous laisse passer. » Mais pas question pour Christine, mère de Walid, quatorze ans, et Karine, treize ans, Marie-Anne, maman d'Amir, dix-sept ans, et de Farid, seize ans, ou Houria, mère de Samir et Amine, et les autres de faire un pas de plus. Les Algériens ont été prévenus par un communiqué : elles ne demandent pas un rendez-vous. Elles veulent simplement déposer un dossier.

Toutes se sont alors assises rue Boissière pour bloquer la circulation. Regards de sympathie de certains badauds, haine raciste chez d'autres. « Vous n'avez qu'à épouser un français », lance un chauffeur de taxi. « Pourquoi avez-vous fait prendre un Algérien ? », leur crie une femme excédée.

L'ambassade algérienne ne s'ouvrira pas. Les représentants algériens soulignent que leurs propositions n'ont jamais varié : une ren contre, mardi 24 juillet, à Alger, avec cinq autres en présence de l'ambassadeur de France, M. François Scherr. En langage diplomatique : « une délégation restreinte dans le cadre des relations bilatérales ».

Lundi 23 juillet, M. Scherr s'entretenait au Quai d'Orsay sur cette question des femmes divorcées d'Algériens et du droit de garde. Le gouvernement français aurait, semble-t-il, souhaité une formule mixte : d'une part, la rencontre proposée par l'Algérie et, d'autre part, au même moment à Alger, une réunion des représentants des associations françaises et algériennes qui militent pour un accord bilatéral.

Mais la réponse du collectif « Un bateau pour Alger » est non. « Nous serons reçues ensemble ou pas », disent-elles. A 15 h 30, elles livreront le siège, bien décidées à saisir à nouveau l'opinion. « Rendez-vous en septembre pour un nouveau bateau pour Alger ».

### Sur le vif

## Ras la frange !

Quelle vie de chien ! Je n'arrive plus à suivre, je m'essouffie, je fatigue. Il y a vraiment des jours où je voudrais tout laisser tomber. Et d'abord mes cheveux. Je le disais bien à Yvette : la coupe Diana... la coupe Diana ! A mon âge, vous êtes sûre ? Vous ne croyez pas que le coupe Nancy, ce serait plus indiqué ? Elle m'a rabrouée en disant des choses impensables : et pourquoi pas le coupe Maggie pendant que vous y êtes ? Faut suivre le mode dans votre milieu. Avec cette frange à la Jackie, vous ne ressemblez plus à rien.

Alors là, quand je suis sortie de chez le coiffeur trois heures après, pour la ressemblance, j'étais servie. Je me suis croisée subitement-juste-à-temps - j'ai croisé - entre le rond-point des Champs-Élysées et la rue La Botz. Ça m'a plutôt rassurée. Je me suis dit : ce coup-ci, je suis dans la note. En plein. Et j'y reste. Au moins jusqu'à la rentrée.

Pensez-vous. Ce matin au tabac du coin, je prends le café avec une copine, une Diana du service étranger, et elle me dit : « T'es vu le tête que j'ai ? Non, mais c'est pas possible, je ressemble plus à rien. J'ai pris rendez-vous avec Yvette. Elle est complètement débordée. Au salon, c'est l'effortement. Je houe-déjà. Elle fait des gary à la chaîne : c'est la folie aux Etats- »

Unes. Elle a promis de me faire passer entre deux clients. Attends, attends, j'y suis plus du tout, c'est quoi le gary ?

Berli la Ferraro, quel, réveille-toi, la coiffeuse de Mondy, la candidate à la vice-présidence des Etats-Unis.

C'est pas vrai ! Tu veux dire que... Ben évidemment. Tu ne me vois pas débrouiller à Minitel le 1<sup>er</sup> août avec une Diana complètement ringarde. Je lui ai dit à Yvette : arrangez-vous comme vous voudrez, mais moi je ne pars pas sans la Gerry.

Elle est comment ? C'est la Diana mais en plus sport, tu vois, en plus sophistiquée-juste-à-temps - j'ai croisé - entre le rond-point des Champs-Élysées et la rue La Botz. Ça m'a plutôt rassurée. Je me suis dit : ce coup-ci, je suis dans la note. En plein. Et j'y reste. Au moins jusqu'à la rentrée.

Escorte, franchement. J'hésite. La Gerry, comme coiffeuse de vacances, c'est peut-être valable, mais je ne demande si, pour l'hiver, la George, enfin, je veux dire la Bush, ce ne serait pas... Ca, n'y compte pas. La Bush, il ne la lancent qu'à la mi-novembre, après les élections américaines. Pour les fêtes du réveillon.

CLAUDE SARRAUTE.

### La CEE

**vacances**

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

### La CEE

**vacances**

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est réuni à Bruxelles le 23 juillet. Après une séance de travail, les ministres ont décidé de ne pas se réunir le 24 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture. Les ministres de l'agriculture des autres pays de la CEE ont été invités à se rendre à Bruxelles le 25 juillet, jour de congé des ministres de l'agriculture de la France.

Le Conseil européen des ministres de l'agriculture s'est